11.F.10
Q.10.42
NAZIONALE
B. Prov.
II
157
BIBLIOTECA
VITT. EM. III
NAPOLI
BIBLIOTECA PROVINCIALE
Armadio XXIII

Palchetto 1
34.35.36
Num.° d' ordine 2995

1 11
B 6-31

B Prov
III
157-158

Digitized by Google

611700

HISTOIRE

DE LA

GUERRE DE TRENTE ANS,

PAR SCHILLER;

TRADUITE DE L'ALLEMAND, PAR M. CH....

TOME PREMIER.

A PARIS,

Chez LENORMANT, Imprimeur-Libraire, rue des Prêtres-Saint-Germain-l'Auxerrois, N°. 42.

AN XII. — 1803.

PREFACE DU TRADUCTEUR.

SCHILLER était déjà connu en Allemagne par ses Ouvrages dramatiques, lorsqu'il aspira à un nouveau genre de gloire. Doué d'un coup-d'œil sûr et d'un esprit vaste, le Poëte sentit qu'il pouvoit devenir Historien, et le choix de son sujet répondit à la grandeur de ses vues. En se déterminant pour une époque aussi intéressante par la fécondité des événemens, que remarquable par l'importance de leurs résultats, il eut encore le mérite d'être le premier à nous offrir dans le même tableau les longs désastres de la Guerre de trente ans. Le Père Bougeant, seul, a fourni à notre littérature une histoire particulière sur ces temps malheureux; mais ce sont sur-tout les traités de Münster et d'Osnabruck, dont il a voulu nous instruire. Les événemens militaires se trouvent liés à son Ouvrage; mais il s'occupe sur-tout de ceux dont l'influence

a suspendu ou hâté les négociations du Congrès. Ce mélange de négociations et de batailles doit nécessairement refroidir l'intérêt de celui qui veut suivre sans interruption cette grande lutte. Schiller nous en décrit rapidement la course, il nous en offre l'ensemble dans le cadre le plus resserré. L'Ouvrage du Père Bougeant est une étude savante; celui de Schiller est un tableau vigoureux. C'est là qu'il s'empare de la personne de ses héros pour nous les représenter avec ce pinceau qui le distingue, pour leur imprimer ces traits hardis qui nous frappent. Il sait que l'on aime à connaître ceux qui ont ébranlé le monde.

Mais la première partie de cette Guerre est celle qu'il a traitée avec le plus de soin; et pendant tout ce laps de temps, la France n'employa que sa politique ou son or : ses grands hommes ne parurent sur la scène, que depuis la mort de Gustave-Adolphe. Un Ecrivain français qui entreprendrait la même histoire dans le même cadre, passeroit, vraisemblablement, avec moins de ra-

pidité sur les exploits de nos Condé et de nos Turenne; il peindroit avec plus de détails la dernière époque de cette lutte mémorable : un Ecrivain allemand et protestant s'arrête avec complaisance sur la première. Gustave-Adolphe y est en action, et Gustave-Adolphe est son héros; le Roi de Suède trouve des adversaires dignes de lui, et l'Ecrivain se plaît à nous les montrer dans toute leur grandeur, parce que son héros doit les abattre. Quelqu'impartial que soit un Historien, la Patrie se fait toujours sentir dans ses Ouvrages; et s'il étoit assez malheureux pour ne pas éprouver cette prédilection, la différence de son éducation, celle des institutions religieuses, civiles ou politiques, dans lesquelles il auroit vécu, influeroient encore sur ses écrits, on y retrouveroit encore malgré lui du *Gaulois* ou du *Germain* (1). Il

(1) C'est ainsi que l'Auteur, malgré son impartialité, paroît toujours Protestant; c'est ainsi que, né sur le territoire germanique, il défend la liberté germanique, espèce de liberté inconnue au citoyen des Républiques comme au sujet des monarchies : et ces

pourroit donc être intéressant de lire la même histoire traitée par deux Ecrivains de nations différentes. Mais Schiller, en passant rapidement sur les quatorze années qui suivirent la mort de Vallenstein, nous a donné sur-tout, s'il est permis de le dire, la partie *allemande* de la Guerre de trente ans. Elle ne doit être que plus piquante pour nous : les événemens dont il ne nous offre ensuite qu'un extrait, se trouvent dans l'histoire de nos Grands Hommes.

Lorsque son Ouvrage commença à paroître en Allemagne, il fit époque dans le monde littéraire, il obtint en un instant toute la célébrité qu'il méritoit (1). Le même ouvrage est traduit dans notre langue, et on en ignore, pour ainsi dire, l'existence (2). Peut-

---

nuances particulières qu'éprouve le caractère de l'Ecrivain, composent la phisionomie de l'étranger ; phisionomie que j'ai tâché de ne pas confondre. En traduisant la Guerre de trente ans, j'ai sur-tout cherché à donner celle de Schiller.

(1) Vieland, dans son journal, désigna alors Schiller comme devant être le Robertson de l'Allemagne.

(2) Il fut traduit hors de France par une Société suisse.

être doit-on attribuer un pareil oubli, à l'époque où parut la traduction. En 1794, l'Europe ébranlée étoit menacée d'un bouleversement total; la destruction frappoit sans relâche autour de nous; l'avenir effrayoit également les vainqueurs et les vaincus. Epouvantés du sang qui ruisseloit de toutes parts, saisis de stupeur sur les débris de toutes les institutions sociales, l'histoire ne nous appartenoit plus, le passé étoit devenu inutile pour nous; on alloit tirer le rideau sur tous les siècles. Mais les guerres toujours désastreuses par elles-mêmes, nous tranquillisent quelquefois par leur résultat; et la paix qui a suivi d'aussi grands efforts, nous permet encore de regarder dans le passé et dans l'avenir. Il ne pourra donc qu'être intéressant pour l'observateur de le mettre aujourd'hui à même de comparer deux époques qui ont agi aussi fortement sur la constitution européenne. Des opinions religieuses furent le prétexte de la Guerre de trente ans, des opinions politiques ont été le prétexte de celle

qui, pendant dix années, vient d'embraser l'Europe. Toutes deux ont fait naître de nouveaux rapports entre différens états, ont donné de nouveaux maîtres à différens territoires, ont établi un nouvel équilibre entre les forces opposées, et l'observateur se repose avec intérêt sur ces grandes époques qui servent, pour ainsi dire, de fanaux dans l'océan de révolutions et de désastres qui bouleverse le monde.

GUERRE

DE

TRENTE ANS.

LIVRE PREMIER.

Depuis l'époque où la guerre de Religion commença en Allemagne, jusqu'à la paix de Munster, on ne voit presque rien de grand et de remarquable arriver dans le monde politique de l'Europe, sans que la Réforme y ait contribué de la manière la plus importante. Tous les événemens qui remplissent cet intervalle sont liés avec elle, s'ils n'y trouvent leur source; et depuis le plus grand état jusqu'au plus petit, immédiatement ou non, tous éprouvèrent plus ou moins son influence.

L'emploi que la maison d'Espagne fit de la masse monstrueuse de ses forces politiques, fut presque entièrement dirigé contre les nouvelles opinions et leurs adhérens. Par la Réforme, on vit s'allumer cette guerre civile, qui, sous trois règnes orageux, ébranla la France jusque dans ses fondemens, attira au sein de ce royaume

des armes étrangères, et en fit, pendant un demi-siècle, le théâtre du déchirement le plus malheureux. La Réforme rendit le joug de l'Espagnol insupportable aux peuples des Pays-Bas; et en leur donnant le courage de le briser, elle leur fournit la plus grande partie des forces nécessaires pour y parvenir. Tous les projets auxquels Philippe d'Espagne se livra contre la Reine Elisabeth d'Angleterre, ne tendoient qu'à le venger de la protection qu'elle accordoit contre lui à ses sujets protestans. Il ne lui pardonna jamais de s'être mise à la tête d'un parti religionnaire, qu'il s'efforçoit d'exterminer. Le schisme dans l'Eglise entraîna en Allemagne un long schisme politique, qui, à la vérité, livra ce pays pendant plus d'un siècle à toutes les horreurs des troubles, mais qui éleva en même-temps une digue assurée contre l'oppression politique. La Réforme fut en grande partie ce qui plaça pour la première fois les puissances du Nord, le Dannemark et la Suède, dans la balance de l'Europe, parce que la ligue protestante se fortifia de leur adhésion, et que cette adhésion fut dictée impérieusement par le propre intérêt de ces puissances.

Des états, qui auparavant existoient à peine les uns pour les autres, acquirent par la Réforme un point de contact marqué, et, dans une sympathie politique inconnue jusqu'alors,

ils se serrèrent entre eux. Si l'on vit naître de nouveaux rapports entre les citoyens, entre les Souverains et les sujets, des états entiers éprouvèrent le même changement à l'égard de leurs voisins, et il fallut, par une marche singulière des choses, que la division dans l'Eglise fût un moyen de rapprochement pour les peuples. Le premier effet, il est vrai, par lequel s'annonça cette sympathie générale, fut pernicieux et terrible. On vit s'allumer une guerre désastreuse, qui, depuis l'intérieur de la Bohême jusqu'à l'embouchure de l'Escaut, depuis les rives du Pô jusqu'aux côtes de la mer Baltique, dépeupla pendant trente ans les provinces, désola les campagnes, réduisit les villes et les hameaux en cendres ; une guerre qui consomma plus de trois cent mille combattans, qui éteignit pour un demi-siècle en Allemagne l'étincelle naissante de la civilisation, et rendit les mœurs à leur ancienne férocité, au moment où elles commençoient à s'adoucir. Mais l'Europe évita l'oppression, sortit libre de cette guerre affreuse où elle s'étoit considérée, pour la première fois, comme un ensemble politique ; et cette liaison dans les intérêts mutuels des différens états, qui ne commença à s'organiser réellement qu'à cette époque, est un avantage assez marqué par lui-même, pour que l'ami de l'humanité pardonne l'effroi qu'il a eu.

La religion opéra tout (1) : elle seule pouvoit rendre possible ce qui arriva à cette époque; mais toutes les entreprises furent bien loin d'être faites pour elle et pour l'amour d'elle. Si l'intérêt particulier, si celui de l'état ne se fussent hâtés de s'y réunir, jamais la voix des Théologiens et du peuple n'auroit trouvé des Princes aussi empressés, ni la nouvelle doctrine des prosélites aussi nombreux, aussi braves et aussi persévérans. Le pouvoir de la vérité, ou de ce qui fut mis à la place de la vérité, les abus de l'ancienne Eglise, ses prétentions exagérées eurent une grande part à la révolution. D'un autre côté, le charme de l'indépendance, la proie intéressante des fondations ecclésiastiques ne pouvoient que mener les Souverains à convoiter un changement de religion, et renforcer chez eux le poids de la conviction intime; mais la raison d'état étoit seule capable de les y déterminer. Si Charles-Quint, s'oubliant dans son bonheur, n'eût porté atteinte à la liberté cons-

(1) En développant les causes de cette guerre où la Réforme eut une part aussi marquante, un auteur allemand devoit nécessairement entrer dans quelques détails sur les rapports des différentes religions en Allemagne. Mais, quelque impartial que l'on soit comme historien, il est difficile de cacher ses opinions religieuses. On ne sera donc pas surpris si l'on reconnoît bientôt que l'auteur est Protestant.

titutionnelle des Etats germaniques, on auroit vu difficilement une ligue protestante s'armer pour la liberté de religion. Sans la soif de domination qu'annoncèrent les Guises, jamais les Calvinistes de France n'auroient vu à leur tête un Condé ou un Coligny. Sans l'impôt du dixième et du vingtième denier, le siége de Rome n'eût jamais perdu les Pays-Bas. Les Souverains combattirent pour leur défense ou leur agrandissement; l'enthousiasme de la religion leur leva des armées et leur ouvrit les trésors des peuples. La multitude, lorsque l'espoir du butin ne l'attiroit pas sous leurs drapeaux, croyoit répandre son sang pour la vérité, tandis que ce dévouement ne servoit que les intérêts du Prince. Heureusement pour les peuples, que, cette fois, l'intérêt des Princes et le leur se donnèrent la main. Heureusement pour les Princes, que le sujet soutint sa propre cause en défendant la leur. A l'époque dont il est ici question, aucun Souverain en Europe n'étoit assez absolu pour se mettre au-dessus du vœu de ses sujets dans l'exécution de ses desseins politiques. Quelles difficultés n'y avoit-il donc pas à vaincre, pour gagner cette bonne volonté du peuple, et la mettre en action? Les motifs les plus puissans, pris dans la raison d'état, ne trouvent que froideur chez le sujet, qui ne les sent presque jamais, et qu'ils inté-

ressent encore plus rarement. En pareil cas, il ne reste d'autre moyen au Souverain habile, que de lier l'intérêt du cabinet à un intérêt quelconque plus pressant pour le peuple, s'il en existe un de cette nature; s'il n'existe pas, il doit le faire naître.

Ce fut la position d'une grande partie des Souverains qui parurent sur la scène en faveur de la Réforme. Par un enchaînement singulier des choses, il fallut que le schisme de l'Eglise se rencontrât avec deux circonstances politiques, sans lesquelles il auroit eu, d'après les apparences, un tout autre dénouement : l'élévation soudaine de la maison d'Autriche, qui menaça la liberté de l'Europe, et son zèle actif pour l'ancienne religion. La première circonstance éveilla les Princes; la seconde arma les nations pour eux.

L'abolition d'une justice étrangère dans leurs états, la puissance souveraine dans les affaires ecclésiastiques, une digue mise à l'écoulement des deniers que Rome attiroit continuellement à elle, la prise si importante des fondations religieuses, étoient des avantages qui durent se présenter à tous les Souverains d'une manière également séduisante. Pourquoi, pourroit-on demander, ne produisirent-ils pas le même effet sur les Princes de la maison d'Autriche? qui empêcha cette maison, et sur-tout

la ligne allemande, de céder aux instances d'un si grand nombre de ses sujets, et de s'enrichir, comme tant d'autres, aux dépens d'un clergé sans défense? La persuasion avoit peu contribué à l'apostasie des Princes protestans, et il est difficile de croire que les principes de la maison d'Autriche sur l'infaillibilité de l'église romaine, aient eu une plus grande part à la pieuse persévérance de cette maison. Mais plusieurs considérations se réunirent pour faire des Princes autrichiens les soutiens de la Papauté.

L'Espagne et l'Italie, d'où la maison d'Autriche tiroit une grande partie de ses forces, montroient encore pour le Siège de Rome ce même dévouement qui, déjà, distingua les Espagnols sous la domination des Goths. Le plus petit rapprochement avec la doctrine détestée de Luther ou de Calvin, devoit enlever irrévocablement au Souverain de l'Espagne le cœur de ses sujets; un schisme avec l'Eglise pouvoit lui coûter sa couronne : le Roi d'Espagne devoit être un vrai croyant, ou descendre du trône. Ses états d'Italie lui mettoient les mêmes entraves; ils exigeoient encore plus de ménagement, parce qu'ils supportoient avec plus d'impatience le joug étranger, et qu'ils pouvoient le secouer d'autant plus aisément. Ajoutez à cela, que ces états lui donnoient la France pour rivale, et Rome pour voisine; motifs

puissans, qui l'empêchoient de se déclarer en faveur d'un parti décidé à anéantir l'autorité du Pape ; motifs qui l'invitoient à s'attacher le Pontife par le zèle le plus ardent pour l'ancienne religion. Ces considérations générales, également importantes pour tous les Monarques espagnols, furent encore appuyées auprès de chacun d'eux par des raisons particulières. Charles-Quint avoit en Italie un rival dangereux, et tous le pays alloit se jeter dans les bras du Roi de France, à l'instant où il se feroit soupçonner lui-même de principes hérétiques. D'ailleurs, la méfiance des catholiques, et une querelle avec l'Eglise, se fussent directement opposées aux projets que Charles poursuivoit avec le plus d'ardeur. Il étoit difficile que le Monarque se décidât en faveur d'une nouvelle religion, qui, jusqu'alors, avoit obtenu peu de considération auprès de lui; et, à cette époque, on pouvoit encore, d'après toutes les apparences, compter sur un accommodement entre les deux Eglises. On vit, chez Philippe second son fils et son successeur, une éducation monacale s'unir à un caractère sombre et despotique, pour entretenir dans son cœur une haine implacable contre toute innovation en matière de dogme; et ses adversaires politiques les plus acharnés, se trouvant en même temps ennemis de sa religion, ne cou-

tribuèrent pas peu à augmenter cette haine. Ses possessions européennes, extrêmement dispersées, ouvertes de tout côté à l'influence des opinions étrangères, lui défendoient, par leur position, de voir avec indifférence les progrès de la Réforme dans les autres états; et la raison politique la plus pressante exigeoit qu'il prît décidément le parti de l'ancienne Eglise, pour arrêter la source de la contagion religionnaire. La marche naturelle des choses plaça donc ce Prince à la tête de la religion romaine, et de la coalition que les Catholiques formèrent contre les novateurs. Les successeurs de Charles-Quint et de Philippe second se firent une loi de suivre tout ce qui avoit été observé sous ces deux règnes, si longs et si féconds en événemens; ainsi, à mesure que la division s'étendoit dans l'Eglise, l'Espagne ne pouvoit que se lier plus étroitement au catholicisme.

La ligne allemande de la maison d'Autriche sembleroit avoir été plus libre; mais si plusieurs de ces obstacles disparoissoient pour elle, d'autres motifs la tinrent enchaînée. Comme il étoit inimaginable de placer la couronne impériale sur une tête hérétique, le besoin de conserver cette couronne, attacha au Saint-Siège les successeurs de Ferdinand Ier. D'ailleurs, les Princes allemands de la maison

d'Autriche n'étoient pas assez puissans pour se passer de l'appui des Espagnols, et ils l'eussent perdu en favorisant la nouvelle Religion. La dignité impériale leur imposoit aussi le devoir de défendre le système germanique, qui les soutenoit eux-mêmes sur le trône, et que le parti protestant d'Allemagne s'efforçoit de renverser. Si l'on ajoute à cela la froideur des Protestans, dans les momens critiques où se trouvèrent les Empereurs, et dans les dangers communs de l'Empire, leurs usurpations violentes sur le temporel de l'Eglise, et leurs hostilités par-tout où ils se trouvoient les plus forts, alors on comprendra comment tant de motifs, agissant à-la-fois, retinrent les Empereurs dans le parti de la Papauté, et pourquoi leur propre intérêt dut se confondre avec celui de la religion catholique. Le sort de cette religion dépendit peut-être de la résolution que prit alors la maison d'Autriche : aussi considéra-t-on dans toute l'Europe les Princes autrichiens comme les colonnes de l'Eglise romaine. Les Protestans leur firent partager unanimement la haine qu'ils portoient au Saint-Siège ; et cette haine confondit peu-à-peu le protecteur avec la chose qu'il protégeoit. Dès-lors tous les préparatifs hostiles du Roi d'Espagne et de l'Empereur ne furent plus que des entreprises contre l'exis-

tence des Protestans ; chaque campagne contre une de ces maisons, fut une guerre à l'inquisition et au monachisme.

Mais cette maison d'Autriche, l'ennemie irréconciliable de la Réforme, se livroit en même tems à des projets ambitieux, qui, appuyés d'une force prépondérante, menaçoient la liberté politique des puissances européennes, et sur-tout des Princes allemands. Une pareille considération dut tirer ces derniers de leur sécurité, et les faire songer à se mettre en défense. Leurs ressources habituelles ne les eussent jamais rendus capables de résister à une force aussi menaçante ; ils durent donc exiger de leurs peuples des efforts extraordinaires. Mais comme ces moyens étoient encore insuffisans, il fallut emprunter des forces de ses voisins, et chercher à contrebalancer, par des alliances mutuelles, une puissance qui les auroit écrasés séparément.

Cependant, les motifs impérieux qu'avoient les Princes de s'opposer aux progrès de l'Autrichien, étoient nuls pour leurs sujets. Les avantages ou les malheurs du moment sont seuls capables de mettre le peuple en action, et c'est ce qu'une sage Politique ne doit jamais attendre. Où en auroient donc été les Souverains, si, heureusement pour eux, il ne se fût présenté un autre motif puissant qui exas-

péra la nation, et l'enflamma d'un enthousiasme susceptible d'être dirigé contre le danger politique, parce qu'il se rencontroit avec lui dans le même objet? Ce motif fut la haine déclarée contre une religion que soutenoit la maison d'Autriche, et le dévouement d'enthousiasme pour une doctrine que cette maison s'efforçoit d'extirper par le fer et le feu. Si ce dévouement étoit vif, cette haine étoit insurmontable. Ce que le danger le plus décisif pour l'état n'auroit pu obtenir de ses citoyens, un zèle emporté l'opère en un instant. Peu de bras se fussent armés volontairement pour l'état et pour l'intérêt du Prince; l'artiste, le marchand, le cultivateur, courent gaiement aux armes au nom de la religion. Pour l'état ou pour le Prince, on eût tâché de se soustraire au plus léger impôt extraordinaire; pour la religion, on expose sa fortune, son sang, toutes ses espérances. Les sommes destinées au trésor du Prince se triplent à l'instant; des armées trois fois plus fortes paroissent en campagne; et, au milieu de l'agitation violente que communique à toutes les ames le danger imminent de la religion, le sujet ne sent ni ses efforts, ni le poids d'un fardeau sous lequel ses forces épuisées eussent succombé dans le calme des passions. La crainte de l'inquisition espagnole, de la Saint-Barthelemi, ouvrit chez

les peuples, au Prince d'Orange, à l'amiral de Coligny, à la Reine Elisabeth d'Angleterre, aux Princes protestans d'Allemagne, des ressources encore incompréhensibles pour nous.

D'aussi grands efforts auroient cependant produit de très-foibles résultats contre une force supérieure à celle du Prince, même le plus puissant, toutes les fois qu'il se présentoit seul. Dans ces temps où la politique étoit encore si reculée, quelques circonstances accidentelles pouvoient seules conduire des états éloignés à se secourir entre eux. La différence de constitution, de loix, de langage, de mœurs, de caractère, faisoit des nations et des pays autant de tous différens, et mettoit entre eux un mur continuel de séparation; elle rendoit chaque état insensible à la situation critique de l'autre, si la jalousie nationale n'alloit pas même jusqu'à l'engager à se réjouir de ses pertes. Ce mur fut renversé par la Réforme. Un vif intérêt plus pressant que l'intérêt national, ou l'amour de la patrie, un intérêt absolument indépendant des rapports ordinaires, commença à animer le citoyen et les états mêmes. Cet intérêt pouvoit unir étroitement les états les plus éloignés, tandis que le lien cessoit peut-être d'exister entre les sujets du même Souverain. Le Calviniste françois eut donc avec le Réformé genevois, anglican,

allemand ou hollandois, un point de contact nul pour lui à l'égard de ses propres concitoyens catholiques. Le bonheur des armes bataves qui servoient sa religion, le touchoit donc de plus près que le triomphe de son Souverain, obtenu en faveur de la Papauté. Ainsi il cessa, dans un point très-important, d'être citoyen d'un seul état, et de borner à cet état son attention et l'ensemble de ses intérêts. Son cercle s'aggrandit, il commence à juger de son sort d'après celui des autres pays qui partagent sa croyance, et à faire sa cause de la leur. Alors, les Princes osent, pour la première fois, porter des affaires étrangères devant l'assemblée de leurs états; alors, pour la première fois, ils osent compter sur l'empressement de leurs peuples et la promptitude des secours. Les affaires étrangères deviennent celles de la patrie; on tend avec plaisir, au compagnon de sa croyance, une main secourable, que l'on eût refusée à un simple voisin, et encore plus à l'étranger établi loin de soi. L'habitant du Palatinat abandonne ses foyers pour combattre en faveur du François son frère, contre l'ennemi commun de leur religion. Le sujet français prend les armes contre une patrie qui le maltraite, et va répandre son sang pour la liberté de la Hollande. On voit des Suisses armés contre des Suisses, des Allemands contre des

Allemands, pour décider, sur les bords de la Loire ou de la Seine, la succession au trône de France. Le Danois passe l'Eider, le Suédois le Belt, et va rompre les chaînes forgées pour l'Allemagne.

Ce fut l'intérêt de la Religion, qui fit naître cette simpathie des états entre eux; mais ses effets furent bientôt sentis en politique. La même coalition qui se tenoit prête à combattre, pour éviter à ses membres l'intolérance religieuse, les assuroit aussi contre l'oppression politique; car, sans cette oppression, l'intolérance étoit impossible. Les Souverains se virent donc assurés de ressources pour leur propre défense, sans les avoir exigées à ce titre; ils avoient atteint leur objet, sans s'être entendus sur ce point avec leurs peuples. Tant qu'une force armée défendoit la liberté de religion en Allemagne, aucun Empereur germanique ne pouvoit renverser la constitution, ni opprimer les Etats de l'Empire; tant qu'une force armée veilloit sur la constitution germanique, il devenoit impossible que la liberté de religion fût détruite. Ce qui n'étoit important pour les Souverains, que comme un moyen de parvenir à leur but, étoit le but même de leurs sujets; et ce qui faisoit le but des Souverains, n'étoit pour les sujets que le moyen d'atteindre le leur. On pourroit difficilement affir-

mer ce que seroient devenues la Réforme et la liberté de l'Empire germanique, si la redoutable maison d'Autriche n'eût pris parti contre elles. Il paroît cependant prouvé, que les Princes autrichiens mirent le plus grand obstacle à leur plan de monarchie universelle, par la guerre opiniâtre qu'ils déclarèrent aux nouvelles opinions. Dans aucun autre cas, les Princes n'auroient pu arracher à leurs sujets ces efforts extraordinaires, qui les firent résister à la puissance autrichienne; ni les Etats se réunir contre un ennemi commun.

Jamais la maison d'Autriche ne s'étoit vue élevée à un plus haut degré de puissance, qu'après le triomphe de Charles-Quint près de Mühlberg, après cette défaite des Allemands. L'alliance de Smalkalden sembloit avoir abattu pour jamais la liberté de l'Empire; mais elle dut sa restauration à Maurice de Saxe, qui avoit été son plus cruel ennemi. Le congrès de Passau, la diète d'Augsbourg, firent perdre tous les fruits de la victoire de Mühlberg; et ces grands préparatifs, qui tendoient à une oppression politique et religieuse, se terminèrent par une paix où il fallut céder.

L'Allemagne, à cette diète d'Augsbourg, se divisa en deux religions et deux partis politiques. Alors, pour la première fois, on la vit

se

se séparer, parce que, pour la première fois, cette séparation fut légale. Jusqu'à cette époque, les Protestans avoient été régardés comme des déserteurs coupables; on résolut alors de les traiter en frères, non pas qu'on les reconnût pour tels, mais parce qu'on y étoit forcé. La confession d'Augsbourg osa, dès ce moment, se placer à côté de la religion catholique, néanmoins comme une simple voisine tolérée, à qui l'on accordoit momentanément les droits d'une sœur. On donna à tous les Princes séculiers de l'Empire, le droit de déclarer chez eux, unique et dominante, la religion qu'ils professoient, et de priver l'autre du libre exercice de son culte; il fut permis en même-temps, à tous les sujets, de quitter le pays où leur religion seroit proscrite. La doctrine de Luther jouit alors, pour la première fois, d'une sanction positive; et si elle étoit humiliée en Bavière et en Autriche, elle pouvoit se consoler en s'asseiant auprès du Souverain en Saxe et en Thuringe. On avoit cependant laissé aux Princes seuls le droit de prononcer sur la religion à établir chez eux, et sur celle qui devoit succomber. Dans cette paix, on s'occupa très-peu du sujet qui n'étoit pas représenté à la diète. Seulement, dans les pays ecclésiastiques où le culte catholique demeura irrévocablement le culte dominant, on accorda le libre exercice de leur

religion aux sujets protestans (qui l'étoient déjà alors), mais sous une garantie personnelle de Ferdinand, Roi des Romains, par qui cette cette paix fut conclue; garantie, contre laquelle protestèrent les Etats catholiques de l'Empire, et qui ayant été insérée dans le traité avec cette protestation, n'eut jamais force de loi.

Au surplus, si les opinions seules eussent divisé les esprits, avec quelle indifférence n'auroit-on pas vu cet événement! Mais à cette opinion, étoient attachés des richesses, des dignités et des droits; circonstance qui entrava infiniment la séparation. De deux frères qui, jusqu'alors, avoient joui en commun du bien de leurs ayeux, l'un abandonnoit la maison paternelle, et la nécessité vouloit qu'il partageât avec celui qui y restoit. Le père n'avoit rien décidé sur la séparation, parce qu'il ne pouvoit rien prévoir d'un pareil cas. Pendant dix siècles, la bienfaisance des ayeux avoit formé par ses fondations la richesse de l'Eglise, et ces ayeux appartenoient aussi bien à celui qui se séparoit, qu'à son frère. Le droit de succession étoit-il uniquement attaché à la maison paternelle, ou tenoit-il au sang? Les fondations avoient été affectées à l'Eglise catholique, parce qu'alors il n'en existoit point d'autre; elles avoient été données au frère aîné, parce qu'alors il étoit fils unique. Le droit d'aînesse devoit-il

donc maintenant avoir lieu dans l'Eglise, comme dans les familles nobles? De quelle valeur étoit un avantage fait à une partie, dans un temps où l'autre ne pouvoit pas encore lui être opposée? Les Luthériens pouvoient-ils être exclus de la jouissance de ces biens, que leurs ayeux avoient contribué à fonder, et en être exclus par la seule raison que, dans le temps de leur fondation, il n'y avoit encore aucune différence entre les Catholiques et les Luthériens? Les deux partis ont soutenu et soutiennent encore ces points de litige par des argumens spécieux; mais le droit n'a de décision que pour les cas supposables, et peut-être les fondations ecclésiastiques ne sont-elles pas de ce nombre; du moins, lorsqu'on étend les intentions des fondateurs sur des points dogmatiques. Comment peut-on imaginer de faire une donation éternelle à une opinion inconstante (1)!

Quand le droit n'est pas en état de décider, la force prend sa place; et c'est ce qui arriva. Une partie conserva ce qu'on ne pouvoit plus lui ôter; l'autre défendit ce qu'elle avoit encore. Tous les évêchés, toutes les abbayes, sécula-

(1) Il est permis de croire qu'on ne s'empara pas des biens ecclésiastiques, parce que l'on changea d'opinion; mais que l'on changea d'opinion, parce qu'on voulut s'emparer des biens ecclésiastiques.

risés avant la paix, demeurèrent aux Protestans; mais les Catholiques se prémunirent de la réserve particulière, qu'aucun autre ne seroit sécularisé à l'avenir. Tout possesseur de fondations ecclésiastiques, immédiatement soumises à l'Empire, Electeur, Evêque ou Abbé, est déchu de ses bénéfices ou dignités, dès l'instant qu'il se jette dans l'église protestante; il doit évacuer aussitôt ses possessions, et le chapitre procède à une nouvelle élection, comme en cas de mort. L'Eglise catholique d'Allemagne tient encore aujourd'hui à cette ancre sacrée de la réserve ecclésiastique, qui rendit toute l'existence temporelle d'un Prince dépendante de sa profession de foi. Mais si les protestans adoptèrent cette réserve dans le traité de paix, ce ne fut qu'après la résistance la plus opiniâtre, et avec l'addition expresse que les deux parties n'avoient pas transigé sur ce point. Pouvoit-elle être plus obligatoire pour eux, que ne l'étoit, pour les catholiques, la garantie de Ferdinand en faveur des sujets protestans dans les états ecclésiastiques? Il resta donc par la paix deux germes de discorde, et ce furent eux qui causèrent l'embrâsement (1).

(1) Si telle étoit la marche des choses relativement à la liberté de religion, et aux biens ecclésiastiques, il n'en étoit pas autrement des dignités et des droits. Le

Quoiqu'on puisse dire de l'égalité que la paix de religion à Augsbourg introduisit entre les deux Eglises allemandes, il est incontestable que l'Eglise catholique en sortit triomphante. Tout ce que la Luthérienne obtint fut la tolérance; tout ce que la catholique céda, elle le sacrifia à la nécessité et non à la justice. Ce n'étoit donc pas encore une paix entre deux puissances réputées égales; c'étoit simplement un accord entre le Souverain et un rebelle qu'il n'avoit pu vaincre. Toutes les procédures de l'Eglise catholique contre la protestante semblent avoir découlé de ce principe, et en découler encore. C'étoit toujours un crime

---

système de l'Empire germanique avoit été calculé sur une seule Eglise, parce qu'il n'en existoit qu'une, au temps où ce système prit naissance. L'Eglise s'est séparée, la diète s'est divisée en deux partis religionnaires, et cependant, le système entier de l'Empire doit suivre exclusivement un de ces partis. Tous les Empereurs furent jusqu'alors enfans de l'Eglise romaine, parce que jusqu'alors l'Eglise romaine fut sans rivale en Allemagne. Cependant, étoit-ce ce rapport avec Rome, qui constituoit l'Empereur des Allemands, ou n'étoit-ce pas plutôt l'Allemagne qui se représentoit dans son Empereur? Mais, à la totalité de l'Allemagne appartient aussi la partie protestante; et comment celle-ci se représente-t-elle dans une ligne non interrompue d'Empereurs catholiques? Les Etats germaniques se jugent eux-mêmes dans le tribunal suprême de l'Empire, parce qu'ils

d'embrasser la religion protestante, puisqu'il étoit puni de la perte terrible que prononce la réserve ecclésiastique contre les Princes apostats. Aussi l'Eglise romaine aima mieux, dans la suite, s'exposer à tout perdre par force, que céder volontairement et juridiquement le moindre avantage. On avoit du moins l'espoir de reprendre un vol, et ce n'étoit qu'une perte accidentelle; mais une prétention abandonnée, un droit accordé aux Protestans, attaquoit l'Eglise catholique dans son endroit le plus sensible, son dogme exclusif du salut, qui ne souffre aucune Eglise à côté d'elle. On ne se départit même pas de ce principe à la paix

---

nomment les juges à cet effet; le but de son établissement fut donc qu'ils se jugeassent eux-mêmes, et qu'une justice égale eût lieu pour tous. Ce but peut-il être rempli, si les deux religions ne siègent dans le tribunal? Ce fut un hasard si, au temps de son établissement, il n'y eut en Allemagne qu'une seule religion dominante. Le but essentiel fut qu'aucun état ne pût être opprimé juridiquement par son voisin; mais cet objet est manqué, si une partie reste en possession exclusive de juger l'autre. Le but principal doit-il être sacrifié, lorsqu'un accessoire éprouve un changement? Les Protestans emportèrent enfin, et avec peine, le droit de séance pour leur religion dans la chambre impériale, mais sans obtenir un nombre de voix entièrement égal. Enfin, aucune tête protestante ne s'est encore élevée à la couronne impériale. *(Note de l'Auteur).*

de religion. Ce que l'on abandonna aux Evangéliques, ne fut pas cédé sans réserve. Tout, y est-il dit expressément, ne devoit avoir de valeur que jusqu'au prochain concile général, qui s'occuperoit d'une nouvelle réunion entre les deux Eglises. Alors, seulement, si l'on échouoit dans cette dernière tentative, la paix de religion auroit une validité absolue. Quelque peu d'espérance que l'on eût de voir s'effectuer cette nouvelle réunion, quelque peu sérieusement peut-être que le desirassent les Catholiques, on n'en avoit cependant pas moins gagné de restreindre, par cette condition, les effets de la paix.

Ainsi cette paix de religion, qui devoit éteindre pour toujours le feu de la guerre civile, ne fut au fond qu'un moyen temporaire, un ouvrage de la nécessité et de la force; ce ne fut pas une paix dictée par les loix de la justice; ce ne fut pas le fruit d'un concours d'idées saines sur la religion et la liberté de religion. Une paix comme celle-là ne pouvoit venir de la part des Catholiques; et, si l'on veut être de bonne foi, les Evangéliques ne s'en faisoient pas encore une idée assez juste à cette époque. Bien loin de témoigner aux Catholiques l'équité la plus sévère, ils opprimoient les Calvinistes toutes les fois que cette oppression dépendoit d'eux.

Ceux-ci, il est vrai, méritoient aussi peu la véritable tolérance, qu'ils étoient éloignés de l'exercer eux-mêmes. Les temps manquoient donc encore de maturité, il y avoit trop de confusion dans les têtes, pour une paix de cette nature. Comment un parti pouvoit-il exiger de l'autre ce qu'il étoit hors d'état d'accorder lui-même? Tout ce que chacun d'eux sauva ou gagna à la paix d'Augsbourg, il le dut à la force, au rapport accidentel de puissance où il s'étoit trouvé à l'égard de son antagoniste, lorsqu'on jeta les bases de cette paix. Ce qui fut gagné par la force, dut être défendu par la force; il falloit donc que ce rapport de puissance se maintînt à l'avenir, ou la paix perdoit tout son effet. Les limites entre les deux Eglises furent marquées l'épée à la main; il fallut les surveiller de même; ou malheur au parti qui le premier mettroit bas les armes! Perspective incertaine, effrayante pour la tranquillité de l'Allemagne, et qui, du sein même de la paix, commençoit à la menacer.

On vit alors régner dans l'Empire un repos momentané, et le lien d'une union passagère sembla ne former qu'un seul corps de ces membres encore une fois rapprochés. Le sentiment même de la félicité publique reparut quelques instans. Mais, par la séparation, on avoit été jusqu'au vif; et rétablir l'ancienne

harmonie, étoit devenu la chose impossible. Quelques limites exactes que la paix semblât avoir fixées aux droits des deux partis, cette paix n'en demeura pas moins exposée à des interprétations contradictoires. Au moment le plus animé du combat, elle avoit arrêté tout-à-coup les hostilités, elle avoit couvert l'incendie sans l'éteindre, et des deux côtés il restoit des prétentions à satisfaire. Les Catholiques crurent avoir trop perdu, les Evangéliques trop peu gagné; chacun se servit de ce prétexte pour interprêter, d'après ses vues particulières, une paix qu'il n'osoit pas encore enfreindre.

La saisie des biens ecclésiastiques, ce puissant motif, qui avoit entraîné tant de Princes vers la doctrine de Luther, continua avec la même activité après la conclusion de la paix; et tous les bénéfices médiats, qui n'étoient pas encore entre leurs mains, y passèrent bientôt. La Basse-Allemagne fut, en peu de temps, sécularisée; s'il n'en fut pas ainsi à l'autre extrémité de l'Empire, on ne peut l'attribuer qu'à la vigoureuse résistance des Catholiques, qui y avoient la prépondérance. Toutes les fois qu'un parti se sentoit le plus fort, il persécutoit ou opprimoit l'autre; les Princes ecclésiastiques, sur-tout, que leur foiblesse exposoit à l'ambition de leurs voisins,

furent continuellement inquiétés par eux. Celui qui se sentoit dans l'impuissance de repousser la force par la force, se réfugioit sous les aîles de la justice; et les plaintes contre les usurpations des Princes protestans arrivèrent en foule à la Chambre Impériale, déjà assez disposée à poursuivre les accusés par des sentences, mais trop peu soutenue pour les faire exécuter. La paix, qui laissoit aux Princes la liberté entière de religion, avoit, en quelque sorte, pourvu aussi aux intérêts du sujet, en stipulant pour lui le droit d'abandonner impunément le pays où sa religion seroit proscrite. Mais comment le texte impuissant de cette paix auroit-il pu défendre un sujet détesté, contre les violences dont son maitre l'accabloit, contre les vexations inexprimables mises en œuvre pour entraver son émigration, contre les pièges adroitement ménagés, avec lesquels l'artifice uni à la force, peut surprendre les consciences? Le sujet catholique des Princes protestans se plaignoit hautement d'infraction au traité; les Evangéliques se récrioient plus vivement encore contre les persécutions exercées par leurs Souverains catholiques. L'animosité des Théologiens, leur fureur de controverse empoisonnoient des circonstances insignifiantes par elles-mêmes, et enflammoient toutes les têtes.

L'union des Protestans auroit cependant main-

tenu l'équilibre entre les deux partis, et prolongé la paix; mais, pour mettre le comble à la confusion, cet ensemble ne tarda pas à disparoître. La doctrine que Zuingle avoit répandue à Zurich, et Calvin à Genève, fit des progrès rapides en Allemagne, et divisa les Protestans au point qu'il ne leur resta bientôt pour se reconnoître, que leur haine commune contre la Papauté. Les Protestans, à cette époque, ne ressembloient plus à ceux qui, cinquante ans auparavant, avoient émis leur confession à Augsbourg; et c'est dans cette confession même qu'il faut chercher les causes de ce changement. La confession mit des bornes positives à la religion de Luther; mais l'esprit de recherche une fois éveillé ne s'accommoda pas de ces limites; et les Protestans perdirent, sans le savoir, une partie du gain qu'ils s'étoient promis, en se séparant du Siége de Rome. Des griefs égaux contre la hiérarchie romaine, un égal désaveu des dogmes catholiques, auroient pu fournir le point de réunion pour l'Eglise protestante. Mais les Calvinistes le cherchèrent dans nouveau système positif de croyance; ils firent reposer, dans ce système, le signe distinctif, la prééminence, l'essence de leur Eglise, et rapportèrent à lui le traité qu'ils conclurent avec les Catholiques. Ils entrèrent, dans la paix de Religion, comme simples partisans de la con-

fession d'Augsbourg, tandis que les membres seuls de la confession avoient part aux bienfaits de cette paix. Ainsi, quels que pussent être les événemens, les membres de la confession se trouvoient dans une position également critique. L'esprit de recherche avoit une barrière insurmontable, si on se soumettoit aveuglément aux dogmes de la confession ; mais le point de réunion étoit perdu, si l'on se divisoit sur la formule établie. Malheureusement, ces deux suppositions se réalisèrent, et entraînèrent les conséquences les plus funestes. L'un des partis tint fermement à la première confession; et si les calvinistes s'en éloignèrent, ce ne fut que pour se renfermer également dans une nouvelle doctrine.

Les Protestans n'auroient jamais pu donner à leur ennemi commun de prétexte plus spécieux que leur désunion, de spectacle plus satisfaisant que l'acharnement avec lequel ils se poursuivoient entre eux. Qui pouvoit alors faire un crime aux Catholiques, de trouver ridicule l'effronterie avec laquelle les Réformateurs prétendoient annoncer le seul et vrai système de religion? Qui pouvoit leur faire un crime d'emprunter des Protestans des armes contre les Protestans, et, au milieu de cette contrariété d'opinions, de se tenir fermes à l'autorité d'une croyance, pour laquelle parloient au moins une

antiquité respectable, et une majorité de voix plus respectable encore? Mais cette division jeta bientôt les Protestans dans des embarras plus sérieux. La paix de religion ne regardoit que les membres de la confession d'Augsbourg, et les Catholiques les pressèrent de déclarer qui ils prétendoient admettre dans leur communion. Les Evangéliques ne pouvoient reconnoître les Réformés, sans charger leur conscience; ils ne pouvoient les exclure, sans faire un ennemi dangereux d'un ami intéressant. Cette malheureuse division procura donc aux machinations des Jésuites les moyens d'établir la méfiance entre les deux partis, et de détruire l'harmonie de leurs mesures (1). Les Protestans, enchaînés par la double crainte des Catholiques et des Protestans même, leurs antagonistes, négligèrent le moment, à jamais perdu, d'obtenir, pour leur Eglise, un droit absolument égal à celui de l'Eglise romaine. Et ils eussent échappé à ces embarras, la séparation des Réformés eût été sans aucuns préjudices pour la cause commune, si on eût cherché le point de réunion dans le seul éloignement pour la Papauté, et

(1) Les Jésuites seront encore accusés plus d'une fois dans le cours de cette histoire. Cette société, justement fameuse, étoit destinée à se voir attaquée par les amis et les ennemis.

non dans des confessions d'Augsbourg et des œuvres de concorde.

Quelque divisé que l'on fût sur tout le reste, on sentoit unanimement qu'une sûreté due à l'égalité des forces ne pouvoit être maintenue que par cette égalité. Les réformes continuelles d'un parti, les efforts opposés de l'autre, entretenoient la vigilance des deux côtés, et le texte de la paix de religion étoit le signal d'une dispute éternelle. Chaque pas que faisoit l'autre parti, devoit nécessairement avoir pour but une infraction à la paix; celui que l'on se permettoit ne pouvoit tendre qu'à la maintenir. Tous les mouvemens des Catholiques n'eurent pas un but offensif, comme les en accusent leurs antagonistes, et leur conduite fut souvent dictée par la nécessité de se défendre. Les Protestans avoient montré, d'une manière non équivoque, ce que les Catholiques devoient attendre, s'ils éprouvoient le malheur de succomber. L'avidité des Religionnaires, à s'emparer des biens ecclésiastiques, ne leur laissoit aucun ménagement à espérer; leur haine, aucune générosité, aucune tolérance.

Mais aussi les Protestans étoient bien excusables de témoigner peu de confiance dans la loyauté des Catholiques. On s'étoit permis contre leurs frères les traitemens les plus barbares en

Espagne, en France, et dans les Pays-Bas. Des Princes même ne rougissoient pas de se faire délier, à Rome, des sermens les plus solennels, en s'appuyant de ce principe abominable, qu'on ne doit observer ni fidélité ni religion envers un hérétique (1). Il n'y eut, désormais, point d'assurance, point de serment si redoutable de la part d'un Catholique, qui pût tranquilliser un Protestant. Comment la paix de religion y auroit-elle réussi, elle que les Jésuites présentoient dans toute l'Allemagne, comme un simple intérim, comme une convention temporaire qui fut rejetée solemnellement à Rome?

Cependant le concile général, auquel on avoit tout renvoyé par cette paix, s'étoit tenu dans la ville de Trente; mais, comme on le croyoit d'avance, sans avoir réuni les religions, sans avoir fait un seul pas vers cette réunion, sans même qu'il y eût de députés de la part des Protestans; et ceux-ci furent solemnellement condamnés par l'Eglise, que ce concile, malgré leur opposition, prétendoit représenter. Pouvoient-ils alors regarder comme une garantie suffisante contre l'anathême de l'Eglise, un traité profane et arraché par la force des armes? Traité qui se

(1) On vit malheureusement de pareils exemples; mais ici, comme par-tout ailleurs, l'esprit de parti en a grossi le nombre.

fondoit sur une base que les conclusions du concile sembloit annuler. L'apparence du droit ne manquoit donc plus aux Catholiques, s'ils se sentoient assez forts pour enfreindre la paix de religion. Dès ce moment, rien ne protégea les Protestans, que le respect pour leur puissance.

Beaucoup d'autres causes contribuèrent encore à augmenter la méfiance. L'Espagne, sur qui s'appuyoit l'Allemagne catholique, faisoit alors contre les habitans des Pays-Bas une guerre opiniâtre, qui avoit attiré, vers les frontières d'Allemagne, l'élite des soldats espagnols. Avec quelle promptitude ces troupes ne pouvoient-elles pas paroître dans l'Empire, si un coup décisif les y rendoit nécessaires ? L'Allemagne étoit alors, en quelque sorte, un dépôt général pour les puissances européennes. La guerre de religion y avoit entassé des soldats, que la paix laissa sans pain. Il étoit facile à tant de Princes, indépendans les uns des autres, de mettre sur pied des armées qu'ils envoyoient ensuite à la solde des puissances étrangères, soit par l'appas du gain, ou par esprit de parti. Philippe II faisoit la guerre aux Pays-Bas avec des troupes allemandes, et ils se défendoient avec des troupes allemandes. Chacun de ces enrôlemens en Allemagne éveilloit la terreur chez un des partis religionnaires : il pouvoit avoir son oppression pour but. Un ambassadeur voyageant, un légat extraordinaire

extraordinaire du Pape, une conférence entre des Princes, tout ce qui ne paroissoit pas habituel devoit préparer la ruine de l'un ou de l'autre parti. Ainsi fut l'Allemagne pendant un demi-siècle; toujours prête à tirer l'épée : le moindre bruit y répandoit l'épouvante.

Ferdinand I, Roi de Hongrie, et son excellent fils Maximilien II, tinrent à cette époque délicate les rênes de l'Empire. Avec un cœur plein de droiture, une patience vraiment héroïque, Ferdinand avoit, par sa médiation, ménagé la paix d'Augsbourg, et prodigué inutilement toutes ses peines pour opérer la réunion des deux Eglises au concile de Trente. Abandonné par son neveu Philippe d'Espagne, pressé à-la-fois en Hongrie et en Transylvanie par les armes victorieuses des Turcs, comment cet Empereur auroit-il pu songer à enfreindre la paix de religion, et à sacrifier le fruit de tous ses travaux, en détruisant son ouvrage? Ses pays épuisés ne pouvoient, avec leurs foibles contributions, faire face aux frais immenses de cette guerre éternelle contre les Ottomans. Il n'avoit donc d'espoir que dans les secours de l'Empire; et si l'Empire divisé formoit encore un ensemble, on le devoit uniquement à la paix de religion. Les besoins pécuniaires lui rendoient les Protestans non moins nécessaires que les Catholiques, et lui imposoient l'obligation de les trai-

ter avec une égale justice : entreprise vraiment prodigieuse au milieu des prétentions sans nombre qui se heurtoient à chaque instant. Aussi, le succès fut bien loin de répondre à ses desirs ; et sa condescendance envers les Religionnaires ne servit qu'à réserver à ses petits-fils une guerre qui épargna encore son œil mourant.

Maximilien, son fils, ne fut guères plus heureux : lui, à qui il ne manqua peut-être que d'autres conjonctures et une plus longue vie, pour élever la nouvelle religion sur le trône impérial. La nécessité avoit appris au père à ménager les Protestans ; la nécessité et la justice dictèrent au fils la même conduite. Il en coûta cher au petit-fils, pour n'avoir obéi ni à l'une ni à l'autre.

Maximilien laissa six enfans mâles ; mais l'aîné de tous, l'Archiduc Rodolphe, lui succéda seul dans ses états, et monta sur le trône impérial. Ses frères n'eurent que de foibles appanages. Quelques pays annexés, qui appartenoient à une ligne collatérale, restèrent à leur oncle Charles de Styrie ; et dès le règne de Ferdinand son fils, ils furent rendus au reste de la succession. Ainsi, ces pays exceptés, toutes les forces de la maison d'Autriche se réunirent dans les mêmes mains : malheureusement elles furent foibles.

Rodolphe II avoit des vertus qui auroient dû lui mériter l'amour des hommes, si le hasard l'eût fait naître simple particulier. Il étoit d'un caractère doux, aimoit la paix et les sciences. Il s'adonna sur-tout avec passion à l'astronomie, l'histoire naturelle, la chimie, et l'étude des antiquités. Mais, dans un temps où la situation critique des choses commandoit l'attention la plus soutenue, où les finances épuisées exigeoient la plus grande économie, ces occupations le dérobèrent aux affaires du gouvernement, et l'entraînèrent à des dépenses pernicieuses. Son goût pour l'astronomie l'égara dans des rêveries astrologiques, auxquelles un esprit timide et mélancolique comme le sien se livre si facilement. Toutes ces particularités, jointes à une jeunesse passée en Espagne, ouvrirent son cœur aux insinuations de cette cour et aux conseils des Jésuites, qui finirent par le gouverner sans réserve. Entraîné par des goûts si indignes de son poste éminent, effrayé par des prédictions ridicules, il suivit la manière espagnole, et se déroba entièrement aux yeux de ses sujets, pour se cacher dans son laboratoire ou dans ses écuries. Cependant la discorde dénouoit tous les liens du corps politique, et le feu de la révolte commençoit à jeter des flammes sur les marches du trône. L'accès auprès de lui étoit fermé à qui que ce fût,

et il falloit se déguiser en valet d'écurie pour approcher de sa personne. Sur ces entrefaites, les affaires les plus pressantes restoient en souffrance, la perspective brillante de la succession d'Espagne disparut, parce qu'il hésita toujours à donner sa main à l'Infante Isabelle. Une anarchie effrayante menaçoit l'Empire, parce qu'il étoit impossible de le décider à nommer un Roi des Romains, quoiqu'il fût lui-même sans héritier. Les états d'Autriche renoncèrent à l'obéissance; la Hongrie et la Transylvanie se dérobèrent à la souveraineté, et la Bohême ne tarda pas à suivre cet exemple. La postérité du redoutable Charles-Quint fut menacée du danger trop évident d'être à-la-fois dépouillée de ses possessions par les Turcs et par les Protestans, et de succomber sans ressource sous cette ligue formidable qu'un grand Monarque de l'Europe formoit contre elle. On vit alors arriver en Allemagne ce qui s'y étoit toujours effectué, lorsqu'il manqua au trône un Empereur, ou à l'Empereur les qualités dignes du trône. Maltraités ou abandonnés par le chef suprême de l'Empire, les états s'occupent eux-mêmes de leur salut; et des alliances vont remplacer pour eux l'autorité que l'Empereur a perdue. L'Allemagne se partage en deux *unions*, qui se tiennent en présence les armes à la main. Rodolphe, adversaire méprisé de l'une, protecteur impuissant

de l'autre, reste entre elles deux oisif et inutile, également incapable de dissiper ses ennemis et de commander à ses partisans. Qu'auroit pu, en effet, attendre l'Empire germanique, d'un Prince hors d'état de défendre ses pays héréditaires contre ses propres sujets? Pour prévenir la chûte absolue de la maison d'Autriche, sa famille même se réunit contre lui, et une faction puissante se jette dans les bras de son frère. Chassé de tous ses pays héréditaires, il ne lui reste plus à perdre que la couronne impériale, et la mort l'enlève encore assez tôt pour lui épargner cette dernière honte.

Ce fut le mauvais génie de l'Allemagne, qui lui donna Rodolphe pour Empereur à l'époque délicate où une politique adroite et un bras vigoureux pouvoient seuls conserver la paix à l'Empire. Dans des temps plus tranquilles, l'Allemagne auroit pu s'aider elle-même; et Rodolphe, en cachant sa nudité dans une obscurité mistique, n'eût fait que suivre l'exemple de tant d'autres personnages du même rang que lui. Le besoin pressant des vertus qu'il n'avoit pas, mit au jour toute son incapacité. La situation de l'Allemagne demandoit un Empereur qui, par ses propres ressources, pût donner du poids à ses résolutions; et les états héréditaires de Rodolphe, quelque considérables qu'ils fussent, se trouvoient dans la position la plus inquiétante pour le Souverain.

Les Princes autrichiens étaient, à la vérité, catholiques, et, de plus, défenseurs du Saint-Siège; mais cet esprit de catholicisme ne régnoit pas également dans leurs états. Les nouvelles opinions y avoient pénétré, et, favorisées, par les embarras de Ferdinand et la bonté de Maximilien, elles s'y étoient répandues avec une rapidité étonnante. Les pays Autrichiens montroient en petit, ce que l'Allemagne étoit en grand. La plupart des Chevaliers et des Barons étoient évangéliques; et dans les villes, les Protestans avoient une prépondérance marquée. Aussitôt qu'ils eurent réussi à introduire quelques-uns des leurs dans les états, toutes les places, tous les collèges insensiblement y furent occupés par des Protestans, et les Catholiques se trouvèrent exclus. Contre le nombre considérable des Chevaliers et des Barons joints aux députés des villes, qu'auroient pu les voix de quelques Prélats que des railleries grossières et un mépris accablant finirent par chasser entièrement de la diète? Insensiblement cette diète d'Autriche se trouva donc toute protestante, et dès ce moment la Réforme marcha à grands pas vers une existence reconnue. Comme le Souverain se trouvoit dans la dépendance des états, parce que c'étoient eux qui lui refusoient les impôts ou les consentoient, ils profitèrent des besoins de Ferdinand et de son fils, pour arracher suc-

cessivement à ces Princes toutes les libertés de religion. Maximilien accorda enfin aux Chevaliers et aux Barons le libre exercice de leur culte, mais seulement sur leur territoire et dans leurs châteaux. Consentir à la même liberté pour les villes et les bourgs, c'eût été abolir entièrement la religion catholique, et cet Empereur avoit les mains liées par Rome et l'Espagne, de manière à ne pas oser faire en faveur des Evangéliques un pas aussi décisif. Il espéroit s'être suffisamment opposé aux progrès de la Réforme, en conservant son pouvoir souverain sur les communes, en les isolant de la noblesse, et en maintenant la religion romaine dans les villes et les bourgs. Le zèle fanatique et indiscret des orateurs évangéliques outrepassa ce but marqué par la sagesse. Malgré les défenses expresses, plusieurs d'entre eux se firent entendre publiquement dans les villes de province, à Vienne même; et le peuple accouroit en foule à ce nouvel évangile, qui étoit sur-tout assaisonné de personnalités et de propos injurieux. Les Barons et les Chevaliers ouvrirent leurs églises à cette multitude, malgré la défense de Maximilien, qui n'avoit étendu la liberté de religion que sur eux et les leurs. Ces orateurs polémiques fournissoient au fanatisme des alimens toujours nouveaux, et l'aiguillon de leur zèle impur envenimoit encore

la haine de deux Eglises qui se trouvoient aussi rapprochées.

La mort surprit Maximilien au milieu de tant d'abus, et il laissa à son successeur les pays autrichiens en proie à ces divisions. La religion évangélique, quoique restreinte par la loi, étoit en effet la dominante, puisqu'elle avoit la prépondérance dans les diètes, qui faisoient la loi aux Souverains. Chaque jour elle gagnoit plus de terrein, et soutenue par les autres Protestans d'Allemagne, elle alloit finir par expulser entièrement la religion catholique; celle-ci périssant, entraînoit toute la maison d'Autriche dans sa chûte. Rodolphe prit des mesures contre un pareil danger, et travailla, autant par ruse que par force, à une contre-réforme. Les églises, dont les Evangéliques s'étoient emparés arbitrairement, furent fermées : la liberté de religion, accordée à la noblesse, fut restreinte par-tout où l'on en avoit abusé ; les Evangéliques furent éloignés insensiblement des états provinciaux, et l'on substitua des Catholiques à leurs places. Les Prélats hasardèrent aussi de reparoître dans les diètes, et la balance pencha de nouveau pour les Catholiques. Mais, en même-temps, on vit se renouveller les craintes des Protestans et l'ancienne méfiance; convaincus que l'on méditoit leur perte, ils rappelèrent toute leur vigilance, et songèrent déjà à s'assu-

rer de secours étrangers. L'esprit de révolte le plus effrayant fermentoit dans l'intérieur du pays, et n'attendoit que l'étincelle qui l'enflamma.

Parmi les états héréditaires de la maison d'Autriche, la Hongrie et la Transylvanie étoient les moins sûrs et les plus difficiles à conserver. L'impossibilité de les défendre contre un ennemi aussi voisin et aussi supérieur que le Turc, avoit déjà engagé Ferdinand à signer cette transaction déshonorante dans laquelle il reconnut, par un tribut annuel, la suzeraineté de la Porte sur la Transylvanie : aveu d'impuissance bien dangereux, et encouragement plus dangereux encore pour la noblesse turbulente, lorsqu'elle croiroit avoir à se plaindre de son maître. Les Hongrois ne s'étoient pas soumis sans réserve à la maison d'Autriche. Ils avoient conservé la libre élection de leur Souverain, et exigeoient avec hauteur tous les droits inséparables de cette liberté. Le voisinage de l'empire turc, la facilité de changer impunément de maître, augmentoient encore l'insolence des Magnats. Mécontens du gouvernement autrichien, ils se jetoient dans les bras des Ottomans ; peu satisfaits de ceux-ci, ils revenoient sous la domination allemande, mais en faisant payer cher aux Empereurs la préférence qu'ils leur donnoient sur les infidèles. Ces passages subits et réitérés

d'une domination à une autre, avoient aussi influé sur leur caractère ; et, de même que leur pays penchait entre la souveraineté allemande et la domination ottomane, leur esprit balançoit entre la révolte et la soumission. A mesure que ces pays, devenus simples provinces d'une monarchie étrangère, sentoient davantage le malheur d'être réduits à une pareille humiliation, ils faisoient de nouveaux efforts pour se donner un maître pris dans leur sein. Rien n'étoit donc moins difficile à un gentilhomme entreprenant, que d'obtenir leur hommage. Rebelle contre son Souverain actuel, il se hâtoit, par une soumission politique, de se faire un mérite auprès de l'autre, et de recevoir de lui l'investiture. On la lui accordoit aisément, parce que l'on regardoit comme gagné tout ce que l'ennemi avoit perdu. Le Pacha turc le plus voisin offroit avec empressement le sceptre et la couronne à un rebelle contre l'Autriche. On étoit tout aussi empressé en Autriche d'assurer à un autre la possession des provinces qu'il avoit enlevées à la Porte ; heureux d'avoir conservé une ombre de souveraineté, et acquis par-là un rempart contre les Turcs. Plusieurs de ces Magnats, *Bathori*, *Boschkai*, *Ragoczi*, *Bethlen*, parurent successivement comme Rois tributaires, en Hongrie et en Transylvanie, où ils se maintinrent sans autre politique que

celle-ci : s'appuyer à l'ennemi, pour se rendre plus redoutable à son maître.

Ferdinand, Maximilien et Rodolphe, tous trois Souverains de Hongrie et de Transylvanie, épuisèrent la substance de leurs autres états, pour défendre ceux-là contre les invasions des Turcs et les soulèvemens de l'intéricur. Des guerres désastreuses succédoient dans ces contrées à de courtes suspensions d'armes qui ne valoient guères mieux. Le pays ne présentoit au loin que désolation, et le sujet maltraité se plaignoit également de son ennemi et de son protecteur. Le soldat autrichien agissoit en maître dans un pays qu'il défendoit de son sang. La subsistance qu'on ne lui fournissoit pas de bon gré, il falloit qu'il l'enlevât de force. Son secours étoit de peu de valeur ; l'insolence avec laquelle il le faisoit payer étoit insupportable. La négligence de l'Empereur qui laissoit le pays sans défense, et les représentations les plus pressantes sans réponse, qui ne nommoit à aucun des emplois les plus importans, y donna lieu comme dans les autres pays de sa domination, aux plaintes les plus amères. La rapacité du fisc, l'insolence de ses officiers, l'indiscipline de ses soldats occasionnèrent des murmures universels. La Réforme y avoit aussi pénétré, et protégée par les libertés du pays, à la faveur du tumulte, elle avoit fait des progrès très-

sensibles. On eût l'imprudence d'y toucher, et le fanatisme religieux rendit l'esprit de faction encore plus redoutable. La noblesse de Hongrie et de Transylvanie, sous la conduite de *Boschkai*, rebelle audacieux, lève enfin l'étendard de la révolte. Les insurgés de Hongrie sont sur le point de faire cause commune avec les Religionnaires mécontens en Autriche, en Moravie, en Bohême, et de confondre tous ces pays dans la même insurrection. Alors la perte de la maison d'Autriche y étoit assurée; celle de la Papauté y devenoit inévitable.

Déjà depuis long-temps les Archiducs d'Autriche, frères de l'Empereur, voyoient en silence, mais avec peine, la ruine de leur maison. Ce dernier événement mit leur patience à bout. Le deuxième fils de Maximilien, l'Archiduc Matthias, gouverneur de Hongrie et héritier présomptif de Rodolphe, parut sur la scène, et offrit son appui à la maison de Habsbourg prête à périr. Surpris dans sa jeunesse par les attraits d'une ambition mal entendue, ce Prince, contre les intérêts de sa maison, avoit prêté l'oreille aux invitations de quelques rebelles des Pays-Bas, qui l'appelèrent dans leur patrie pour défendre les libertés de la nation contre son propre parent Philippe d'Espagne. Matthias trompé par cette faction, croyant reconnoître le vœu du peuple, parut dans les Pays-Bas. Mais

les suites répondirent aussi peu aux desirs des Brabançons qu'à ses espérances, et il sortit sans gloire d'une entreprise conçue sans examen. Sa seconde apparition dans le monde politique n'en fut que plus honorable.

Toutes ses représentations à l'Empereur ayant été infructueuses, il appelle auprès de lui les Archiducs ses frères et cousins, et délibére avec eux sur les dangers de leur maison. Alors ses frères lui remettent unanimement, comme au plus âgé, la défense d'une succession qu'un Empereur imbécille perdoit par sa négligence. Ils déposent entre ses mains tout leur pouvoir, tous leurs droits, et s'en rapportent entièrement à lui pour le salut de la cause commune. Matthias ouvre aussitôt des négociations avec la Porte et les rebelles de Hongrie, réussit par son habileté à sauver le reste de ce royaume, au moyen d'une paix avec les Turcs; et, par un traité avec les rebelles d'Autriche, il sauve également les prétentions sur les provinces perdues. Mais Rodolphe, aussi jaloux de la puissance souveraine que négligent à la soutenir, refuse de ratifier cette paix qu'il regarde comme une atteinte coupable portée à sa souveraineté. Il accuse l'Archiduc d'intelligence avec les ennemis de l'état, et de projets secrets sur la couronne de Hongrie.

L'empressement de Matthias n'étoit rien

moins qu'exempt de vues intéressées, mais la conduite de l'Empereur en hâta le développement. Assuré du dévouement de la noblesse, tant par les négociations que par les droits qu'il avoit à sa reconnoissance; sûr d'un parti nombreux en Autriche, et de l'attachement des Hongrois à qui il venoit de donner la paix, il hasarde alors de suivre ouvertement ses projets, et de le disputer à l'Empereur les armes à la main. Les Protestans d'Autriche, de Moravie, disposés depuis long-temps à la révolte, et gagnés par l'Archiduc qui leur promet la liberté de religion, se déclarent hautement en sa faveur et opèrent cette réunion redoutée avec les rebelles de Hongrie. Une conjuration formidable s'est formée tout-à-coup contre l'Empereur. Trop tard alors, il se résout à réparer la faute qu'il a commise; en vain il cherche à dissoudre cette ligue désastreuse. Tout est en armes; la Hongrie, l'Autriche, la Moravie, ont prêté serment à Matthias qui déjà marche vers la Bohême, pour chercher l'Empereur jusques dans son palais, et anéantir le nerf de sa puissance.

Le royaume de Bohême n'étoit pas pour l'Autrichien une possession beaucoup plus tranquillisante que celui de Hongrie, avec la seule différence, qu'ici les raisons politiques, là les principes religieux, fournissoient davantage aux

germes de discorde. Un siècle avant Luther, le premier feu des guerres de religion avoit éclaté en Bohême; un siècle après lui, on vit s'allumer en Bohême la guerre de trente ans. La secte à qui *Jean Huss* donna naissance, avoit toujours existé dans ce royaume depuis cette époque. Elle s'accordoit avec l'Eglise romaine pour les cérémonies et la doctrine, excepté le seul article de la communion que les Hussites recevoient sous les deux espèces. Le concile de Bâle avoit accordé ce privilège aux sectateurs de Huss, dans une transaction particulière (les pactes bohémiens). Cette permission fut révoquée depuis par les Papes; mais ils continuèrent d'en jouir sous la protection des loix. Comme l'usage du calice étoit en quelque sorte le seul signe distinctif de cette secte, on les désignoit sous le nom d'Utraquistes (qui communient sous les deux espèces), et ils se plaisoient dans cette dénomination, parce qu'elle leur rappeloit un privilège si cher pour eux. Mais, sous ce nom, se glissoit aussi la secte plus rigide des Frères-Bohémiens et Moraves, qui différoit dans des points beaucoup plus importans de l'Eglise dominante, et se rapprochoit infiniment des Protestans d'Allemagne. Les Réformes allemandes et suisses firent auprès de ces deux sectes des progrès rapides, et le nom d'Utraquistes dont ils surent couvrir des principes

qu'ils venoient de changer, les garantit de la persécution.

Au fond, ils n'avoient plus que le nom de commun avec les anciens Utraquistes : d'après l'essence de leur religion, ils étoient Protestans. Pleins de confiance dans la force de leur parti et la tolérance de l'Empereur, ils hasardèrent, sous le règne de Maximilien, de se montrer avec leurs véritables sentimens, et émirent, à l'exemple des Allemands, une confession particulière, dans laquelle Luthériens et Réformés reconnurent leurs opinions. Ils voulurent aussi que l'on appliquât à cette nouvelle Confession tous les privilèges de l'ancienne Eglise utraquiste; mais leurs co-Etats catholiques s'opposèrent à cette tentative, et il fallut se contenter d'une simple garantie de la bouche de l'Empereur.

Tant que Maximilien vécut, ils jouirent d'une entière tolérance, même depuis leur dernière constitution. Sous son successeur, la scène changea tout-à-coup. Il parut un édit impérial qui privoit les soi-disans Frères-Bohémiens de la liberté de religion. Ces Frères-Bohémiens ne se distinguoient en rien des autres Utraquistes; leur condamnation devoit donc frapper également tous les membres de la confession de Bohême. Pendant la diète, ils s'élevèrent unanimement contre le mandat impérial, mais sans pouvoir

pouvoir l'annuller. L'Empereur et les membres catholiques s'appuyèrent des pactes et des statuts de Bohême, où il ne se trouvoit sûrement rien encore en faveur d'une religion qui n'avoit pas alors la voix de la nation pour elle. Mais quel changement n'étoit-il pas arrivé depuis cette époque? Ce qui ne faisoit alors qu'une secte insignifiante étoit devenu la principale Eglise; et n'étoit-ce pas une chicane évidente de vouloir fixer, par d'anciennes transactions, les limites d'une religion nouvellement formée? Les Protestans bohémiens en appelèrent à la garantie verbale de Maximilien, et à la liberté de religion obtenue par les Allemands auxquels ils vouloient être assimilés sous tous les rapports. Inutilement, ils furent refusés.

Tel étoit l'état des choses en Bohême, lorsque Matthias, déjà maître de la Hongrie, de l'Autriche et de la Moravie, parut près de Kollin pour soulever aussi les états du pays contre l'Empereur. L'embarras de Rodolphe fut alors à son comble. Abandonné de ses autres pays héréditaires, les Etats de Bohême réunissoient toutes ses espérances; mais Rodolphe pouvoit aisément prévoir qu'ils abuseroient de sa détresse pour faire passer leurs prétentions. Enfin, après tant d'années, on le vit paroître publiquement à la diète de Prague, où ses craintes ne

tardèrent pas à se réaliser (1). Les Etats sentant leur importance, ne voulurent entendre à aucune démarche, qu'on ne leur eût accordé préalablement une garantie absolue de leurs privilèges et de la liberté de religion. Il étoit inutile alors de tergiverser comme autrefois; le sort de l'Empereur étoit en leur pouvoir, et Rodolphe fut contraint de se plier à la nécessité. Cependant, en agréant leurs autres demandes, il se réserva de régler à la prochaine diète les affaires de religion.

Alors les Bohêmiens prirent les armes pour sa défense, et dès ce moment une guerre sanglante entre les deux frères parut inévitable. Mais Rodolphe, qui ne craignoit rien tant que de rester dans une dépendance servile des états, ne voulut pas attendre les hostilités, et se hâta de traiter avec son frère. Par un acte formel de renonciation, il lui céda ce qu'il ne pouvoit plus lui reprendre, l'Autriche, le royaume de Hongrie, et le reconnut pour son successeur au trône de Bohême.

L'Empereur ne s'étoit tiré ausssi chèrement de cette détresse, que pour s'engager immédiatement dans de nouveaux embarras. Les affaires de religion en Bohême avoient été renvoyées à

(1) Pour prouver au peuple qu'il existoit encore, il fallut ouvrir toutes les fenêtres de la galerie où il passa.

la prochaine diète, et cette tenue des Etats eut lieu en mil six cent neuf. Les députés demandèrent la liberté du culte comme sous le dernier Empereur, un consistoire particulier, l'université de Prague, et la permission de se nommer parmi eux des défenseurs ou protecteurs de la liberté. L'Empereur, dont le parti catholique avoit enchaîné toutes les résolutions, leur renouvella sa première réponse. Quelque réitérées que fussent les représentations des Etats, quelque menaçant que fût leur langage, Rodolphe persista dans sa déclaration, et ne voulut rien accorder au-delà des anciens traités. La diète se sépara donc après avoir été aussi infructueusement assemblée; et les membres irrités contre l'Empereur arrêtèrent qu'ils se réuniroient à Prague, pour aviser aux moyens de s'aider eux-mêmes.

Ils y parurent en grand nombre, et ouvrirent les délibérations malgré la défense de Rodolphe, et presque sous ses yeux. La condescendance qu'il commença à faire paroître, leur apprit à quel point ils étoient redoutés, et accrut encore leur audace. Sur l'article essentiel, Rodolphe demeura inébranlable. Alors ils exécutèrent leurs menaces, et prirent définitivement la résolution d'établir eux-mêmes le libre exercice de leur culte sur tout le territoire, et d'abandonner l'Empereur dans sa détresse, jus-

qu'à ce qu'il eût sanctionné cette opération. Ils allèrent plus loin, et se donnèrent les défenseurs que l'Empereur leur refusoit. Dix furent nommés dans chacun des trois ordres; on convint de mettre au plutôt sur pied une force militaire, dont le comte de Thurn, principal auteur de la révolte, fut nommé Général-Major. Des mesures aussi sérieuses engagèrent l'Empereur à céder. Les Espagnols même le lui conseillèrent. Craignant que les membres de la diète, poussés à bout, ne se jetassent enfin dans les bras du Roi de Hongrie, il signa la lettre mémorable de Majesté, par laquelle les Bohêmiens justifièrent leurs insurrections sous les successeurs de Rodolphe.

La Confession de Bohême, que les états avoient présentée à l'Empereur Maximilien, obtint dans cette Lettre de Majesté des droits absolument égaux à ceux de l'Eglise catholique. On céda l'Université de Prague aux Utraquistes, nom que les Protestans bohémiens continuèrent de porter; on leur accorda un consistoire particulier, entièrement indépendant du Siège archiépiscopal de Prague. Toutes les églises qu'ils possédoient au temps de la signature de cette lettre, dans les villes, villages et bourgs, leur restèrent; et les Chevaliers, les Barons et toutes les villes eurent la faculté d'en bâtir de nouvelles. Ce dernier article de la Lettre de Majesté produi-

sit la querelle malheureuse qui embrasa l'Europe.

La Lettre de Majesté fit de la Bohême protestante une espèce de République. Les états avoient appris à connoître la force que l'on acquiert par la fermeté, l'union et l'harmonie dans les mesures. Il ne restoit guères plus à l'Empereur que l'ombre d'une puissance souveraine; on donna encore à l'esprit de sédition un encouragement dangereux dans la personne des soi-disans protecteurs de la liberté. L'exemple et le succès de la Bohême furent un signal pour les autres états héréditaires de l'Autriche, et tous se disposèrent à arracher les mêmes privilèges par les mêmes moyens. L'esprit de liberté se communiqua d'une province à l'autre; et comme c'étoit sur-tout la division entre les Princes autrichiens, dont les Protestans avoient su profiter avec tant de bonheur, le parti de la cour se hâta de reconcilier l'Empereur avec le Prince qui l'avoit offensé.

Mais ce raccommodement ne pouvoit plus être sincère. L'outrage étoit trop sensible pour obtenir le pardon, et Rodolphe entretenoit toujours dans son cœur une haine implacable contre Matthias. Il voyoit avec douleur et indignation, que la couronne de Bohême dût passer un jour sur une tête aussi odieuse; et l'avenir n'étoit guères plus consolant pour lui, si Matthias ve-

noit à mourir sans héritiers. Ferdinand, Archiduc de Gratz, qu'il n'aimoit pas davantage, devenoit alors chef de la famille. Pour l'exclure, ainsi que Matthias de la succession au trône de Bohême, il conçut le projet de la faire tomber sur le frère de Ferdinand, l'Archiduc Léopold, Evêque de Passau, celui de tous ses Agnats qui avoit le mieux mérité de sa personne. L'opinion des Bohémiens sur la libre élection de leur couronne, leur attachement pour Léopold, sembloient favoriser un projet dans lequel Rodolphe avoit plutôt consulté sa partialité et sa vengeance, que l'intérêt de sa maison. Cependant, comme il falloit une force militaire pour l'exécuter, Rodolphe rassembla quelques troupes dans l'évêché de Passau. La destination de ce corps étoit un secret; mais une incursion imprévue en Bohême, à laquelle le défaut de solde entraîna ces troupes, à l'insçu de l'Empereur, et les désordres qu'elles y commirent, soulevèrent le royaume entier contre Rodolphe. En vain il protesta de son innocence auprès des états, personne ne le crut; en vain il essaya de réprimer les violences arbitraires de ses soldats, ils refusèrent de l'écouter. Dans la supposition qu'on en vouloit à la lettre de Majesté, les protecteurs armèrent toute la Bohême protestante, et Matthias fut appelé dans le pays. Après l'expulsion de ses troupes, l'Empereur, dénué

de secours, resta à Prague, où on le surveilla comme un prisonnier dans son propre château, en même-temps qu'on éloigna de lui tout son conseil. Cependant Matthias avoit fait son entrée à Prague, au milieu des cris d'allégresse; et peu de temps après, Rodolphe eut la foiblesse de le reconnoître Roi de Bohême. Telle fut la rigueur du sort envers cet Empereur, qu'il se vit, de son vivant, contraint de céder à son ennemi une couronne qu'il eût voulu lui arracher même après sa mort. Pour comble d'humiliation, on l'obligea à délier de tous leurs sermens ses sujets de Bohême, de Silésie et de Lusace, par un acte de renonciation signé de sa main. Tous ceux qu'il croyoit s'être le plus attaché avoient disparu. Après la signature, il jetta son chapeau contre terre, et déchira avec les dents la plume qui lui avoit rendu un service aussi ignominieux.

Tandis que Rodolphe perdoit successivement ses pays héréditaires, il ne soutenoit guères mieux la dignité impériale. Chacun des partis qui divisoient l'Allemagne, s'efforçoit sans cesse de gagner du terrein aux dépens de l'autre, ou de se garantir de ses attaques. Le sceptre de l'Empire se trouvant dans des mains plus foibles que jamais, les Catholiques et les Protestans se sentant abandonnés davantage à eux-mêmes, leur attention à s'observer dut devenir plus soute-

nue, et la défiance s'accroître réciproquement. Il suffisoit que l'Empereur fût dirigé par les conseils de l'Espagne, pour inspirer de la crainte aux Protestans, et leur fournir des prétextes d'hostilités. Le zèle imprudent des Jésuites, qui, dans leurs écrits comme dans la chaire, ne cessoient de répandre des doutes sur la validité de la paix de religion, renouveloit encore leur méfiance, et leur faisoit soupçonner des intentions dangereuses, à chaque démarche, même indifférente, de la part des Catholiques. Tout ce qui étoit entrepris dans les états héréditaires de l'Empereur contre la religion évangélique, éveilloit l'attention de l'Allemagne protestante; et cet intérêt puissant que les sujets évangéliques d'Autriche trouvèrent, ou s'attendirent à trouver chez les autres Religionnaires d'Allemagne, contribua beaucoup à augmenter leur audace, et à hâter les succès de Matthias. On crut en Allemagne que le maintien de la paix de religion n'étoit dû qu'aux embarras de l'Empereur dans ses pays héréditaires; il n'est donc pas étonnant qu'on se plût à les voir augmenter.

Presque toutes les affaires restoient en souffrance à la diète de l'Empire, soit par la négligence de Rodolphe, ou par les fausses démarches des états protestans, qui, au milieu des besoins continuels du Corps germanique, s'étoient fait une loi de ne pas contribuer avant

qu'on eût redressé leurs griefs. Ces griefs avoient sur-tout pour objet le mauvais régime de l'Empire, l'infraction à la paix de religion, et les nouvelles usurpations du conseil aulique, qui avoit commencé sous ce règne à étendre sa juridiction au préjudice de la chambre impériale. Autrefois, les Empereurs prononçoient en dernière instance sur les difficultés qui s'élevoient entre les différens Etats, et que le droit du plus fort ne pouvoit terminer. Dans les cas de peu d'importance, ils jugeoient seuls; dans les autres, ils s'adjoignoient les Princes; quelquefois aussi, on renvoyoit ces difficultés à des juges impériaux suivant la Cour. Sur la fin du quinzième siècle, ils avoient fait passer cette justice supérieure à la chambre impériale de Spire, tribunal réglé, stable et permanent; et les Etats, pour ne pas s'exposer au pouvoir arbitraire de l'Empereur, se réservèrent le droit d'en nommer les membres, et de revoir à des époques périodiques, les jugemens du tribunal. Par la paix de religion, ce droit des Etats, nommé *Droit de Présentation* et de *Visitation*, s'étendit également aux Luthériens, de sorte que des Protestans prononcèrent alors sur leurs intérêts, et qu'il sembla exister un équilibre entre les deux religions, dans ce tribunal suprême de l'Empire.

Mais les ennemis de la Réforme et des libertés germaniques, attentifs à saisir la moindre

circonstance propre à favoriser leurs vues, trouvèrent bientôt un moyen de détruire l'utilité de cet établissement. Il arriva peu-à-peu que la haute justice sur les Etats de l'Empire fut exercée par un tribunal particulier de l'Empereur, le conseil aulique de Vienne : tribunal, dont l'institution primitive étoit uniquement d'assister l'Empereur dans l'exercice de ses droits personnels et reconnus, en sa qualité de Chef de l'Empire ; tribunal, dont les membres nommés par l'Empereur, payés par lui, ne pouvoient que faire leur suprême loi des intérêts de leur maître, et prendre pour règle unique de leur conduite, ceux de la religion catholique qu'ils professoient. On attribua alors au conseil aulique beaucoup d'affaires contentieuses entre des Etats de différentes religions, sur lesquelles il appartenoit à la chambre impériale de prononcer, et qui, avant son établissement, eussent ressorti au conseil des Princes. Rien d'étonnant donc, si les sentences de ce tribunal trahissoient leur origine, et si des juges catholiques, créatures de l'Empereur, sacrifioient la justice à l'intérêt de la religion catholique et de l'Empereur. Quoique tous les Etats germaniques semblassent avoir des raisons de s'opposer promptement à un abus aussi dangereux, les Protestans qu'il frappoit plus sensiblement, furent les seuls défenseurs de la liberté germanique ; encore ne

les vit-on pas tous paroître pour soutenir cette liberté, qu'une institution aussi arbitraire attaquoit dans son droit le plus sacré, l'administration de la justice. En effet, l'Allemagne devoit peu s'applaudir d'avoir aboli chez elle le droit du plus fort, et établi la chambre impériale, si, à côté de ce tribunal, une jurisdiction arbitraire pouvoit trouver place. Les Etats germaniques avoient très-peu gagné en comparaison de ces siècles de barbarie, si la chambre impériale où ils siègent avec l'Empereur, et pour laquelle ils avoient renoncé à leurs anciens droits, cessoit d'être une instance nécessaire. Mais, à cette époque, les esprits allioient souvent les contradictions les plus singulières. Au nom d'Empereur, ce titre que nous légua la despotique Rome, étoit encore attachée une idée de pouvoir absolu, qui faisoit le contraste le plus ridicule avec le reste du système politique des Allemands. Mais elle n'en étoit pas moins défendue par les juristes et les fauteurs du despotisme, tandis que les têtes foibles y ajoutoient foi. Le moyen qu'il en fût autrement, puisqu'une des premières cours protestantes d'Allemagne étoit assez aveugle, pour entretenir une opinion qui renversoit la constitution fondamentale de l'Empire.

A ces griefs généraux se joignit une suite d'événemens particuliers, qui portèrent les in-

quiétudes des Protestans jusqu'à la dernière méfianee. Pendant les persécutions des Espagnols dans les Pays-Bas, quelques familles protestantes s'étoient réfugiées à Aix-la-Chapelle, ville impériale eatholique, où elles s'établirent et augmentèrent insensiblement leur parti. Lorsqu'une fois elles eurent réussi à introduire par ruse quelques membres de leur croyance dans le conseil de la ville, elles demandèrent une église particulière et l'exercice publie de leur culte : eomme la réponse fut négative, elles se les proeurèrent de force et s'emparèrent de toute l'administration. Cette entreprise violente des Protestans sur une ville aussi eonsidérable, étoit un coup trop sensible pour l'Empereur et le parti eatholique. Les représentations de la part de Rodolphe, ses ordres pour rétablir les choses sur l'ancien pied ayant été inutiles, le conseil aulique mit la ville au ban de l'Empire par un arrêté qui, néanmoins, n'eut son exéeution que sous le règne suivant.

Deux autres tentatives que firent les Protestans, pour étendre leur territoire et leur puissance, furent d'un plus grand intérêt eneore. Gebhard, Electeur de Cologne, né Truchsess de Waldbourg, éprouvoit, pour la jeune Comtesse Agnès de Mansfeld, chanoinesse de Girrisheim, une passion violente à laquelle celle-ci n'étoit pas insensible. Comme toute l'Allemagne

avoit les yeux fixés sur cette intrigue, les deux frères de la Comtesse, ardens calvinistes, demandèrent satisfaction de l'outrage fait à l'honneur de leur maison; outrage qui ne pouvoit être réparé par le mariage, tant que l'Electeur demeureroit Evêque catholique. Ils menacèrent de laver cette infamie dans le sang de leur sœur et dans le sien, s'il ne rompoit aussitôt toute liaison avec la Comtesse, ou ne lui rendoit l'honneur à la face des autels. L'Electeur, indifférent aux suites de cette démarche, n'écouta que la voix de l'amour. Soit qu'il penchât d'avance pour le calvinisme, ou que les charmes seuls de la Comtesse opérassent alors ce prodige, il abjura la religion catholique et conduisit la belle Agnès à l'autel.

Le cas étoit de la plus haute importance. D'après le texte de la réserve ecclésiastique, l'Electeur, par cette apostasie, avoit perdu tous ses droits à son archevêché : et s'il existoit pour les Catholiques une occasion importante de faire valoir cette réserve, c'étoit sur-tout alors qu'il s'agissoit d'un Electorat. D'un autre côté, la renonciation à la puissance souveraine étoit un pas bien pénible, sur-tout pour un époux qui auroit desiré avec tant d'ardeur d'embellir, par le don d'une Principauté, celui de son cœur et de sa main. La réserve ecclésiastique passoit d'ailleurs pour un article encore très-combattu,

et il parut de la dernière importance à l'Allemagne protestante d'enlever ce quatrième électorat au parti catholique. On trouvoit déjà dans nombre de fondations ecclésiastiques, des exemples semblables qui avoient été couronnés du succès. Plusieurs chanoines de Cologne étoient protestans et tenoient pour l'Electeur; dans la ville même, il étoit assuré d'un parti nombreux de Religionnaires. Tous ces motifs auxquels les encouragemens de ses parens, de ses amis, les promesses de plusieurs cours allemandes, vinrent donner une nouvelle force, firent prendre à l'Electeur la résolution de conserver son évêché, malgré son changement de religion.

Mais on vit bientôt qu'il s'étoit engagé dans une lutte au-dessus de ses forces. Déjà la liberté du culte accordée aux Protestans dans le pays de Cologne, avoit éprouvé la plus vive opposition de la part des états ainsi que des chanoines. L'intervention de l'Empereur, et l'anathême de Rome qui le frappa comme coupable d'apostasie et le destitua de toutes ses dignités ecclésiastiques et temporelles, armèrent contre lui ses états et son chapitre. Gebhard rassembla une force armée; les chanoines en firent autant. Ceux-ci, pour s'assurer promptement d'un bras capable de les soutenir, se hâtèrent de procéder à l'élection d'un nouveau Souverain; et le

choix tomba sur l'Evêque de Liège, Prince de Bavière.

Alors commença une guerre civile, qui, vu le grand intérêt que les deux partis en Allemagne durent nécessairement prendre à cet événement, pouvoit finir par une rupture générale. Les Protestans s'indignoient sur-tout de ce qu'un Pape se fût avisé, en vertu de sa puissance apostolique, de dépouiller un Prince de l'Empire des dignités de l'Empire. Dans l'âge d'or même de leur souveraineté ecclésiastique, ce droit avoit été refusé aux Papes. A plus forte raison, dans un siècle où leur autorité venoit de tomber entièrement auprès d'un parti, et ne reposoit que sur de foibles colonnes auprès de l'autre. Toutes les cours protestantes épousèrent vivement cette querelle. Henri IV de France, alors Roi de Navarre, ne négligea aucun moyen de négociations pour recommander avec énergie aux Etats germaniques le maintien de leurs droits. Le cas étoit décisif pour la liberté de l'Allemagne. Quatre voix protestantes contre trois catholiques, dans le collège des Electeurs, devoient nécessairement entraîner la balance en faveur des Protestans, et éloigner pour jamais la maison d'Autriche du trône impérial.

Mais l'Electeur Gebhard avoit embrassé la religion réformée et non la luthérienne; cette

seule particularité fit son malheur. L'acharnement mutuel de ces deux Eglises ne permit pas aux Etats évangéliques de regarder Gebhard comme un des leurs, et de l'appuyer comme tel. Tous, à la vérité, avoient encouragé sa confiance en lui promettant des secours; mais un seul lui tint parole, le Comte palatin Jean Casimir, zélé calviniste, Prince apanagé de la maison palatine. Malgré la défense de l'Empereur, il entra avec sa petite armée dans le pays de Cologne, mais sans rien exécuter d'important, parce que l'Electeur, privé lui-même des choses les plus nécessaires, l'abandonna sans secours. Le nouvel Electeur, puissamment soutenu par ses parens Bavarois et par les Espagnols des Pays-Bas, fit des progrès d'autant plus rapides. Les troupes de Gebhard, qui ne recevoient aucune solde de leur maître, livrèrent plusieurs places; d'autres furent obligées de capituler. Gebhard se maintint encore quelque temps dans ses états de Westphalie, jusqu'à ce qu'il fût contraint d'y céder aussi à la supériorité des forces. Après avoir fait en Hollande et en Angleterre plusieurs tentatives inutiles pour sa réintégration, il se retira dans l'Evêché de Strasbourg où il mourut Doyen du chapitre, première victime de la réserve ecclésiastique, ou plutôt de la mauvaise harmonie entre les Protestans d'Allemagne.

A cette querelle, le chapitre de Strasbourg en joignit bientôt une autre, non moins sérieuse. Plusieurs chanoines protestans de Cologne, que l'anathême du Pape avoit frappés en même temps que l'Electeur, s'étoient réfugiés dans cet évêché, où ils possédoient aussi des prébendes. Les chanoines catholiques de Strasbourg, leur refusant la légitimité, firent difficulté de leur en accorder la jouissance. Alors ceux de Cologne eurent recours à la force pour se mettre en possession, et un parti nombreux parmi les bourgeois protestans, leur assura bientôt la prépondérance. Les chanoines catholiques se sauvèrent à Elsaszabern, où ils continuèrent de tenir leur chapitre, comme seul légitime, sous la protection de leur évêque, et déclarèrent intrus tous ceux qui se trouvoient à Strasbourg. Cependant ceux-ci s'étoient tellement renforcés par l'admission de plusieurs membres protestans d'un rang distingué, qu'après la mort de l'Evêque, ils ne craignirent pas d'en nommer un nouveau dans la personne du Prince protestant, Jean-George de Brandebourg. Les chanoines catholiques, bien loin d'approuver un tel choix, élevèrent à cette dignité l'évêque de Metz, prince de Lorraine, qui annonça aussitôt sa nomination par des hostilités sur le territoire de Strasbourg.

Cette ville prit les armes pour le chapitre protestant et le Prince de Brandebourg; le parti

opposé, soutenu par les troupes de Lorraine, fit, de son côté, tous ses efforts pour attirer à lui les fonds de l'évêché. On en vint à une guerre opiniâtre, qui, d'après l'esprit du temps, fut accompagnée de la désolation la plus barbare. L'Empereur employa inutilement l'intervention de son autorité souveraine pour décider la querelle. Les biens de l'évêché restèrent encore long-temps divisés entre les deux partis, jusqu'à ce qu'enfin le Prince protestant renonça à ses prétentions pour un médiocre équivalent en argent; ainsi l'Eglise catholique sortit encore triomphante de ce nouveau démêlé.

Ce qui arriva depuis à Donauwerth, ville impériale de Souabe, fut encore plus allarmant pour toute l'Allemagne protestante. Dans cette ville, autrefois catholique, le parti religionnaire avoit obtenu une prépondérance si marquée, sous le règne de Ferdinand et de son fils, que les habitans catholiques furent réduits à se contenter d'une église collatérale dans le couvent de Sainte-Croix, et contraints de dérober la plupart des cérémonies de leur culte aux scandales des Protestans. Enfin un abbé de ce couvent hasarda de braver la voix du peuple, et ordonna une procession publique, précédée de la croix et des bannières; mais on le força bientôt à se désister de son entreprise. Ce même abbé, encouragé par une déclaration favorable de

l'Empereur, ayant renouvellé cette procession l'année suivante, on employa contre lui la force ouverte. La multitude fanatique attendit les religieux à leur retour, ferma le portail, renversa leurs bannières, et les conduisit chez eux au milieu des cris et des injures. Une citation impériale fut la suite de ces violences; et comme le peuple irrité menaçoit même les commissaires impériaux, comme toute tentative pour un accommodement à l'amiable échoua auprès de cette multitude fanatique, la ville fut mise formellement au ban de l'Empire, et le Duc Maximilien de Bavière chargé de l'exécution du décret. A l'approche de l'armée bavaroise, le découragement s'empara de cette bourgeoisie, naguère si insolente, qui mit bas les armes sans résistance. La suppression totale de la religion protestante dans ses murs, fut la punition de son oubli. La ville perdit tous ses privilèges, et, de ville impériale de Souabe, devint ville municipale de Bavière.

On trouvoit dans cet événement deux particularités capables seules d'attirer toute l'attention des Protestans, quand bien même l'intérêt de la religion eût été moins puissant auprès d'eux. Le jugement avoit été rendu par le conseil aulique, tribunal arbitraire, entièrement catholique, dont ils combattoient déjà avec tant de chaleur la jurisdiction, et on en avoit confié

l'exécution au Duc de Bavière, chef d'un cercle étranger. Une conduite aussi inconstitutionnelle leur annonçoit, de la part des Catholiques, des mesures violentes qui pouvoient aisément s'appuyer sur des conventions secrètes, sur un plan dangereux, et finir par l'anéantissement total de leur liberté de religion.

Dans une position où le droit du plus fort décide de tout, où la sûreté repose en entier dans la mesure du pouvoir, la partie la plus foible sera toujours la plus occupée de sa défense. C'est ce que l'on vit alors en Allemagne. Si les Catholiques ménageoient une attaque contre les Protestans, d'après les calculs les plus raisonnables, le coup devoit se porter dans le midi de l'Allemagne plutôt que dans le Nord. Les Protestans de la Basse-Allemagne se soutenoient mutuellement, parce qu'ils y occupoient une longue suite de terrein non interrompue; dans la Haute-Allemagne, au contraire, séparés des autres Protestans, investis de tous côtés par des états catholiques, ils se trouvoient exposés à la première irruption. De plus, si les Catholiques, comme il étoit à présumer, vouloient mettre à profit les divisions intestines des Protestans, et diriger leur attaque contre un seul parti religionnaire, les Calvinistes étant les plus foibles et absolument exclus de la paix de religion, se trouvoient évidemment plus près du danger. Le

premier coup devoit donc frapper sur eux.

Telle étoit effectivement la position des pays Palatins, qui avoient un voisin très-inquiétant dans le Duc de Bavière; et si leur retour au calvinisme ne leur laissoit qu'un foible appui à espérer de la paix de religion, ils ne devoient pas s'attendre à être soutenus plus efficacement par les Etats évangéliques. Aucun pays d'Allemagne n'éprouva en aussi peu de temps des changemens de religion aussi rapides que le Palatinat. On vit, dans le court espace de soixante ans, ce pays, jouet malheureux de ses Souverains, prêter deux fois serment à la doctrine de Luther, et deux fois l'abandonner pour le calvinisme. Frédéric III fut le premier qui renonça à la confession d'Augsbourg, dont Louis son fils aîné et son successeur fit, de nouveau, la religion dominante, sans épargner les moyens de rigueur pour y parvenir. Les Calvinistes furent privés de leurs temples dans tout le pays, leurs Ministres et même les Professeurs de leur Religion bannis au-delà des frontières; et cet ardent Luthérien les poursuivit jusque dans son testament, en ne nommant pour tuteurs de son fils que des Luthériens de l'orthodoxie la plus sévère. Mais ce testament illégal fut cassé par le Comte Palatin Jean Casimir, son frère, qui, d'après le texte de la bulle d'or, s'empara de la tutèle et de l'administration entière

du pays. On donna à l'Electeur, âgé de neuf ans, (Frédéric IV) des instituteurs calvinistes à qui il fut recommandé d'effacer chez leur élève la doctrine hérétique de Luther, *dussent-ils y employer les coups.* Il est aisé de pressentir le traitement du sujet, lorsqu'on en agit ainsi avec le maître.

Ce fut sur-tout sous ce Frédéric IV que la cour palatine s'efforça d'entraîner tous les Etats protestans d'Allemagne à des mesures concertées contre la maison d'Autriche, et, s'il étoit possible, à une ligue générale. Outre que cette cour se laissoit conduire par les conseils de la France, conseils dont la haine contre l'Autrichien étoit toujours l'ame, sa propre sûreté la forcoit à s'assurer de l'appui si douteux des Evangéliques contre un ennemi aussi supérieur et aussi près d'elle. De grandes difficultés s'opposoient à cette ligue, parce que l'aversion des Evangéliques pour les Réformés le cédoient à peine à leur horreur commune pour les défenseurs de l'Eglise romaine. On chercha donc d'abord à rapprocher les religions, afin de faciliter la réunion politique. Mais toutes ces entreprises furent sans effet, et chaque parti finissoit ordinairement par en être plus affermi dans sa croyance. Il ne restoit d'autre ressource que d'augmenter les craintes et la méfiance des Evangéliques, et d'amener ainsi la nécessité de cette

réunion. On grossit les forces des Catholiques, on exagéra le danger; des évènemens accidentels furent attribués à un plan réfléchi, des incidens naturels défigurés par des interprétations odieuses; enfin on prêta à la conduite entière des Catholiques un accord, une régularité de plans, dont ils étoient probablement très-éloignés : il n'y eut pas de bruits si hasardés, d'inculpations si abominables, que l'on ne saisît avec empressement, et que l'on ne fît valoir aussitôt. Les Catholiques eussent-ils eu un desir aussi ardent d'enfreindre la paix de religion, leur foiblesse et leur épuisement étoient les plus sûrs garants de leur respect pour elle. Mais il paroît que les Protestans craignoient ce qu'en effet ils méritoient.

La diète de Ratisbonne, où ils avoient compté faire renouveller la paix de religion, s'étoit dissoute sans avoir rien produit, et à leurs anciens griefs venoit encore de se joindre l'oppression de Donauwerth. Alors s'effectua, avec une promptitude incroyable, la réunion projetée. A Anhausen en Franconie (1608) l'Electeur Palatin Frédéric IV, le Comte Palatin de Neubourg, deux Margraves de Brandebourg, le Margrave de Bade et le Duc Jean Frédéric de Wurtemberg (ainsi donc Luthériens et Calvinistes), formèrent, pour eux et leurs successeurs, l'alliance appelée *Union Evangé-*

lique. Elle portoit que dans les affaires de religion, et dans tout ce qui regarderoit leurs droits comme Etats de l'Empire, les Princes unis se soutiendroient mutuellement contre tout agresseur, et serviroient de garants les uns pour les autres; que chacun des membres de l'Union, dont les pays viendroient à être attaqués, seroit aussitôt secouru; qu'en cas de besoin, les campagnes, les villes et châteaux des Etats coalisés demeureroient ouverts à ses troupes, mais que l'on partageroit les conquêtes entre tous les membres, en proportion de ce que chacun d'eux auroit fourni La direction de cette alliance pendant la paix fut confiée, avec quelques restrictions, à l'Electeur Palatin; l'on exigea des avances pour subvenir aux frais, et on consigna des fonds. La différence de religion (entre Luthériens et Calvinistes) ne devoit influer en rien sur l'alliance : le tout étoit valable pour dix ans. Chacun avoit contracté en même temps l'obligation d'engager de nouveaux membres. L'Electeur de Brandebourg témoigna des intentions favorables; celui de Saxe désapprouva l'alliance; Cassel ne put se résoudre à rien; les Ducs de Brunswick et de Lunebourg trouvèrent également des difficultés : mais les trois villes impériales, Strasbourg, Nurenberg, et Ulm ne furent pas pour l'Union une acquisition peu importante, parce qu'on avoit grand

besoin de leur argent, et que cet exemple pouvoit être suivi de plusieurs autres villes impériales.

Ces Etats, abattus et peu redoutés dans leur isolement respectif, prirent un ton plus hardi après leur réunion. Ils firent présenter à l'Empereur par le Prince Christian d'Anhalt leurs griefs communs ainsi que leurs demandes; parmi celles-ci on remarquoit sur-tout la réintégration de Donauwerth dans ses anciens droits, l'annihilation des procès de la cour Impériale, et une réforme dans l'administration même de l'Empereur, ainsi que dans son Conseil. Ils choisirent, pour lui faire ces remontrances, l'époque où les troubles de ses pays héréditaires le laissoient à peine respirer, où Matthias venoit de lui enlever l'Autriche et la Hongrie, où il n'avoit sauvé sa couronne de Bohême, qu'en accordant la lettre de Majesté, où enfin la succession du pays de Juliers préparoit un nouvel embrâsement. Rien de moins étonnant que ce Prince, déjà si lent dans ses résolutions, fût alors plus indécis que jamais, et que l'Union prît les armes tandis qu'il délibéroit encore.

Les Catholiques, pleins d'ombrage, ne cessoient d'avoir les yeux sur l'Union; l'Union surveilloit avec la même méfiance les Catholiques et l'Empereur; l'Empereur se défioit des deux. De tous côtés, l'animosité et la crainte étoient

portées au dernier point, et à cette époque critique, il fallut que la mort du Duc de Juliers ouvrît dans ce pays une succession, sujet de tant de querelles. Huit compétiteurs se présentèrent pour cette succession dont l'indivisibilité avoit été statuée par des traités solemnels; et l'Empereur, qui songeoit à retraire le Duché comme fief vacant de l'Empire, pouvoit passer pour un neuvième prétendant. Quatre de ces compétiteurs, l'Electeur de Brandebourg, le Comte Palatin de Neubourg, le Comte Palatin de Deux-Ponts, et le Margrave de Burgovie, Prince Autrichien, la réclamoient comme fief féminin, au nom de quatre Princesses, sœurs du Duc dernier mort. Deux autres, l'Electeur de Saxe Albertin, et le Duc de Saxe Ernestin rappeloient une expectative plus ancienne que l'Empereur Frédéric III leur avoit donnée sur cette succession, et que Maximilien Ier. avoit confirmée aux deux maisons de Saxe. On eut peu d'égard aux prétentions de quelques Princes étrangers. Le droit le plus proche étoit peut-être du côté de Brandebourg et de Neubourg, et il paroissoit favoriser assez également les deux parties. Aussitôt que la succession fut ouverte, ces deux cours firent prendre possession; Brandebourg commença, Neubourg suivit son exemple. Elles entamèrent la querelle avec la plume, et l'eussent vraisemblablement

terminée par les armes ; mais l'intervention de l'Empereur, qui voulut évoquer cette affaire à à son tribunal, et mettre provisoirement le séquestre sur les pays en litige, rapprocha bientôt les parties pour les réunir contre le danger commun. On convint de gouverner conjointement le duché. En vain l'Empereur fit sommer les états du pays de refuser le serment de fidélité à leurs nouveaux maîtres; en vain il y envoya son propre parent l'Archiduc Léopold, évêque de Passau et de Strasbourg, pour y relever, par sa présence, le parti impérial. Tout le pays, excepté Juliers, s'étoit soumis aux Princes protestans, et le parti de l'Empereur fut assiégé dans cette capitale.

La succession du pays de Juliers, importante pour tout l'empire Germanique, attira même l'attention de plusieurs cours de l'Europe. Il n'étoit pas tant question de savoir qui posséderoit ou non le duché de Juliers, que de décider lequel des deux partis en Allemagne, des Catholiques ou des Protestans, s'agrandiroit par une acquisition aussi considérable, pour laquelle des deux religions ce pays seroit gagné ou perdu. La question intéressante étoit sur-tout de savoir si l'Autriche feroit passer encore une fois ses prétentions, et si, en tombant sur cette nouvelle proie, elle satisferoit, de nouveau, sa fureur de conquêtes, ou si l'Allemagne maintien-

droit sa liberté et son équilibre contre cette maison. La succesion du pays de Juliers étoit donc d'un grand intérêt pour toutes les puissances qui favorisoient la liberté, et haïssoient l'Autrichien. L'Union évangélique, la Hollande, l'Angleterre, et sur-tout Henri IV de France y furent engagés. Ce Monarque n'étoit pas resté spectateur oisif des troubles d'Allemagne, lui qui avoit perdu la plus belle moitié de sa vie à lutter contre la maison d'Autriche, et dont l'héroïsme soutenu avoit seul pu surmonter les obstacles monstrueux accumulés par cette maison entre lui et le trône de France. Cette lutte des Princes contre l'Empereur, fut précisément ce qui donna et assura la paix à ses François. Les Protestans et les Turcs étoient les seuls poids salutaires qui, à l'orient et à l'occident, pesassent sur la puissance autrichienne; mais à l'instant où on la laissoit se dégager, elle se relevoit aussi formidable que jamais. Pendant une moitié de la carrière ordinaire accordée à l'humanité, Henri IV n'avoit trouvé dans la maison d'Autriche que la même soif de pouvoir, la même fureur de conquêtes. Ni les revers, ni la pauvreté de génie qui tempère cependant toutes les autres passions, ne pouvoient éteindre cette fureur dominante dans un cœur où il couloit une seule goutte du sang de Ferdinand d'Arragon. Chez les plus foibles génies de la

maison de Habsbourg, cette passion étoit insurmontable ; dans les esprits les plus rétrécis, ce penchant étoit sans bornes : seul trait de caractère blâmable dans le petit nombre de ses excellentes qualités. Cette fureur de l'Autrichien avoit déjà arraché l'Europe, depuis un siècle, à la paix la plus heureuse, et opéré une révolution violente dans l'intérieur de ses principaux états. Elle avoit dépouillé les campagnes de cultivateurs, les ateliers d'artistes, pour couvrir l'Europe d'armées monstrueuses, de masses inconnues jusqu'alors, et infester de flottes ennemies les mers destinées au commerce. Elle avoit imposé aux Princes de l'Europe la nécessité malheureuse de surcharger d'impôts l'industrie de leurs sujets, et d'épuiser dans une défense forcée la substance de leurs états, perdue pour le bonheur des habitans. Tant que le pouvoir de troubler à volonté le repos de l'Europe restoit à cette maison dangereuse, il n'y avoit point de paix à espérer dans cette partie du monde, point de prospérité pour les états, point de plan de durée pour le bonheur des peuples; et ne devoit-on pas croire avec raison que la volonté survivroit plutôt à la puissance, que la puissance à la volonté? Dans ce moment même où son épuisement paroissoit mortel, cette maison coûtoit encore des milliers de soldats et des trésors immenses à la société des états euro-

péens, pour entretenir l'effroi et maintenir l'équilibre qui mettoit des bornes à ses prétentions. Quelles grandes choses n'eût-on pas exécutées, combien n'auroit-on pas étendu le bonheur avec les forces qui se consumoient inutilement et sans gloire à surveiller la maison de Habsbourg.

De pareilles considérations étoient autant de nuages sur les jours de Henri, vers la fin de sa glorieuse carrière. Les efforts inouis de ce Monarque purent seuls tirer la France du cahos où l'avoit plongé le tumulte d'une longue guerre civile, attisée et entretenue par ce même Autrichien. Tous les grands hommes voudroient laisser à la postérité des monumens éternels; et qui pouvoit garantir à ce Souverain la durée du bien-être où il laisseroit ses François, tant que l'Autriche et l'Espagne ne feroient qu'une puissance? Dans ce moment, à la vérité, elle étoit épuisée et abattue; mais un hasard heureux suffisoit pour n'en former de nouveau qu'un seul corps, et faire revivre ce colosse redouté. Si Henri vouloit laisser à son successeur un trône solidement établi, à son peuple une paix durable, cette puissance terrible ne devoit plus exister : il falloit rendre son rétablissement à jamais impossible. Telle étoit la source de la haine implacable jurée par Henri IV à la maison d'Autriche; elle étoit ardente et juste, comme

l'animosité d'Annibal contre le peuple de Romulus, mais annoblie par un principe plus généreux.

Ce motif impérieux étoit commun à toutes les puissances de l'Europe, mais non pas la politique éclairée de Henri, et le courage desintéressé qui l'animoit. Chacun, sans distinction, se laisse séduire par l'avantage du moment; les grandes ames seules peuvent être émues par la perspective d'un bien à venir. Tant que, dans ses entreprises, la sagesse compte sur la sagesse, ou se repose sur ses propres forces, elle ne forme que des plans chimériques, et court le danger de devenir la risée universelle; mais elle est sûre d'un heureux succès, elle peut jouir d'avance des suffrages et de l'admiration des hommes, lorsque, dans ses vastes conceptions, elle a des rôles pour l'avidité, la superstition et la barbarie.

Dans la première supposition, le projet connu qu'eut Henri IV de chasser la maison d'Autriche de toutes ses possessions, et de partager ses dépouilles avec les puissances de l'Europe, eût effectivement mérité le nom de chimère, dont on a toujours été si libéral envers lui : mais le méritoit-il dans l'autre ? Cet excellent Roi n'avoit jamais songé à trouver chez les co-opérateurs de son plan un motif semblable à celui

qui le dirigeoit, ainsi que son Sully, dans cette grande entreprise. Tous les états dont le concours lui étoit nécessaire, furent engagés à prendre leurs différens rôles, par les plus fortes raisons qui puissent mettre en action une puissance politique. On ne demandoit aux Protestans d'Autriche que ce qui étoit déjà le but de tous leurs efforts, de secouer le joug de l'Autrichien ; aux Brabançons, de s'affranchir du joug de l'Espagne. Rien n'étoit plus important pour le Pape et toutes les républiques d'Italie, que de chasser à jamais de leur presqu'île la tyrannie espagnole; l'Angleterre ne pouvoit rien tant desirer qu'une révolution qui la délivroit de son plus mortel ennemi. Par ce partage des dépouilles de l'Autrichen, chaque puissance gagnoit du terrein ou de la liberté, de nouvelles propriétés ou sûreté pour les anciennes : et comme toutes y gagnoient, l'équilibre demeuroit intact. La France pouvoit généreusement dédaigner de prendre part au butin, puisqu'elle gagnoit doublement à la chûte de la maison d'Autriche, et qu'elle n'étoit que plus forte en n'augmentant pas sa puissance. Enfin, pour récompenser les descendans de Habsbourg de ce qu'ils délivroient l'Europe de leur présence, on leur donnoit la liberté de s'étendre dans tous les autres mondes découverts ou à découvrir.

couvrir. Le couteau de Ravaillac sauva l'Autrichien, et retarda encore de quelques siècles le repos de l'Europe.

Les yeux toujours fixés sur son plan, Henri dut nécessairement saisir avec intérêt l'union évangélique et la succession de Juliers, comme deux événemens de la plus haute importance. Ses négociateurs travailloient sans relâche auprès de toutes les cours protestantes d'Allemagne, et le peu qu'ils découvroient ou laissoient pressentir du grand secret politique de leur Monarque, suffisoit pour gagner des esprits animés d'une haine ardente contre l'Autrichien, et si puissamment dominés par la fureur de s'aggrandir. Les sages efforts de Henri resserrèrent encore les liens de l'union, et les grands secours auxquels il s'engagea, inspirèrent aux alliés la plus ferme confiance. Une nombreuse armée françoise, commandée par le Roi en personne, devoit se joindre sur le Rhin aux troupes de l'union, et commencer par favoriser la conquête de tout le pays de Juliers, ensuite, réunie aux Allemands, marcher en Italie (où la Savoie, Venise et le Pape l'attendoient avec de puissans secours) pour y renverser tous les trônes de l'Espagne. Cette armée victorieuse devoit pénétrer, de la Lombardie, dans les pays héréditaires de la maison de Habsbourg, et là, favorisée par la ré-

volte générale des Protestans, rompre le sceptre de l'Autrichien dans tous ses Etats d'Allemagne, en Hongrie, en Bohême et en Transylvanie. Pendant ces opérations, les Brabançons et les Hollandois, renforcés des secours de la France, se seroient délivrés de leurs tyrans espagnols, et le torrent débordé, qui menaçoit, à l'instant, d'engloutir dans ses gouffres la liberté de l'Europe, couloit alors tranquillement, et alloit se perdre dans l'oubli derrière les Pyrénées.

Les François se vantent ordinairement de leur célérité; cette fois ils furent surpassés par les Allemands. Avant que Henri parût en Alsace, une armée de l'Union y avoit déjà dissipé un corps d'Autrichiens rassemblé par l'Evêque de Strasbourg et Passau, qui vouloit le conduire dans le pays de Juliers. Henri IV avoit formé son plan en homme d'état et en Roi, mais il en avoit confié l'exécution à des brigands. D'après son opinion, il ne falloit donner à aucun Etat catholique de l'Empire raison de se regarder comme le but de ces préparatifs, et de faire cause commune avec l'Autrichien. La religion ne devoit être mêlée sous aucun rapport dans cette grande entreprise. Mais comment les projets de Henri auroient-ils fait renoncer les Princes allemands à leurs vues particulières? Une haine fanatique, la fureur de s'aggrandir

dictoient toutes leurs résolutions. Ne devoient-ils pas, pour favoriser leur passion dominante, emporter chemin faisant tout ce qui étoit en leur pouvoir? Comme des aigles voraces, ils s'abattirent sur les états des Princes ecclésiastiques, et choisirent, quelque détour qu'il leur en coûtât, ces pays opulens pour s'y établir. Ils imposèrent des contributions, comme s'ils eussent été en pays ennemis, s'emparèrent arbitrairement des revenus de l'état, et tout ce qui ne leur fut pas donné de bon gré, ils le prirent de force. Pour ne pas même laisser de doutes aux Catholiques sur les véritables motifs de leur armement, ils parlèrent avec assurance du sort qu'ils réservoient aux fondations ecclésiastiques. Autant Henri IV et les Princes allemands s'étoient peu entendus pour ce plan d'opérations, autant cet excellent Roi s'étoit trompé dans le choix de ses instrumens. Il reste une vérité incontestable : c'est que l'homme véhément ne doit jamais être chargé de l'exécution d'une violence que la sagesse peut commander : celui pour qui les loix de l'ordre sont sacrées, doit seul être chargé de les enfreindre.

La conduite de l'Union, qui révolta même plusieurs Etats évangéliques, et la crainte de nouvelles cruautés firent plus auprès des Catholiques, que leur inspirer une fureur inactive. L'Empereur, avec une autorité aussi déchue que

la sienne, ne pouvoit leur prêter aucun appui contre un ennemi aussi dangereux. Leur alliance seule faisoit redouter les membres de l'Union, elle seule les rendoit si fiers; il falloit donc leur opposer une alliance. Le plan de cette union catholique fut formé par l'Evêque de Wurzbourg, et le nom de *ligue* la distingua de l'*union* évangélique. Les bases en furent à-peu-près les mêmes que celles de l'Union; le plus grand nombre de ses membres fut composé d'Evêques. Le Duc Maximilien de Bavière se mit à la tête de la Ligue, mais, comme seul allié important parmi les laïcs, avec plus de pouvoir que les membres de l'Union n'en avoient laissé à leur chef. Outre que le Duc de Bavière étoit seul maître de toutes les forces militaires de la Ligue, ce qui devoit donner aux opérations une célérité et une vigueur plus difficiles à obtenir de l'union protestante, la Ligue avoit encore cet avantage que les secours en argent, fournis par de riches Prélats, arrivoient plus exactement auprès d'elle que ceux des pauvres laïcs évangéliques auprès de l'Union. Sans proposer à l'Empereur, comme Prince catholique de l'Empire, de prendre part à l'alliance; sans lui en rendre compte, comme au chef de l'état, la Ligue se montra tout-à-coup ferme et redoutable, armée d'une force suffisante pour terrasser l'Union à la fin de la lutte, et se maintenir

sous trois Empereurs. La Ligue combattoit à la vérité pour l'Autrichien, puisqu'elle étoit dirigée contre les Princes protestans, mais l'Autrichien lui-même fut bientôt réduit à trembler devant elle.

Cependant les armes de l'Union avoient été assez heureuses dans les pays de Juliers et en Alsace ; Juliers étoit étroitement cerné, et tout l'Evêché de Strasbourg conquis. Ces brillantes opérations trouvèrent aussi leur terme. Aucune armée françoise ne parut sur le Rhin, car celui qui devoit la commander, celui qui devoit être l'ame de toute l'entreprise, Henri IV n'étoit plus. Les fonds s'épuisèrent, les Etats refusèrent d'en avancer davantage, et les villes impériales, membres de l'Union, avoient vu avec mécontentement que l'on demandât sans cesse leur argent et jamais leur avis. Elles étoient sur-tout irritées de ce qu'on les engageoit dans des frais extraordinaires pour la succession de Juliers, qui néanmoins avoit été expressément exclue des affaires de l'Union ; de ce que les Princes unis s'adjugeoient des pensions considérables sur la caisse commune ; et avant tout, de que ces Princes ne leur rendoient aucun compte de l'emploi des deniers.

L'Union penchoit donc vers sa chûte, à l'instant où la Ligue s'opposoit à elle dans toute sa force. Le défaut d'argent ne permettait pas aux

troupes protestantes de tenir plus long-temps la campagne, et il étoit cependant dangereux de poser les armes en présence d'un ennemi prêt à combattre. Pour se garantir au moins d'un côté, on se hâta de traiter avec le plus ancien ennemi, l'Archiduc Léopold; les deux partis convinrent de retirer leurs troupes d'Alsace, de rendre la liberté aux prisonniers et d'ensevelir le passé dans l'oubli. Ce fut à un résultat aussi nul qu'aboutirent des préparatifs qui promettoient de si grandes choses.

L'Union se fiant sur ses forces, s'étoit annoncée d'un ton impérieux à l'Allemagne catholique; la Ligue employa alors le même langage envers l'Union et ses troupes. On leur montra les traces de leurs désolations, et on les chargea hautement des épithètes déshonorantes qu'elles méritoient. Les évêchés de Würzbourg, Bamberg, Strasbourg, Mayence, Cologne, Trèves et beaucoup d'autres, avoient éprouvé leurs ravages. On demanda des dédommagemens pour tous; on exigea que la liberté de passage par terre et par eau fût rétablie (car les troupes protestantes s'étoient aussi emparé de la navigation du Rhin), et que tout fût remis dans l'état primitif. Mais on voulut, avant toutes choses, que les membres de l'Union s'expliquassent catégoriquement sur le but de leur alliance. C'étoit maintenant leur tour de céder.

Ils n'étoient pas en mesure contre un ennemi aussi redoutable, mais ils avoient donné eux-mêmes aux Catholiques le secret de leurs forces. Leur orgueil souffroit à la vérité de mendier la paix, mais ils devoient s'estimer heureux de l'obtenir. Un parti promit des dédommagemens, l'autre le pardon. On mit bas les armes. L'orage se dissipa encore une fois et fut suivi d'un repos momentané. Alors éclata en Bohême la révolte qui coûta à l'Empereur le dernier de ses pays héréditaires; mais ni l'Union, ni la Ligue ne se mêlèrent de cette querelle.

Enfin l'Empereur mourut (1612); ignoré sur le trône, on s'apperçut à peine qu'il fût descendu au tombeau. Cependant, lorsque les calamités des règnes suivans eurent fait oublier les malheurs du sien, sa mémoire parut dans un jour plus favorable. Une nuit si effrayante régna sur l'Allemagne, qu'on se reporta avec des larmes de sang vers les temps où il vécut, en desirant un pareil Souverain.

Jamais on n'avoit pu obtenir de Rodolphe qu'il fît élire son successeur au trône impérial, et chacun voyoit avec inquiétude s'approcher l'époque où il alloit être vacant. Mais, contre toute attente, Matthias y monta sur-le-champ avec la plus grande tranquillité. Les Catholiques lui donnèrent leur voix, parce qu'ils

espéroient tout de l'activité de ce Prince; les Protestans, parce qu'ils attendoient tout de sa foiblesse. Rien de plus facile que d'expliquer ces contradictions : les uns se reposoient sur ce qu'il avoit été, les autres sur ce qu'il étoit alors.

L'époque d'un nouvel avènement au trône est toujours d'un attrait puissant pour l'espérance; la première diète d'un Roi, dans les royaumes électifs, est ordinairement sa plus dure épreuve. On rappelle tous les anciens griefs, on en cherche de nouveaux, pour les faire participer à la réforme attendue; une nouvelle création doit commencer avec le nouveau Roi. Les états protestans de l'Empire conservoient encore le souvenir récent des services que leurs frères d'Autriche avoient rendus à Matthias, pendant sa révolte; et la manière dont ils s'étoient fait récompenser, sembloit sur-tout devoir leur servir de modèle.

Favorisé par les Protestans en Autriche et en Moravie, Matthias avoit entrepris d'usurper les couronnes de son frère, et y étoit parvenu. Mais, emporté par ses projets ambitieux, il ne sentit pas alors qu'il venoit de montrer aux états le moyen le plus sûr de dicter la loi à leur maître. Cette découverte le tira bientôt de l'ivresse de son bonheur. A peine reparut-il triomphant aux yeux de ses sujets autrichiens,

après l'expédition de Bohême, que dèjà il s'y trouva attendu par *un très-humble message*, capable seul d'empoisonner son triomphe. Avant de songer à prêter serment de fidélité, on réclama la liberté indéfinie de religion dans les villes et les bourgs, une parfaite égalité de droits entre les Catholiques et les Protestans, et la faculté pour ceux-ci de parvenir également et sans exception à toutes les places. En plusieurs endroits, on usa d'avance de cette liberté, et l'on compta avec tant d'assurance sur un changement de régime, qu'on rétablit arbitrairement le culte évangélique partout où l'Empereur l'avoit aboli. Matthias, il est vrai, n'avoit pas dédaigné de faire valoir contre Rodolphe les griefs des Protestans, mais jamais il n'avoit pu songer à les satisfaire. Il espéra dissiper ces prétentions, dès le principe, par un ton ferme et résolu, parla de ses droits héréditaires sur le pays, et ne voulut entendre à aucune proposition avant qu'on eût prêté le serment. Leurs voisins les états de Styrie, qui avoient rendu un hommage absolu à l'Archiduc Ferdinand, s'étoient bientôt repentis d'une pareille démarche. Avertis par cet exemple, les états autrichiens tinrent à leur refus, et pour ne pas être contraints de prêter le serment de fidélité, ils allèrent jusqu'à abandonner la capitale, engagèrent leurs co-états catholiques à une pareille résis-

tance, et s'occupèrent de lever des troupes. Bientôt ils cherchèrent à renouveller avec les Hongrois leur ancienne alliance, attirèrent les Princes protestans de l'Empire dans leurs intérêts, et se préparèrent sérieusement à obtenir l'objet de leurs réclamations par la force des armes.

Matthias avoit consenti sans difficulté à des demandes encore plus fortes de la part des Hongrois. Mais la Hongrie étoit un royaume électif, et la constitution républicaine de ce pays justifioit les prétentions des états aux yeux même de l'Empereur, et sa déférence envers les Etats aux yeux du monde catholique. En Autriche, au contraire, ses prédécesseurs avoient joui de droits de souveraineté beaucoup plus étendus, et il ne pouvoit les céder, sans attirer sur lui la malveillance de l'Espagne, de Rome, et le mépris de ses propres sujets attachés à sa croyance. Ses Conseillers, catholiques rigoureux, parmi lesquels l'Évêque de Vienne, Melchior Klesel, le dominoit principalement, l'engagèrent à se laisser arracher toutes les églises par les Protestans, plutôt que de leur en céder légalement une seule.

Malheureusement ces embarras vinrent l'assaillir à une époque où Rodolphe vivoit encore, et étoit spectateur de ces événemens. Matthias pouvoit craindre que l'Empereur ne fût tenté d'employer contre lui les mêmes armes qu'il

avoit choisies pour le vaincre, et que Rodolphe ne secondât ses sujets rebelles (1). Il s'empressa donc de parer à un coup aussi dangereux, et accepta sur-le-champ la proposition des états de Moravie, qui s'offrirent comme médiateurs entre lui et les Autrichiens. On assembla à Vienne un comité des deux nations, où les députés de l'Autriche firent entendre un langage qui auroit surpris même au parlement d'Angleterre, et dans le temps de Cromwel. « Les Protestans, étoit-il dit pour conclusion, » ne prétendoient pas être traités avec moins » d'égards dans leur patrie, que la poignée de » Catholiques qui s'y trouvoient. C'étoit par le » moyen de sa noblesse protestante que Mat- » thias avoit forcé l'Empereur à céder; où on » trouvoit quatre-vingts Barons papistes (2), » on en comptoit trois cents évangéliques. » L'exemple de Rodolphe devoit servir d'aver- » tissement à Matthias. Il devoit prendre garde » de perdre les biens de la terre, en voulant » faire des conquêtes pour le ciel ». Les états de Moravie, au lieu de remplir leur office de médiateurs à l'avantage de Matthias, ayant embrassé le parti de leurs frères autrichiens; l'U-

(1) Matthias n'étoit alors qu'Archiduc d'Autriche.

(2) On sait que les Protestans appeloient ainsi les Catholiques.

nion, en Allemagne, s'étant interposée vivement en faveur de ceux-ci; la crainte des représailles de la part de l'Empereur, poussant Matthias dans ses derniers retranchemens, il se laissa enfin arracher la déclaration en faveur des Évangéliques.

Les états protestans de l'Empire choisirent alors, pour modèle de conduite envers leur Empereur, celle des Autrichiens envers leur Archiduc, et s'en promirent un aussi heureux succès. A sa première diète de Ratisbonne (1613), ils le surprirent par une demande jusqu'alors sans exemple. Les secours pécuniaires de tout l'Empire étoient devenus indispensables, à raison d'une guerre contre les Turcs et contre le Prince Betlen-Gabor de Transylvanie, qui, soutenu par les Ottomans, s'étoit déclaré Souverain de cette province, et menaçoit même la Hongrie. D'autres affaires non moins pressantes attendoient une décision; mais les voix catholiques étant encore les plus nombreuses dans le collége des Princes, et tout se décidant à la pluralité, quelqu'unis que les Protestans fussent entre eux, il arrivoit ordinairement que leurs avis ne faisoient aucune sensation. D'après la demande des Protestans, les Catholiques devoient renoncer maintenant à cet avantage; aucune religion ne devoit, à l'avenir, avoir la faculté d'entraîner les voix de

l'autre par une pluralité immuable. Et, dans le fait, si la religion évangélique avoit le droit d'être représentée à la diète, il paroissoit naturel que la constitution de la diète lui laissât la possibilité de faire usage d'un pareil droit. Cette demande fut accompagnée de griefs sur l'oppression des Protestans, sur la jurisdiction que s'attribuoit le conseil aulique; et les députés des États avoient ordre de s'abstenir de toutes délibérations générales, jusqu'à ce qu'on eût donné préalablement une réponse favorable sur ce point.

Cette division dangereuse paralysa les opérations de la diète, et menaça de détruire, pour jamais, tout ensemble dans les délibérations. Avec quelque sincérité que l'Empereur desirât de suivre la politique de Maximilien son père, en tenant un sage milieu entre les deux religions, la conduite actuelle des Protestans ne lui laissoit qu'un choix difficile. Le concours général des États de l'Empire lui étoit absolument nécessaire dans l'urgence de ses besoins, et il ne pouvoit cependant s'attacher un parti sans perdre l'appui de l'autre. Il étoit si mal affermi dans ses propres états, que l'idée seule d'une guerre ouverte avec les Protestans devoit le faire trembler. Mais les yeux de toute l'Europe, fixés sur la résolution qu'il alloit prendre, les remontrances des Etats catholiques de l'Empire,

celles des cours de Rome et d'Espagne, lui défendoient également de favoriser les Protestans au préjudice de la religion romaine. Une situation aussi critique auroit abattu un plus grand génie que Matthias, et ce prince s'en fût tiré difficilement avec ses seuls moyens. Mais les intérêts des Catholiques étoient liés trop étroitement à l'autorité de l'Empereur, et s'ils la laissoient déchoir, les Princes ecclésiastiques sur-tout n'avoient plus de remparts contre les attaques des Protestans.

Voyant donc le chef de l'Empire chanceler dans une position aussi critique, ils crurent qu'il n'y avoit pas de temps à perdre pour relever son courage. Les catholiques le laissèrent pénétrer alors dans le secret de la ligue, lui montrèrent son ensemble, ses ressources et ses forces. Quelque peu consolante que fût cette découverte pour l'Empereur, la perspective d'un soutien aussi puissant lui fit prendre un peu plus de courage contre les Evangéliques. Leurs demandes furent rejetées, et la diète se termina sans décision. Mais Matthias fut la victime de cette querelle. Les Protestans lui refusèrent leurs subsides, et le punirent, malgré son innocence, de ce que les Catholiques étoient restés inébranlables.

Cependant l'armistice avec les Turcs approchoit de sa fin, leurs mouvemens devenoient

tous les jours plus inquiétans, et des préparatifs contre eux plus indispensables. Matthias, n'ayant pu rien gagner auprès des États de l'Empire, n'avoit d'autre ressource que de chercher à être plus heureux auprès de ses propres états. On sait que le même schisme et le même esprit de mécontentement régnoient parmi eux; l'Empereur devoit donc éprouver les mêmes difficultés. Chaque province de la monarchie autrichienne refusa séparément de rien arrêter sans l'adhésion des autres; mais d'une diète générale, on pouvoit aisément voir naître une confédération dangereuse. Cependant il étoit commandé par les circonstances, et les États d'Autriche, de Bohême, de Moravie, etc. furent convoqués à Lintz. Matthias n'oublia rien pour représenter la nécessité d'une guerre contre les Turcs; lorsqu'il fallut prendre une résolution, les députés se trouvèrent sans pouvoirs. Cette diète d'Autriche se sépara comme celle de Ratisbonne, sans avoir rien produit, et le hasard seul tira l'Empereur de sa détresse. Les Turcs se montrèrent eux-mêmes disposés à prolonger l'armistice, et on laissa Bethlen Gabor paisible possesseur de la Transylvanie.

L'Empire fut alors garanti des attaques de l'étranger, et malgré toutes les divisions de l'intérieur, la paix y régnoit encore. Un hasard inattendu avoit donné à la succession de Ju-

liers la tournure la plus étrange. Ce duché étoit encore possédé en commun par la cour électorale de Brandebourg et par le Comte palatin de Neubourg; un mariage entre le Prince de Neubourg et une Princesse de Brandebourg devoit même lier les intérêts des deux maisons d'une manière indissoluble. Cette belle perspective fut absolument détruite par un soufflet que l'Electeur de Brandebourg, dans l'ivresse, eut le malheur de donner à son gendre. Dès ce moment, la bonne intelligence entre les deux maisons disparut. Le Prince de Neubourg passa dans le parti catholique. Une Princesse de Bavière le récompensa de son abjuration, et les secours de la Bavière et de l'Espagne furent les suites naturelles de ces deux événemens. Pour procurer au Comte palatin la possession exclusive du pays de Juliers, on porta dans ce duché les troupes espagnoles des Pays-Bas. L'Electeur de Brandebourg y appela les Hollandois, qu'il chercha à s'attacher en embrassant le calvinisme. Les Hollandois et les Espagnols parurent dans le pays; mais on vit bientôt qu'ils ne vouloient conquérir que pour leur compte.

La guerre des Pays-Bas sembla alors vouloir se porter sur le territoire germanique, où elle ne pouvoit qu'étendre ses ravages. L'Allemagne protestante voyoit avec effroi les Espagnols s'établir

tablir sur le Bas-du-Rhin ; les Hollandois, en franchissant les limites de l'Empire, donnoient encore aux Catholiques de plus vives allarmes. Les guerres de religion ont cela de particulier, qu'elles ne reconnoissent pas les bornes des états, qu'elles se renouvellent sur chaque territoire, parce que par-tout croissent pour elles des ennemis et des alliés, et que l'épuisement seul de tout le parti en affoiblit les membres. A l'occident devoit éclater la fermentation qui minoit depuis long-temps l'Allemagne toute entière, vers l'occident se portoit l'attente universelle, et l'on vit partir de l'orient le coup qui l'enflamma.

Le repos que la lettre de Majesté de Rodolphe avoit procuré à la Bohême, se prolongea encore quelque temps sous le règne de Matthias, jusqu'à ce qu'on eût nommé un nouveau successeur à cette couronne, dans la personne de Ferdinand de Gratz.

Ce Prince, que l'on connoîtra mieux sous le nom de Ferdinand II, s'étoit annoncé comme le plus zélé partisan de l'Eglise romaine par l'extirpation violente du Protestantisme dans ses pays héréditaires. Les Catholiques de Bohême voyoient en lui le futur soutien de leur Eglise, et la santé chancelante de l'Empereur ne pouvoit qu'avancer cette époque. Forts d'un protecteur aussi puissant, ils commencèrent à

employer moins de ménagemens à l'égard des Religionnaires. Plusieurs d'entre eux furent même assez imprudens pour s'expliquer trop hautement sur leurs espérances, et allèrent jusqu'à hasarder quelques paroles menaçantes, qui éveillèrent chez les Protestans une méfiance dangereuse envers leur futur maître. Mais cette méfiance n'auroit jamais occasionné de voies de fait, si l'on n'eût attaqué particulièrement certains membres, et donné par-là au peuple déjà irrité des conducteurs entreprenans.

Henri Matthieu, Comte de Thurn, sans être né en Bohême, possédoit quelques fonds dans ce royaume. Par son zèle ardent pour la religion protestante, et un attachement d'enthousiasme à sa nouvelle patrie, il s'étoit emparé de toute la confiance des Utraquistes, et cette confiance le mena aux postes les plus importans. Il avoit servi avec une grande réputation contre les Turcs; par ses manières insinuantes, il gagna les suffrages de la multitude. Tête chaude, violente, aimant les troubles, parce qu'ils faisoient briller ses talens, il étoit assez inconsidéré et téméraire pour entreprendre des choses qu'une prudence froide et un sang plus tranquille ne hasardent jamais; assez peu délicat pour se jouer du sort de toute une multitude, lorsqu'il s'agissoit de satisfaire ses passions; assez adroit pour mener d'après

ses caprices une nation telle qu'étoit alors celle des Bohémiens. Déjà sous le règne de Rodolphe, il avoit pris aux troubles la part la plus active, et, si les états arrachèrent à cet Empereur la lettre de Majesté, ce fut en grande partie son ouvrage. La cour lui avoit confié, comme Bourgrave de Carlstein, la garde de la couronne de Bohême et des chartres du royaume; mais, chose beaucoup plus importante, la nation s'étoit livrée elle-même au Comte de Thurn, en lui conférant la place de défenseur ou protecteur de la religion. Les aristocrates, qui gouvernoient l'Empereur, enlevèrent imprudemment au Comte de Thurn une surveillance qui ne s'étendoit que sur les choses, pour lui laisser l'influence sur les hommes. Ils le privèrent de sa place de Bourgrave, qui le rendoit dépendant des faveurs de la cour, pour lui faire ouvrir les yeux sur l'importance du poste qui lui restoit, et blessèrent en lui une vanité qui enchaînoit cependant son ambition. Dès ce moment, il n'écouta plus que la vengeance; et l'occasion de la satisfaire ne tarda pas à se présenter.

Dans la lettre de Majesté arrachée par les Bohémiens à Rodolphe II, il se trouvoit qu'un des principaux articles étoit resté indécis, comme dans la paix de religion obtenue par les Allemands. Tous les droits que celle-ci

accordoit aux Protestans, ne favorisoient que les États (souverains du pays) et non les sujets. On étoit seulement convenu d'une liberté de conscience fort incertaine pour les sujets des pays ecclésiastiques. La lettre de Majesté ne parloit aussi que des états et des villes royales dont les Magistrats avoient su obtenir les mêmes droits. A ceux-là seuls appartenoit le pouvoir d'établir des églises, des écoles, et d'exercer ouvertement le culte protestant. Dans toutes les autres villes, il dépendoit des états auxquels elles étoient soumises, de prononcer sur leur liberté de religion. Les Princes de l'Empire germanique avoient usé de ce droit dans toute son étendue, les séculiers sur-tout, sans la moindre contradiction. Les états ecclésiastiques, pour qui une déclaration de l'Empereur Ferdinand rendoit ce droit incertain, avoient combattu, non sans fondement, la validité de cette déclaration. Ce qui étoit un point *combattu* dans la paix de religion, étoit un point *indécis* dans la lettre de Majesté; d'un côté, l'explication n'étoit pas douteuse, mais il étoit douteux si on devoit obéir; de l'autre, l'interprétation étoit abandonnée aux Etats. Les sujets des pays ecclésiastiques, en Bohême, crurent posséder le même droit que la déclaration de Ferdinand accordoit aux sujets des Evêques en Allemagne; ils s'estimèrent égaux aux sujets des

villes royales, parce qu'ils comptoient les domaines ecclésiastiques parmi les domaines de la couronne. Dans la petite ville de Klostergrab, dépendante de l'Archevêque de Prague, à Braunau, qui appartenoit à l'Abbé de ce couvent, les sujets protestans élevèrent des églises de leur pleine autorité; et malgré l'opposition de leurs Souverains particuliers et l'improbation de l'Empereur, ils achevèrent de les construire.

Cependant, la vigilance des défenseurs s'étant un peu ralentie, la cour crut pouvoir hasarder une démarche d'autant plus vigoureuse. L'Eglise de Klostergrab fut abattue par ordre de l'Empereur, celle de Braunau, fermée de vive force, et les bourgeois turbulens furent jettés dans les cachots. Cette démarche occasionna une agitation générale parmi les Protestans. On cria à la violation de la lettre de Majesté, et le Comte de Thurn, animé par la vengeance et encore plus par sa charge de défenseur, se montra sur-tout empressé d'échauffer les têtes. Il fit convoquer à Prague des députés de tous les cercles du royaume, pour prendre les mesures nécessaires dans ce danger commun. L'on convint d'adresser une supplique à l'Empereur, et d'insister sur la liberté des prisonniers. La réponse de l'Empereur, déjà très-mal accueillie des états, parce qu'ils la reçurent de la main des Gouverneurs, leur reprochoit

leur conduite comme illégale et séditieuse, justifioit par un ordre impérial les événemens de Klostergrab et de Braunau, et renfermoit même quelques passages susceptibles d'être regardés comme menaçans. Le Comte de Thurn ne négligea rien pour augmenter la mauvaise impression que cet écrit impérial produisit sur les états assemblés. Il peignit avec force le danger de tous ceux qui avoient participé à la supplique, et, en leur inspirant autant de frayeur que d'animosité, il sut les entraîner aux résolutions les plus violentes. Un soulèvement immédiat contre l'Empereur eût été une démarche encore trop hasardée; ce n'étoit que par degrés qu'il les menoit à ce but désormais inévitable pour eux. Il jugea à propos de diriger d'abord leur mécontentement contre les conseillers de l'Empereur, et sema en conséquence le bruit, que l'écrit impérial avoit été rédigé au gouvernement de Prague, et seulement signé à Vienne. Parmi les gouverneurs impériaux, le Président de la chambre, Slawata, et le Baron de Martinitz nommé Bourgrave à la place de Thurn, étoient en butte à la haine universelle. Ces deux personnages avoient déjà suffisamment prouvé aux Protestans leurs sentimens d'inimitié; en refusant seuls d'assister à la séance où la lettre de Majesté fut insérée parmi les statuts de Bohême. Dès-lors on les menaça de

les rendre responsables de toute atteinte qui pourroit être portée dans la suite à la lettre de Majesté; et depuis cette époque, tout ce qui arriva de fâcheux aux Protestans fut mis, non sans raison, sur leur compte. C'étoient, de tous les propriétaires catholiques, ceux qui traitoient avec le plus de dureté leurs sujets protestans. On les accusoit de lancer des chiens après eux pour les envoyer à la messe (1), et d'employer le refus du baptême, du mariage et de la sépulture, pour les ramener au catholicisme. Il ne fut pas difficile d'enflammer le courroux de la nation contre deux chefs aussi détestés, et on les désigna pour victimes du mécontentement général.

Le 23 mai 1618, les députés parurent armés au château royal, accompagnés d'une suite nombreuse, et pénétrèrent brusquement dans la salle où les Gouverneurs Sternberg, Martinitz, Lobkowitz et Slawata étoient assemblés. Ils exigèrent d'un ton menaçant, que chacun d'eux déclarât s'il avoit eu part à l'écrit impérial, et s'il y avoit donné sa voix. Sternberg les reçut avec modération; Martinitz et Slawata répondirent avec une fierté qui décida de leur sort. On conduisit par le bras, hors de la salle, Stern-

(1) Ce qui prouve combien l'esprit de parti est inventif dans ses accusations.

berg et Lobkowitz, moins haïs et plus redoutés; alors Slawata et Martinitz furent saisis, traînés auprès d'une fenêtre et précipités de quatre-vingt pieds d'élévation dans les fossés du château (1).

Il n'étoit pas à présumer que l'on se fût beaucoup avancé par cette exécution dans les bonnes graces de l'Empereur; mais c'étoit là aussi que le Comte de Thurn avoit voulu amener les états. S'ils s'étoient permis de pareilles violences dans la crainte d'un péril incertain, l'assurance de la punition, le besoin de sûreté, ne pouvoient que les entraîner encore plus avant. Par cette manière brutale de se faire justice soi-même, on avoit rendu l'irrésolution dangereuse et le repentir inutile; un seul crime parut alors ne pouvoir être sauvé que par une suite de violences. Le crime étoit commis, il falloit donc s'occuper de désarmer la force destinée à le punir. Trente directeurs furent nommés pour continuer juridiquement la révolte. On se saisit de toutes les affaires du gouvernement, de tous les revenus de la cou-

(1) On y jetta après eux le secrétaire Fabricius leur créature la plus dévouée, et un amas de fumier sur lequel ils tombèrent les garantit de toute blessure. Ce fut la seule chose qui surprit les Bohémiens; ils crurent justifier cette manière étrange de procéder, en la citant comme un usage de leur pays.

ronne, on reçut le serment de tous les Officiers royaux et des troupes, et l'on somma, par une proclamation, toute la nation bohémienne de défendre la cause commune. Les Jésuites, que la haine générale accusoit de l'ancienne oppression, furent bannis du royaume, et les états crurent nécessaire de justifier, dans un manifeste particulier, la dureté de cette résolution. Toutes ces démarches avoient pour but le maintien de la puissance royale et des loix : langage de tous les rebelles jusqu'à ce que la fortune se soit déclarée pour eux.

L'agitation que causa à la cour impériale la nouvelle de cette révolte en Bohême, ne fut pas à beaucoup près aussi vive que sembloit le mériter un pareil événement. L'Empereur Matthias n'étoit plus cet esprit déterminé, qui avoit autrefois précipité de trois trônes son Seigneur et Roi, après avoir été le chercher au milieu de son peuple. Le courage et la confiance qui l'avoient animé dans une usurpation, l'abandonnèrent dans une défense légitime. Les rebelles de Bohême s'étoient armés les premiers, et la nature des choses demandoit qu'il en fît autant. Mais il ne pouvoit pas se flatter de donner à la guerre les frontières de Bohême pour limites. Dans tous les pays de sa domination, une sympathie effrayante unissoit les Protestans. Le danger commun de la reli-

gion pouvoit en former sur-le-champ une république formidable. Qu'avoit-il à opposer à un pareil ennemi, si ses sujets protestans l'abandonnoient? Les deux partis n'alloient-ils pas s'épuiser dans une guerre aussi désastreuse? Tout n'étoit-il pas perdu, s'il succomboit, et ne ruinoit-il pas uniquement ses propres sujets, s'il étoit vainqueur?

De pareilles considérations disposèrent Matthias et ses conseils à la douceur et à la paix, mais d'autres prétendirent trouver les causes du mal dans cette douceur même. L'Archiduc Ferdinand de Gratz félicita au contraire l'Empereur d'un événement qui alloit justifier aux yeux de l'Europe entière toute violence envers les Protestans de Bohême. « L'insubordination, » lui dit-il, la révolte, la licence ont toujours » donné la main au protestantisme. Toutes les » libertés accordées aux Etats par vous-même » et votre prédécesseur n'ont fait qu'accroître » leurs prétentions. Tous les pas des hérétiques » sont dirigés contre la puissance souveraine, » et c'est en la bravant par degrés, qu'ils sont » enfin parvenus à cette dernière attaque; bien- » tôt ils porteront les mains sur la personne de » l'Empereur, la dernière qui reste encore à leurs » outrages. Tous les maux éprouvés jusqu'ici de » leur part sont une juste punition du ciel pour » le ménagement qu'on a gardé à l'égard de ses

» ennemis les plus pervers. Leur dernière sédi-
» tion est un coup visible de la Providence,
» pour combler la mesure de leurs crimes, et
» épuiser la patience du gouvernement. Dans
» les armes seules on trouvera des ressources
» contre un pareil ennemi; sur les débris seuls
» de ses privilèges dangereux, la soumission et
» la tranquillité; dans la destruction totale de
» cette secte, sûreté pour la religion catholique.
» L'issue de la guerre, à la vérité, est incer-
» taine, mais la perte de l'Empereur est assu-
» rée, si on ne l'entreprend pas. Les biens
» confisqués sur les rebelles dédommageront
» amplement des dépenses que l'on aura faites,
» et l'effroi des exécutions apprendra aux autres
» Etats qu'ils doivent obéir ».

Cependant les Bohémiens avoient pris les armes, et l'Empereur ne pouvoit leur offrir la paix que les armes à la main. L'Espagne subvint aux frais des préparatifs, et promit d'envoyer des troupes d'Italie et des Pays-Bas. On nomma généralissime le Brabançon Comte de Boucquoi, parce qu'on ne pouvoit se fier à aucun naturel du pays; un autre étranger, le Comte de Dampierre, commandoit sous ses ordres. Avant de mettre cette armée en mouvement, Matthias tenta encore par un manifeste les voies de la douceur. Il déclara aux Bohémiens « que la lettre de Majesté étoit

» sacrée pour lui; qu'il n'avoit jamais rien ré-
» solu contre leur religion et leurs privilèges;
» que son armement étoit nécessité par le leur,
» et qu'enfin aussitôt que la nation poseroit les
» armes, il congédieroit son armée ». Mais cette lettre, pleine de clémence, manqua son but, parce que les chefs de la révolte jugèrent à propos de cacher au peuple la bonne volonté de l'Empereur. Au lieu de la lui faire connoître, ils répandirent dans des feuilles semées à profusion, les bruits les plus calomnieux, osèrent en imposer jusques dans les chaires, et effrayèrent le peuple, en lui annonçant des Saint-Barthelemi qui n'existoient que dans leurs têtes. La Bohême entière prit part à la révolte, excepté les trois villes de Budweiss, Krummau et Pilsen. Ces trois villes, en grande partie catholiques, eurent seules le courage de rester fidelles. Mais le Comte de Thurn devoit nécessairement sentir tout le danger de laisser entre les mains de l'ennemi trois places d'autant plus importantes, qu'elles ouvroient aux armes de l'Empereur l'entrée du royaume. Aussi actif que déterminé, il parut tout-à-coup devant Budweiss et Krummau, espérant que l'épouvante lui soumettroit ces deux places. Krummau se rendit, mais Budweiss repoussa constamment toutes ses attaques.

Alors l'Empereur commença à montrer un

peu plus de vigueur et d'activité. Boucquoi et Dampierre tombèrent avec leurs deux armées sur le territoire de Bohême, où ils entrèrent en ennemis. Mais ils trouvèrent le chemin de Prague plus difficile qu'ils ne s'y étoient attendus. Tous les passages, tous les postes un peu tenables ne purent être enlevés que l'épée à la main; et la résistance augmentoit à chaque pas, parce que les désordres commis par leurs troupes, la plupart wallonnes et hongroises, entraînoient les amis à la défection, et réduisoient les ennemis au désespoir. Cependant, tandis que les troupes pénétroient en Bohême, l'Empereur continuoit de montrer la paix aux états et de faire des démarches pour un accommodement. Une nouvelle perspective qui s'ouvrit pour les rebelles, éleva encore leur courage. Les états de Moravie se rangèrent de leur parti, et il leur arriva d'Allemagne, dans la personne du Comte de Mansfeld, un défenseur aussi brave qu'inattendu.

Les Chefs de l'union évangélique n'avoient pas été spectateurs oisifs des mouvemens de la Bohême. On y combattoit contre le même ennemi pour la même cause, et le sort des Bohémiens devoit être celui de tous les membres de l'alliance. Ils représentèrent donc à ceux-ci la cause de cette nation comme la plus sacrée pour l'union germanique. Fidèles à ce principe,

ils soutinrent le courage des rebelles par des promesses de secours, et un hasard heureux les mit, contre toute attente, à même de les remplir.

Le Comte Pierre Ernest de Mansfeld, fils d'Ernest de Mansfeld, Officier autrichien plein de mérite, qui avoit commandé avec distinction les armées espagnoles dans les Pays-Bas, fut un instrument d'humiliation pour la maison d'Autriche en Allemagne. Il avoit consacré lui-même ses premières campagnes au service de cette maison, et combattu sous les étendards de l'Archiduc Léopold, contre la religion protestante et la liberté germanique. Gagné insensiblement par les principes de cette religion, ou plutôt séduit par la licence en faveur de laquelle elle pouvoit lui prêter son nom, il abandonna un chef intéressé qui lui refusoit des dédommagemens pour les dépenses faites à son service, et consacra à l'Union évangélique son zèle et une épée victorieuse. A la même époque, le Duc de Savoie, engagé dans une guerre contre l'Espagne, réclama les secours de l'Union dont il étoit l'allié. Celle-ci lui céda sa nouvelle conquête, et Mansfeld fut chargé de lever, pour le service et aux frais du Duc, une armée de quatre mille hommes en Allemagne. Cette armée étoit prête à marcher lorsque la guerre s'alluma en Bohême, et le Duc qui se trouva n'avoir plus besoin de ren-

forts la laissa à la disposition de l'Union protestante. Celle-ci ne pouvoit rien saisir avec plus d'empressement que l'occasion de servir ses alliés de Bohême aux dépens de l'étranger. Le Comte de Mansfeld reçut aussitôt ordre de conduire les quatre mille hommes dans ce royaume, et une solde supposée de la Bohême dut cacher aux yeux du public les véritables auteurs de cet armement.

Mansfeld parut alors en Bohême, où il s'établit par la prise de Pilsen. Les Etats de Silésie envoyèrent aussi des secours aux rebelles. Cependant il n'y eut entre ces troupes et celles de l'Empereur que des affaires peu décisives, mais d'autant plus meurtrières, préludes d'une guerre plus sérieuse. Afin de rallentir l'activité des Impériaux, on négocia avec la cour, et l'on accepta même la médiation qu'offrit sur ces entrefaites l'Electeur de Saxe. Mais, avant que l'issue pût prouver la mauvaise foi qui dirigeoit de pareilles négociations, la mort surprit l'Empereur au milieu de ces embarras.

Matthias avoit provoqué l'attente du monde en détronant son prédécesseur; qu'avoit-il fait maintenant pour la justifier? Falloit-il acquérir par un crime le trône de Rodolphe, pour l'occuper aussi mal, et l'abandonner avec aussi peu de gloire! Tant que Matthias

fut Roi, il subit la peine de l'imprudence qui l'avoit mis sur le trône. Quelques années avant de porter sa couronne, il en avoit perdu toutes les libertés. Ce que les états, en étendant leur puissance, lui avoient abandonné de pouvoir effectif, il le laissa honteusement entraver par ses propres parens. Malade et sans postérité, il vit l'attention du monde dirigée d'avance vers un successeur orgueilleux, qui, dans son impatience, anticipoit sur sa destinée, et déjà ouvroit son règne sous celui du vieillard prêt à mourir.

On pouvoit regarder la Ligne régnante de la maison d'Autriche en Allemagne, comme éteinte avec Matthias; car, de tous les enfans mâles de Maximilien, il n'existoit plus que le Duc Albert dans les Pays-Bas. Foible et sans enfans, il avoit cédé à la Ligne de Gratz ses droits légitimes sur cette succession. La maison d'Espagne, par un traité secret, avoit aussi renoncé à toutes ses prétentions sur les pays autrichiens, en faveur de l'Archiduc Ferdinand de Styrie. C'est en lui que la souche de la maison de Habsbourg devoit voir naître de nouveaux rejettons, et que devoit revivre l'ancienne grandeur de l'Autrichien.

Ferdinand eut pour père Charles, Archiduc de Carniole, de Carinthie et de Styrie, frère puîné de l'Empereur Maximilien II, et pour mère,

mère, une Princesse bavaroise. Comme il perdit son père dans sa douzième année, l'Archiduchesse confia le soin de son éducation à Guillaume, Duc de Bavière, frère de cette Princesse, et il fut élevé et instruit par les Jésuites, sous les yeux du Duc, à l'université d'Ingolstadt. On peut aisément concevoir quels principes il dut puiser dans la société habituelle d'un Prince, qui, par dévotion, se déroboit aux affaires du gouvernement. Les Jésuites lui montroient, d'un côté, l'indulgence des Maximiliens envers les partisans de la nouvelle doctrine et les troubles de leurs pays; de l'autre, les bénédictions du ciel, répandues sur la Bavière, et le zèle inébranlable de ses Souverains pour l'ancienne religion. On le laissa choisir entre ces deux modèles.

Préparé, dans cette école, à devenir le valeureux défenseur, et l'instrument le plus actif de l'Eglise, il abandonna la Bavière après un séjour de cinq ans, pour aller prendre le gouvernement de ses pays héréditaires. Les états de Carniole, de Karinthie et de Styrie demandèrent, avant la prestation du serment de fidélité, que l'on confirmât leur liberté de religion; mais ils reçurent pour réponse que la liberté de religion n'avoit rien de commun avec le serment. Il fut donc exigé sans restriction et prêté de même. Plusieurs années s'écoulèrent encore

jusqu'au moment où l'on crut pouvoir enfin exécuter l'entreprise, dont le plan avoit été formé à Ingolstadt. Ferdinand, après en avoir pris la résolution irrévocable, voulut, avant de paroître sur la scène, aller, en personne, aux pieds de Clément VIII, demander la bénédiction du Pontife.

Il ne s'agissoit aussi de rien moins que de chasser le protestantisme d'un district où il avoit, de son côté, la supériorité du nombre, en même temps qu'il y étoit devenu légitime par un acte formel de tolérance, que le père de Ferdinand avoit accordé aux Chevaliers et aux Barons du pays. Un consentement aussi solemnel ne pouvoit être retiré sans danger, mais l'exemple des autres Etats de l'Empire, tant catholiques que protestans, qui avoient exercé dans leurs pays le droit de réforme, comme droit régalien, les abus, que les états de Styrie avoient faits de leur liberté de religion, devoient servir à justifier cette mesure de violence. Appuyé d'une loi positive, absurde, on crut pouvoir se jouer, sans pudeur, des loix de la raison et de l'équité. Au surplus, Ferdinand montra, dans cette entreprise injuste, un courage admirable, et une persévérance digne d'éloges. Sans ivresse, on peut dire sans cruauté, il interdit successivement dans toutes les villes, le culte protestant, et quelques années suffirent pour achever cet ou-

vrage périlleux, à l'étonnement de toute l'Allemagne.

Mais, tandis que les Catholiques admiroient dans Ferdinand le héros et le chevalier de leur Eglise, les Religionnaires, le regardant comme leur ennemi le plus dangereux, commencèrent à se mettre en défense. Néanmoins, lorsque Matthias voulut lui faire passer sa succession, il éprouva peu de résistance dans les états électifs d'Autriche, et les Bohémiens même, en le couronnant comme leur futur Roi, se montrèrent très-modérés dans leurs conditions. Ce ne fut que plus tard, lorsqu'ils s'apperçurent de l'influence pernicieuse de ses conseils sur l'administration de l'Empereur, que leurs inquiétudes s'éveillèrent. Différens projets écrits par lui-même, que l'on fit, à mauvaise intention, tomber entre leurs mains, et qui ne trahissoient que trop ses sentimens, portèrent leurs craintes au dernier degré. Ils furent sur-tout indignés d'un pacte secret avec l'Espagne, par lequel Ferdinand engageoit à cette couronne le royaume de Bohême, au défaut d'héritiers mâles, sans avoir entendu auparavant la nation, et sans égard pour le droit auquel elle prétendoit, d'élire ses Souverains. Les ennemis nombreux que ce Prince s'étoit faits par sa réforme en Styrie, lui rendirent les plus mauvais services auprès des Bohémiens. Quelques émigrés de Styrie

principalement, qui s'étoient réfugiés en Bohême, et avoient apporté dans leur nouvelle patrie un cœur altéré de vengeance, se distinguèrent par leur empressement à attiser le feu de la révolte. Ce fut dans des dispositions aussi défavorables, que le Roi Ferdinand trouva la nation bohêmienne, lorsque l'Empereur matthias lui fit place.

Une pareille mésintelligence entre la nation et le Prince qui aspiroit au trône, auroit fait naître des orages dans les temps de la succession la plus tranquille; à plus forte raison, au milieu du feu de la révolte, alors que la nation avoit repris sa majesté, qu'elle étoit rentrée en possession de ses droits naturels, alors qu'elle avoit les armes à la main, que le sentiment de son union doubloit ses forces, que les plus heureux succès, des promesses de secours et de folles espérances, élevoient son courage jusqu'à la confiance la plus absolue. Oubliant le droit dont Ferdinand avoit été investi par eux, les états déclarèrent leur trône vacant, et leur élection comme non avenue. Il n'y avoit aucune apparence de soumission, et si Ferdinand vouloit se voir en possession de la couronne de Bohême, il avoit le choix, ou de l'acheter par le sacrifice de tout ce qu'une couronne a d'attrayant, ou de la conquérir l'épée à la main.

Mais avec quels moyens la conquérir? De quelque côté qu'il jettât les yeux, l'embrâsement étoit général. La Silésie avoit

été entraînée dans l'insurrection de Bohême, la Moravie étoit sur le point de suivre cet exemple; dans la haute et basse Autriche, l'esprit de liberté s'agitoit comme sous le règne de Rodolphe, et aucuns des états provinciaux ne vouloient prêter le serment. Le Prince Bethlen Gabor de Transylvanie menaçoit la Hongrie d'une irruption; un armement secret des Turcs effrayoit toutes les provinces de l'orient; et, pour achever sa détresse, il fallut que les Protestans, éveillés par l'exemple général, commençassent aussi à lever la tête dans ses pays héréditaires. Ils y avoient la supériorité du nombre, et dans la plupart de ces pays, ils étoient en possession des deniers avec lesquels Ferdinand devoit soutenir les frais de la guerre. Les sujets neutres commencèrent à balancer, les fidèles à désespérer, les mal-intentionnés avoient seuls du courage. La moitié de l'Allemagne encourageoit les rebelles, l'autre attendoit tranquillement le coup décisif; les secours d'Espagne étoient encore dans des pays éloignés. Le moment qui lui donnoit tout, alloit tout lui ravir; à son dernier pas vers la grandeur et la fortune, il sembloit que la liberté outragée le menaçât de son génie vengeur.

Tout ce que la loi sévère de la nécessité le force alors d'offrir aux rebelles de Bohême, tout accommodement est rejetté avec dédain. Déjà le Comte de Thurn se montre en

Moravie à la tête d'une armée, pour entraîner la résolution de cette province, seule encore chancelante. Cette apparition de leurs amis donne aux Moraves protestans le signal de la révolte. Brunn est emporté, le reste du pays prend volontairement le parti du vainqueur, on change, dans la province entière, la Religion et le Gouvernement. Le torrent des rebelles, qui grossit dans sa course, se précipite sur l'Autriche supérieure, où un parti, formé de leurs adhérens, les reçoit avec transport. « Aucune différence de » religion à l'avenir; les mêmes droits pour » toutes les Eglises chrétiennes! On dit que des » troupes étrangères sont levées dans le pays, » pour opprimer les Bohêmiens; qu'on les » cherche, et qu'on poursuive, jusqu'à Jéru- » salem, l'ennemi de la liberté! » Tel est le cri général; pas un seul bras ne s'arme en faveur de l'Archiduc. Enfin les rebelles campent devant Vienne, pour y assiéger leur maître.

Après avoir pourvu à la sûreté de ses enfans, en les envoyant dans le Tyrol, Ferdinand attendit lui-même les rebelles dans sa capitale. Il n'avoit, contre cette multitude furieuse, qu'une poignée de soldats; encore ne montroient-ils aucune bonne volonté, parce qu'ils manquoient d'argent et même de pain. On se trouvoit sans préparatifs de défense pour soutenir un siège de longue durée; le parti des Protestans, prêt à se

joindre aux Bohêmiens, avoit la prépondérance dans la ville, ceux de la campagne rassembloient déjà des troupes contre Ferdinand. Déjà la populace religionnaire croyoit voir l'Archiduc enfermé dans un cloître, ses états partagés, et ses enfans élevés dans la religion protestante. Livré à des ennemis secrets, assailli par une force ouverte, il voyoit s'ouvrir à chaque instant l'abîme qui alloit l'ensevelir avec toutes ses espérances. Les boulets des Bohêmiens voloient dans le palais impérial. Seize Barons autrichiens se précipitent dans son appartement, l'accablent de reproches, de menaces, et veulent le forcer de consentir à une confédération avec les Bohêmiens. L'un d'eux le saisit par le bouton de son pourpoint : « Ferdinand, lui dit-il, écumant de colère, » signeras-tu ? »

A qui n'eût-on pas pardonné de chanceler dans cette position affreuse ? Ferdinand songeoit à devenir Empereur. Il ne paroissoit lui rester d'autre ressource que de fuir ou de céder. Mais s'il abandonnoit la place, il tomboit entre les mains de l'ennemi; avec Vienne, l'Autriche étoit perdue, avec l'Autriche, le trône impérial. Ferdinand n'abandonna pas sa capitale, de même qu'il ne voulut entendre à aucun accommodement; et sa fermeté fut couronnée du succès.

L'Archiduc étoit encore en pourparlers avec les Barons, lorsque le son des trompettes re-

tentit tout-à-coup sur la place du château. La crainte et l'étonnement se succèdent dans l'assemblée, un bruit effrayant parcourt le Palais, chaque député disparoît successivement. La noblesse et la bourgeoisie fuyent en grand nombre dans le camp de Thurn. Ce changement subit fut opéré par des cuirassiers de Dampierre, qui parurent dans la capitale, pour défendre l'Archiduc. Ils furent bientôt suivis d'infanterie. A la vue de ce renfort, beaucoup de bourgeois catholiques, les étudians même prennent les armes. Une nouvelle, qui arriva en même temps de Bohême, acheva de sauver Ferdinand. Le général brabançon Boucquoi avoit défait totalement le Comte de Mansfeld près de Budweiss, et marchoit sur Prague. Les Bohêmiens se hâtèrent de plier leurs tentes, pour aller au secours de leur capitale.

L'ennemi évacua donc tous les passages qu'il avoit occupés dans l'intention de fermer à l'Archiduc le chemin de Francfort, où alloit se faire l'élection de l'Empereur. Si le Roi de Hongrie trouvoit important, pour l'ensemble de ses projets, de monter sur le trône des Allemands, sa nomination étoit alors d'autant plus intéressante, qu'elle fournissoit le témoignage le moins suspect et le plus décisif de la dignité de sa personne et de la justice de sa cause, en même temps qu'elle lui faisoit espérer des secours de

l'Empire. Mais la cabale qui le poursuivoit dans ses pays héréditaires ne travailla pas avec moins d'activité contre lui, à l'élection de l'Empereur. Aucun Prince autrichien ne devoit monter, à l'avenir, sur le trône d'Allemagne; mais surtout Ferdinand, le persécuteur décidé de la Religion protestante, l'esclave de l'Espagne et des Jésuites. Pour s'y opposer, on avoit, du vivant de Matthias, offert la couronne impériale au duc de Bavière, et, d'après son refus, au Duc de Savoye. Comme il ne fut pas si facile de s'entendre sur les conditions avec ce dernier, on chercha du moins à retarder l'élection, jusqu'à ce qu'un coup décisif, en Bohême ou en Autriche, eût fait disparoître toutes les espérances de Ferdinand, et l'eût rendu inhabile à posséder cette dignité. Les membres de l'Union ne négligèrent rien pour prévenir contre lui l'Electeur de Saxe, qui étoit enchaîné aux intérêts de la maison d'Autriche. Ils représentèrent à cette cour tous les dangers, dont les principes de Ferdinand et ses liaisons espagnoles menaçoient la Religion protestante, ainsi que la constitution de l'Empire; ils ajoutèrent que, par l'élévation de Ferdinand au Trône impérial, les affaires particulières de ce Prince devenoient celles de l'Allemagne, qui alloit attirer contre elle les armes des Bohêmiens. Mais, malgré tous leurs efforts, le jour de l'élection fut fixé;

Ferdinand y fut appelé comme Roi légitime de Bohême, et sa voix d'électeur reconnue valable, quoique les états de ce Royaume y missent la plus vive opposition. Les trois Electeurs ecclésiastiques lui donnèrent leurs voix, celle de Saxe aussi lui fut favorable, celle de Brandebourg ne fut pas contraire, et une majorité décisive le déclara Empereur en 1619. Ainsi, il vit reposer sur sa tête la plus douteuse de ses couronnes, pour perdre, peu de jours après, celle qu'il comptoit parmi ses possessions assurées. Tandis qu'on le nommoit Empereur à Francfort, on le précipitoit du trône de Bohême.

Sur ces entrefaites, presque tous ses états héréditaires d'Allemagne avoient accédé à une confédération formidable avec les Bohêmiens, dont l'audace, après cet événement, ne connut plus de bornes. Le 17 août 1619, ils déclarèrent l'Empereur déchu de tous ses droits à leur couronne, comme ennemi de la Religion et de la liberté des Bohêmiens; ils l'accusèrent d'avoir, par ses conseils perfides, excité le dernier Roi contre eux, d'avoir fourni des troupes pour leur oppression, rendu leur pays la proie des étrangers, et enfin, au mépris de la majesté du peuple, engagé le Royaume aux Espagnols dans un traité secret. Aussitôt ils procédèrent au choix d'un nouveau Souverain, pour confirmer leur droit

d'élection. Comme c'étoit à des Protestans qu'appartenoit cette décision, le choix pouvoit difficilement tomber sur un Prince catholique; pour la forme, cependant, peut-être pour avoir deux ennemis de moins, quelques voix se firent entendre en faveur de la Bavière et de la Savoie. Mais la haine violente, qui régnoit entre les Evangéliques et les Réformés, fit naître de longues difficultés pour l'élection même d'un Roi protestant; enfin la finesse et l'activité des Calvinistes triomphèrent des Luthériens, malgré la supériorité de leur nombre.

De tous les Princes qui furent proposés pour cette dignité, l'Electeur Palatin, Frédéric V, s'étoit acquis les droits les plus fondés à la confiance et à la reconnoissance des Bohêmiens. Parmi tous les autres, il n'y en avoit aucun auprès de qui l'intérêt particulier de certains membres, et l'attachement du peuple entier parussent justifiés par autant de raisons d'état. Frédéric V avoit l'esprit vif et ouvert, un bon cœur et la générosité d'un Roi. Il étoit le premier personnage des Réformés en Allemagne; comme chef de l'Union, il disposoit de ses forces; il étoit proche parent du Duc de Bavière, dont il alloit peut-être rendre le voisinage moins dangereux pour le Royaume; gendre du Roi d'Angleterre, qui pouvoit lui prêter de puissans secours. Le parti calviniste fit valoir tous

ces avantages avec le plus grand succès, et les états du Royaume, assemblés à Prague, élurent pour Roi Frédéric V au milieu des prières et des larmes de joie.

Tout ce qui arriva à la diète de Prague étoit un coup trop préparé, et Frédéric lui-même avoit été trop actif pendant tout l'événement, pour que l'offre des Bohêmiens eût dû le surprendre. Néanmoins, il fut effrayé de l'éclat de cette couronne, et sa foiblesse trembla à la vue de la double grandeur du crime et de la fortune.

Comme toutes les ames foibles, il eut recours au jugement des étrangers, pour s'affermir dans sa résolution, mais ce jugement ne pouvoit rien sur lui, s'il contrarioit ses desirs. Les Electeurs de Saxe et de Bavière, à qui il demanda conseil, les autres Electeurs, tous ceux qui mesuroient la grandeur de cette entreprise avec celle de ses facultés et de ses forces, l'avertirent de l'abîme où il se précipitoit. L'opinion du Roi Jacques d'Angleterre lui-même fut qu'il aimoit mieux voir enlever une couronne à son gendre, que de l'aider à violer la *sacrée Majesté* des Rois, par un exemple aussi pernicieux. Mais que pouvoit la voix de la prudence contre la force de la passion et de l'honneur? Dans le moment où une nation libre témoigne le plus d'énergie, où elle repousse loin d'elle le rejetton sacré

d'une famille régnante depuis deux cents ans, cette nation, se fiant sur le courage d'un nouveau Monarque, se jette dans ses bras, elle le choisit pour son guide dans la carrière périlleuse de la liberté et de la gloire; défenseur naturel d'une religion opprimée, cette religion attend de lui son appui et son refuge. Doit-il lâchement avouer ses craintes, et trahir la Relihion et la liberté ? Cette nation lui montroit en même temps la supériorité de ses forces, et la foiblesse de ses ennemis, les deux tiers de la puissance autrichienne, armés contre l'Autrichien, et un allié belliqueux en Transylvanie, prêt à diviser, par une attaque, les foibles restes de cette puissance. De pareils motifs ne devoient-ils pas éveiller son ambition, de pareilles espérances ne devoient-elles pas enflammer son courage ?

Quelques momens d'une réflexion tranquille auroient suffi pour lui prouver la témérité de l'entreprise, et le peu de valeur de la récompense; mais cette récompense parloit à ses sens, les conseils ne parloient qu'à sa raison. Pour son malheur, les voix qui, placées auprès de lui, étoient plus à même de se faire entendre, prirent le parti qui flattoit ses desirs. Cet agrandissement dans la puissance de leur maître, ouvroit, pour tous les officiers palatins, un vaste champ à l'ambition et à la cupidité. Le

triomphe de sa Religion ne pouvoit qu'échauffer tous les fanatiques sectateurs de Calvin. Comment une tête aussi foible auroit-elle résisté aux flatteuses illusions de ses conseils, qui exagéroient autant ses ressources et ses forces, qu'ils rabaissoient la puissance de l'ennemi? aux sollicitations des prédicateurs de sa cour, qui lui annonçoient les inspirations de leur zèle fanatique, comme la volonté du ciel? Des rêveries astrologiques remplissoient sa tête d'espérances et de chimères; enfin la séduction même vint l'assaillir par la bouche irrésistible de l'amour. « Pouvois-tu, lui disoit l'Electrice, » oser accepter la main d'une fille de Roi, et » trembler devant une couronne que l'on t'ap» porte volontairement? J'aime mieux manger » du pain, si tu es Roi, que vivre dans la dé» licatesse à la table d'un Electeur ».

Frédéric consentit à monter sur le trône de Bohême. Le couronnement se fit à Prague avec une pompe sans exemple. La nation étala toutes ses richesses pour honorer son ouvrage. La Silésie et la Moravie, pays annexés à la Bohême, suivirent son exemple et prêtèrent le serment de fidélité. La Réforme régna dans toutes les Eglises du Royaume; les cris d'allégresse retentirent de toutes parts, et l'amour pour le nouveau Souverain alla jusqu'à l'adoration. Le Dannemark et la Suède, la Hollande, Venise

et plusieurs Etats d'Allemagne le reconnurent pour Roi légitime, et Frédéric s'occupa d'affermir le trône où il venait de monter.

Ses plus grandes espérances reposoient sur le Prince Bethlen Gabor de Transylvanie. Cet ennemi redoutable de l'Autrichien et de l'Eglise catholique, non content d'une souveraineté qu'il avoit arrachée par le secours des Turcs à Gabriel Bathori, son Souverain légitime, saisit avec avidité cette occasion de s'agrandir aux dépends des Princes autrichiens, qui avoient refusé de le reconnoître comme Souverain de la Transylvanie. Une attaque sur la Hongrie et l'Autriche fut résolue avec les rebelles de Bohême, et l'on convint que les deux armées se réuniroient aux portes de la capitale. Cependant Bethlen Gabor cache, sous le masque de l'amitié, le véritable but de ses préparatifs; il promet artificieusement à l'Empereur d'attirer les Bohémiens dans le piège, en feignant de leur prêter des secours, et s'engage à lui livrer vivans tous les Chefs. Mais soudain il paroît dans la Haute-Hongrie, répand l'effroi par tout le royaume, ne laisse derrière lui que désolation; enfin il achève sa conquête et reçoit à Presbourg la couronne hongroise. Le frère de l'Empereur, Gouverneur de Vienne, tremblant pour cette capitale, appelle en toute hâte l'armée du général Bouc-

quoi à son secours, et la retraite des Impériaux attire pour la seconde fois les Bohémiens devant les murs de Vienne. Renforcés de douze mille Transylvains, réunis bientôt après à l'armée victorieuse de Bethlen Gabor, ils menacent encore de soumettre cette capitale. Tout est ravagé autour de Vienne, le Danube fermé, les communications sont interceptées, les horreurs de la famine commencent à se faire sentir. Ferdinand, que la grandeur du péril a ramené précipitamment dans sa capitale, se voit pour la seconde fois à la veille de succomber. Enfin la disette, la rigueur de la saison forcent les Bohémiens à se retirer chez eux; un revers en Hongrie y rappelle Bethlen Gabor, et la fortune sauve l'Empereur pour la seconde fois.

Dans l'espace le plus court tout changea de face. Ferdinand, par sa politique et son activité, répara ses affaires autant que Frédéric ruina les siennes par sa négligence et ses fausses mesures. Les Etats de la Basse-Autriche obtinrent la confirmation de leurs privilèges et prêtèrent le serment de fidélité; quelques membres qui refusèrent de comparoître, furent déclarés criminels de lèze-Majesté et de haute trahison. L'Empereur se trouva donc encore une fois établi dans un de ses pays héréditaires, et aussitôt tout fut mis en mouvement pour

pour s'assurer de secours étrangers. Déjà à Francfort il avoit réussi, par ses représentations, à mettre les trois Electeurs ecclésiastiques dans ses intérêts, de même qu'à Munich le Duc Maximilien de Bavière. L'issue de la guerre de Bohême, le sort de Frédéric et de l'Empereur, dépendoient en entier de la part que l'Union et la Ligue prendroient à cette guerre. Il paroissoit important à toute l'Allemagne protestante de soutenir le Roi de Bohême; l'intérêt de la religion catholique exigeoit que l'on prévînt la chûte de l'Empereur. Si les Protestans triomphoient en Bohême, tous les Princes catholiques d'Allemagne devoient trembler pour leurs possessions; s'ils succomboient, l'Empereur pouvoit dicter la loi à l'Allemagne protestante. Ferdinand mit donc la Ligue en mouvement, et Frédéric l'Union. Le lien de la parenté, et un attachement personnel pour l'Empereur son beau-frère avec qui il avoit été élevé à Ingolstadt, le zèle pour la religion catholique qui paroissoit menacée du péril le plus imminent, enfin les mouvemens suspects de l'Union déterminèrent le Duc de Bavière à faire cause commune avec Ferdinand; tous les Princes de la Ligue suivirent son exemple.

Après la conclusion d'un traité par lequel on s'engagea à le dédommager entièrement des

frais de la guerre et des pertes qu'il pourroit essuyer, Maximilien prit avec plein pouvoir le commandement des troupes de la Ligue. Alors on se disposa à marcher au secours de l'Empereur contre les rebelles de Bohême.

Les Chefs de l'Union, au lieu de prévenir cette alliance dangereuse de l'Empereur avec la Ligue, mirent tout en œuvre pour l'accélérer. S'ils portoient la Ligue catholique à prendre une part décidée à la guerre de Bohême, ils pouvoient croire avec vraisemblance que tous les membres et alliés de l'Union feroient aussi ce pas important. Sans une démarche manifeste des Catholiques contre l'Union, on ne pouvoit espérer aucun ensemble de forces entre les Protestans. Ils choisirent donc l'époque critique de la guerre de Bohême pour exiger des Catholiques le redressement de tous les anciens griefs et une pleine garantie en faveur de leur religion. Cette demande, écrite d'un ton menaçant, fut adressée au Duc de Bavière, comme chef des Catholiques, et une réponse positive exigée sur-le-champ. Maximilien pouvoit se déclarer pour ou contre, leur but étoit rempli. En cédant, il enlevoit au parti catholique le plus puissant de ses défenseurs; s'il résistoit, il armoit tout le parti protestant, et rendoit inévitable la guerre où ils espéroient l'emporter. Maximi-

lien, déjà entraîné par tant d'autres motifs dans le parti contraire, reçut cette demande de l'Union comme une déclaration de guerre formelle, et hâta ses préparatifs.

Tandis que la Bavière et la Ligue s'armoient pour l'Empereur, on négocioit des subsides auprès de la cour d'Espagne. L'Ambassadeur impérial à Madrid, le Comte de Khevenhüller, triompha heureusement de toutes les difficultés que les lenteurs du ministère opposèrent à cette demande. Outre l'avance d'un million de florins que l'on sut arracher peu à peu à la cour de Madrid, on convint aussi d'une attaque qui s'exécuteroit des Pays-Bas espagnols sur le Bas-Palatinat.

En même-temps que l'on cherchoit à attirer toutes les Puissances catholiques dans l'alliance, on s'opposoit de toutes ses forces à la contre-alliance des Protestans. Il s'agissoit de rassurer l'Electeur de Saxe et plusieurs Etats évangéliques sur le bruit semé par l'Union, que l'armement de la Ligue avoit pour but de leur reprendre les fondations sécularisées. L'assurance du contraire donnée par écrit, tranquillisa l'Electeur de Saxe. Sa jalousie particulière contre l'Electeur Palatin, les instigations de son prédicateur vendu à l'Autriche, la mortification de s'être vu négligé par les Bohémiens à l'élection de leur Roi, l'avoient en-

traîné d'avance dans le parti de l'Empereur.

Tandis que Ferdinand mettoit tout en œuvre pour améliorer sa mauvaise situation, Frédéric ne négligeoit rien pour perdre les avantages de la sienne. Par une alliance choquante avec le Prince de Transylvanie, l'allié connu de la Porte, il scandalisa les ames foibles, et la voix publique l'accusa de chercher à s'agrandir aux dépens de la chrétienté, ainsi que d'avoir armé les Turcs contre l'Allemagne. Son zèle inconsidéré pour la religion de Calvin irrita contre lui les Luthériens de Bohême; ses entreprises contre les images, les Catholiques de ce royaume. Des impôts oppressifs lui enlevèrent l'amour du peuple; les Grands de Bohême, trompés dans leur attente, ne montrèrent plus le même zèle; l'absence des secours étrangers altéra leur confiance. Au lieu de se consacrer avec une ardeur infatigable à l'administration de son royaume, Frédéric prodigue de son temps, le perdoit dans les fêtes. Au lieu d'augmenter son trésor par une sage économie, il dissipoit les revenus de ses états dans une pompe théâtrale inutile, et en se distinguant par une générosité mal entendue. Indolent et léger, il se contemploit dans sa nouvelle élévation, et ne songeoit qu'à jouir de sa couronne, au lieu de s'occuper du besoin plus pressant de l'affermir sur sa tête.

Si l'on s'étoit trompé dans le choix de sa

personne, Frédéric ne s'abusoit pas moins dans ses espérances de secours. La plupart des membres de l'Union séparèrent les affaires de Bohême de l'objet de leur alliance. Une crainte aveugle de l'Empereur enchaîna d'autres Etats de l'Empire dévoués à Frédéric. Ferdinand avoit gagné à ses intérêts Saxe et Hesse-Darmstad; l'Autriche inférieure, d'où l'on attendoit une puissante diversion, avoit prêté le serment de fidélité à l'Empereur; et Bethlen Gabor venoit de conclure avec lui une suspension d'armes. La cour de Vienne sut endormir le Dannemark par des ambassades, et occuper la Suède au moyen d'une guerre avec la Pologne. La République de Hollande pouvoit à peine se défendre contre les armes espagnoles; Venise et la Savoie demeurèrent dans l'inaction. Le Roi Jacques d'Angleterre se laissa tromper par les ruses de l'Espagne; insensiblement les amis se retirèrent, les espérances disparurent. Tant les choses avoient changé de face dans l'espace de quelques mois!

Cependant les chefs de l'Union rassemblèrent une force militaire; l'Empereur et la Ligue en firent autant. Les forces de la ligue étoient réunies près de Donauwerth sous les drapeaux de Maximilien; le Margrave d'Anspach commandoit auprès d'Ulm celles de l'Union. Le moment décisif paroissoit enfin être arrivé, et

cette longue querelle alloit se terminer par un coup d'éclat, qui devoit fixer irrévocablement les rapports des deux Eglises en Allemagne. Dans les deux partis, l'inquiétude et l'attente étoient portées au même point, lorsqu'on apprit subitement la nouvelle de la paix, et que les armées se séparèrent sans coup férir.

L'intervention de la France avoit opéré cette paix, que les deux partis opposés reçurent avec la même allégressse. Le ministère françois n'étoit plus dirigé par un Henri le Grand, et peut-être aussi la maxime d'état qu'avoit adoptée ce Monarque ne pouvoit plus s'appliquer à la situation actuelle du royaume. Le ministère craignoit bien moins alors l'agrandissement de la maison d'Autriche, que la trop grande puissance des Calvinistes, si la maison palatine réussissoit à se maintenir sur le trône de Bohême. Engagé à cette époque dans une querelle difficile avec ses huguenots, il n'avoit rien tant à cœur que de voir la faction protestante réprimée en Bohême, avant qu'elle pût leur fournir un modèle dangereux. Afin donc de donner sur-le-champ à l'Empereur toute liberté d'agir contre les Bohémiens, il se présenta comme médiateur entre l'Union et la Ligue, et ménagea cette paix inattendue. Le principal article étoit que l'Union renonceroit entièrement à se mêler des affaires de Bohême, et que les secours qu'elle

fourniroit à Frédéric V ne s'étendroient pas au-delà des pays palatins. Le caractère décidé de Maximilien, et la crainte de se voir resserrée entre les troupes de la Ligue et une autre armée impériale qui s'avançoit des Pays-Bas, déterminèrent l'Union à cette paix honteuse.

Toutes les forces de la Bavière et de la Ligue se trouvèrent alors à la disposition de l'Empereur contre les Bohémiens, que le traité d'Ulm abandonnoit à leur propre sort. Avant que la nouvelle de ce traité soit parvenue dans l'Autriche supérieure, Maximilien y paroît tout-à-coup en ennemi, et les états consternés, trop foibles pour résister à une pareille attaque, achètent leur grace de l'Empereur, en prêtant, sur-le-champ et sans restriction, le serment de fidélité. Le Duc se fait joindre dans l'Autriche supérieure par les troupes brabançonnes du Comte de Boucquoi, et cette armée bavaro-impériale, forte de cinquante mille hommes après sa jonction, pénètre sans perdre de temps sur le territoire de Bohême. Elle chasse devant elle tous les escadrons bohémiens répandus dans l'Autriche inférieure et en Moravie. Toutes les villes qui hasardent de faire résistance, sont escaladées; d'autres effrayées par le bruit d'un pareil châtiment ouvrent leurs portes; rien n'arrête la course rapide de Maximilien. L'armée bohémienne, commandée par le brave

Prince Christian d'Anhalt, se retire dans les environs de Prague, et Maximilien lui livre bataille sous les murs de cette capitale.

L'état de foiblesse dans lequel il espéroit surprendre l'armée des rebelles, justifia cette précipitation du Duc, et lui assura la victoire. Frédéric n'avoit pas trente mille hommes ; le Comte d'Anhalt lui en avoit amené huit mille; Bethlen Gabor envoya aussi dix mille Hongrois sous ses drapeaux. Mais une irruption de l'Electeur de Saxe dans la Lusace lui avoit intercepté tous les secours qu'il attendoit de ce pays et de Silésie; la soumission de l'Autriche, tous ceux qu'il s'étoit promis de ce côté; Bethlen Gabor, le plus important de ses alliés, demeura lui-même dans l'inaction. L'Union l'avoit trahi auprès de l'Empereur. Il ne lui restoit que ses Bohémiens, et ceux-ci manquoient de bonne volonté, d'accord et de courage. Les Magnats de Bohême voyoient avec mortification les Généraux allemands commander avant eux, et le Comte de Mansfeld demeura à Pilsen, séparé du quartier-général, afin de ne pas servir sous Anhalt et Hohenlohe. Le soldat manquant de tout, perdit son ardeur et sa confiance; et la mauvaise discipline des troupes occasionna de la part du cultivateur les plaintes les plus amères. Ce fut en vain que Frédéric se montra dans le camp, pour animer le courage des soldats par

sa présence, et exciter par son exemple l'émulation de la noblesse.

Les Bohémiens commençoient à se retrancher sur la montagne blanche, non loin de Prague, lorsqu'ils furent attaqués (le 8 novembre 1620) par l'armée bavaro-impériale réunie. Au commencement du combat, la cavalerie du Prince d'Anhalt remporta quelques avantages, mais la supériorité des forces les fit bientôt disparoître. Les Bavarois et les Wallons chargèrent avec une impétuosité irrésistible; ils enfoncèrent la cavalerie hongroise qui fut la première à tourner le dos; l'infanterie bohémienne suivit son exemple, et les Allemands furent enfin entraînés dans la déroute générale. Dix canons, qui composoient toute l'artillerie de Frédéric, tombèrent entre les mains de l'ennemi. Quatre mille Bohémiens périrent dans la déroute ou le combat; les troupes impériales perdirent à peine quelques centaines d'hommes. En moins d'une heure cette victoire décisive fut remportée. Frédéric dînoit à Prague, tandis que son armée se faisoit massacrer pour lui sous les murs de la ville. Il ne s'étoit vraisemblablement attendu à aucune attaque, puisqu'il avoit commandé un grand couvert pour ce jour là. Une estafette le tira enfin de sa sécurité, et Frédéric vit des remparts de la place toute cette scène d'horreur. Afin de réfléchir

sur le parti qui lui restoit à prendre, il demanda un armistice de vingt-quatre heures ; le Duc ne lui en accorda que huit. Frédéric en profita pour se sauver de la capitale, pendant la nuit, avec son épouse et les principaux Officiers de l'armée. Cette fuite se fit si précipitamment, que le Prince d'Anhalt laissa ses papiers les plus secrets, et Frédéric sa couronne. « Je sais maintenant ce que je suis », disoit ce malheureux Prince aux personnes qui le consoloient, « il est des vertus que le malheur seul » peut nous enseigner, et ce n'est que dans » l'adversité que nous pouvons, nous autres » Princes, apprendre ce que nous sommes ».

Prague n'étoit pas perdu sans ressource, lorsque la foiblesse de Frédéric l'abandonna. Le corps détaché de Mansfeld se trouvoit encore à Pilsen, et n'avoit pas vu la bataille. Bethlen Gabor pouvoit, à chaque instant, commencer les hostilités, et rappeler les forces de l'Empereur vers les frontières de Hongrie. Il étoit possible que les Bohêmiens, quoique battus, reprissent courage, et que les armées ennemies se fondissent par les maladies, la famine et la rigueur de la saison. Une frayeur du moment fit évanouir toutes ces espérances.

Frédéric craignit l'inconstance des Bohêmiens, qui pouvoient aisément céder à la tentation de livrer sa personne à l'Empereur, pour acheter

la paix. Thurn et ses adhérens ne trouvèrent pas moins dangereux d'attendre leur sort dans les murs de Prague. Ils se sauvèrent en Moravie, et cherchèrent, bientôt après, leur salut dans la Transylvanie. Frédéric prit le chemin de Breslaw, où il ne s'arrêta que très-peu de temps, pour trouver ensuite un asile à la cour de Brandebourg et enfin en Hollande.

La bataille de Prague avoit décidé du sort de toute la Bohême. Prague se rendit le lendemain au vainqueur; les autres villes suivirent l'exemple de la capitale. Les Etats prêtèrent le serment sans restriction; les Silésiens et les Moraves en firent autant. Trois mois s'écoulèrent avant que l'Empereur n'ordonnât de recherches sur le passé. Beaucoup de ceux qui avoient pris la fuite, se fiant à cette apparence de modération, reparurent dans la capitale. Mais le même jour, et à la même heure, l'orage éclata. Quarante-huit des plus ardens moteurs de la révolte furent arrêtés et conduits devant une commission extraordinaire, composée de naturels Autrichiens et Bohêmiens. Vingt-sept périrent sur l'échafaud; une quantité innombrable de gens du peuple éprouva le même sort. On somma les absens de comparoître, et aucun n'ayant obéi, ils furent condamnés à mort comme coupables de haute trahison et de lèze-Majesté Impériale, leurs biens confisqués, et leurs noms attachés à

la potence. On saisit aussi les biens de plusieurs rebelles, qui déjà n'existoient plus. Cette tyrannie étoit supportable, parce qu'elle ne tomboit que sur quelques particuliers, et que les dépouilles de l'un enrichissoient l'autre; mais l'oppression, qui pesa indistinctement sur le royaume entier, fut d'autant plus accablante. Tous les ministres protestans furent bannis du pays; les Bohêmiens sur-le-champ, les Allemands un peu plus tard. Ferdinand mit, de sa propre main, la lettre de majesté en pièces, et en brûla le sceau. Sept ans après la bataille de Prague, toute tolérance religieuse pour les Protestans avoit cessé dans le royaume. Mais si l'Empereur se permit de porter atteinte aux privilèges de leur religion, il parut respecter la constitution politique des Bohêmiens; et tandis qu'il leur ôtoit la liberté de penser, il leur laissoit généreusement le droit de se taxer eux-mêmes.

La victoire de la montagne Blanche mit Ferdinand en possession de tous ses états. Elle les lui rendit même avec un pouvoir plus étendu que celui de son prédécesseur, puisque le serment fut prêté sans restriction, et qu'aucune lettre de Majesté ne restreignoit à l'avenir sa puissance suprême. Tous ses justes desirs étoient donc satisfaits, et au-delà même de ses espérances.

Maintenant il pouvoit congédier ses alliés et rappeler ses troupes. La guerre étoit finie, s'il n'étoit que juste ; s'il étoit généreux et juste la punition devoit avoir aussi trouvé son terme. Le sort de toute l'Allemagne étoit en son pouvoir, et le bonheur ou l'infortune de plusieurs millions d'hommes dépendoient de la résolution qu'il alloit prendre. Jamais d'aussi grands intérêts ne reposèrent dans les mains d'un seul homme ; jamais l'aveuglement d'un seul homme ne produisit autant de maux.

LIVRE SECOND.

La résolution que prit alors Ferdinand donna à la guerre une toute autre direction, elle changea son théâtre et ses catastrophes. D'une révolte en Bohême, d'une simple exécution contre des rebelles, on vit naître une guerre qui embrâsa l'Allemagne et bientôt toute l'Europe. Il est donc tems de jeter un coup-d'œil sur cette partie du monde et d'abord sur l'Allemagne.

Quelqu'inégalité qui existât dans le partage du territoire de l'Empire et des privilèges de ses membres entre Catholiques et protestans, chaque parti n'avoit qu'à profiter de ses avantages, se tenir dans une union sagement politique, pour demeurer en état de contrebalancer les forces de son adversaire. Si les Catholiques avoient la supériorité du nombre, s'ils étoient favorisés par la constitution de l'Empire, les Protestans possédoient une ligne non interrompue de pays riches en population; ils avoient des Princes belliqueux, une Noblesse guerrière, des armées nombreuses, des villes impériales opulentes, la domination des mers, et,

en supposant les événemens les plus malheureux, un parti assuré dans les pays des Princes Catholiques. Si l'Espagne et l'Italie s'armoient en faveur des Catholiques, Venise, la Hollande et l'Angleterre ouvroient leurs trésors aux Protestans; ils trouvoient la puissance formidable des Turcs et les Rois du Nord prêts à marcher à leurs secours. Le Brandebourg, la Saxe et le Palatinat opposoient aux trois voix ecclésiastiques, dans le collége des Electeurs, trois voix protestantes respectables; et pour l'électeur de Bohême de même que pour l'Archiduc d'Autriche la dignité d'Empereur n'étoit qu'une entrave, si les Etats protestans de l'Empire savoient profiter de leur importance. L'épée de l'union pouvoit retenir dans l'inaction celle de la ligue, ou balancer du moins le succès des armes. Mais l'intérêt particulier rompit malheureusement ce lien général et politique qui devoit serrer entre eux les membres protestans de l'Empire. Cette grande époque ne trouva sur la scène que des esprits médiocres, et le moment décisif fut perdu, parce que le brave manqua de forces, et que le fort manqua de talens, de courage et de résolution.

Les services de Maurice son aïeul, l'étendue de ses possessions et l'importance de son suffrage, mettoient l'Electeur de Saxe à la tête de l'Allemagne protestante. La résolution qu'il

alloit prendre assuroit la victoire à l'un ou l'autre parti; aussi Jean George sentit tout l'avantage de cette position. Conquête également importante pour l'Empereur et pour l'Union, il évita avec soin de se donner entièrement ni à l'un ni à l'autre; il ne voulut pas, par une déclaration irrévocable, s'abandonner à la reconnoissance de l'Empereur, ou renoncer aux avantages que l'on pouvoit retirer des craintes de ce Monarque. Exempt du vertige chevaleresque ou du zèle religieux qui entraînoient successivement tous les Princes, et livroient leur couronne et leur vie aux hasards de la guerre, Jean-George visa à la gloire plus solide de ménager ce qu'il possédoit et de l'améliorer. Ses contemporains l'accusèrent, il est vrai, d'avoir abandonné dans le fort de l'orage la cause des Protestans, d'avoir hasardé le salut de toute l'Eglise évangélique d'Allemagne, pour ne pas se permettre un seul mouvement en faveur des Réformés; ils l'accusèrent même d'avoir été, comme ami douteux, presqu'aussi nuisible à la chose commune que ses ennemis déclarés; mais ce fut la faute de ces Princes, qui ne choisirent pas la sage politique de Jean George pour modèle. Si malgré cette sage politique, le cultivateur saxon eut à gémir comme les autres des horreurs commises par les troupes impériales dans leurs marches continuelles; si Ferdinand trompa son allié,

allié, se joua de ses promesses aux yeux de l'Allemagne entière ; si Jean George lui-même crut enfin le remarquer, la honte n'en est que plus forte pour l'Empereur, qui abusa si cruellement d'une confiance aussi loyale. Ce fut, il est vrai, cette confiance outrée dans l'Autrichien, et l'espérance d'aggrandir ses possessions qui retinrent continuellement l'Electeur de Saxe ; mais la crainte de l'Autrichien, la frayeur de perdre ses états mirent au foible George Guillaume de Brandebourg des entraves encore plus honteuses. Ce que l'on reprochoit à ces deux Princes, auroit sauvé à l'Electeur Palatin sa gloire et son pays. Une confiance inconsidérée dans des forces qu'il ne connoissoit pas, le pouvoir des conseils de la France, et l'éclat séduisant d'une couronne, entraînèrent ce malheureux Prince dans une entreprise hasardeuse au-dessus de son état politique et de son génie. Le morcèlement des possessions de la maison palatine, la mauvaise harmonie de ses Souverains atténuèrent une puissance, qui, réunie dans les mêmes mains, auroit encore pu pen-long-tems balancer le sort des armes.

Un pareil morcèlement affoiblissoit aussi la maison souveraine de Hesse ; et la différence de religion entretenoit entre Darmstadt et Cassel une division pernicieuse. La ligne de Darmstadt, dévouée à la confession d'Augsbourg,

s'étoit réfugiée sous les aîles de l'Empereur, qui la favorisoit aux dépens de la ligne réformée de Cassel. Tandis que les compagnons de sa croyance répandoient leur sang pour la religion et la liberté, le Landgrave, George de Darmstadt, tiroit une solde de l'Empereur. Mais, digne de son aïeul, qui, cent ans plutôt, avoit entrepris de défendre la liberté de l'Allemagne contre le redoutable Charles-Quint, Guillaume de Cassel préféra le parti du péril et de l'honneur. Elevé au-dessus de cette foiblesse, qui faisoit plier des Princes plus puissans que lui sous le pouvoir suprême de Ferdinand, le Landgrave Guillaume fut le premier qui offrit volontairement le bras d'un héros au héros de la Suède, et qui présenta aux Princes d'Allemagne un exemple qu'aucun d'eux ne vouloit être le premier à donner. Sa résolution annonça autant d'audace, que sa persévérance prouva de fermeté, et ses exploits de bravoure. Intrépide, il se posta devant son pays ensanglanté, et reçut avec mépris un ennemi, dont les mains fumoient encore du sac de Magdebourg.

La liberté germanique, abandonnée par les états les plus puissans, sur qui seuls tomboient ses bienfaits, fut défendue par un petit nombre de Princes à peine intéressés à la maintenir. La puissance et les dignités tuoient le courage, leur absence fit des héros. Tandis que

Saxe, Brandebourg etc., se retiroient épouvantés, on voyoit les Anhalt, les Mansfeld, les Princes de Weimar etc..., prodiguer leur sang dans des batailles meurtrières. Les Ducs de Poméranie, de Mecklenbourg, de Lunebourg, de Wurtemberg, les villes impériales de la haute Allemagne, pour qui le nom de chef suprême de l'Empire fut toujours un nom redouté, se dérobent avec crainte à cette lutte contre l'Autrichien, et se courbent, en murmurant, sous la main qui les écrase.

L'Empereur et l'Allemagne catholique avoient, dans le Duc Maximilien de Bavière, un défenseur aussi puissant que politique et brave. Pendant tout le cours de cette guerre, fidèle à un plan réfléchi, n'hésitant jamais entre son intérêt politique et sa religion, jamais esclave de l'Autrichien, qui travailloit pour son libérateur, en tremblant devant le bras qui le sauvoit, Maximilien eût mérité de recevoir d'une autre autorité que du pouvoir arbitraire les dignités et les états qui furent sa récompense. Les autres Princes de la religion romaine, la plupart ecclésiastiques, trop peu belliqueux pour résister aux nuées de soldats, qu'attiroit chez eux la prospérité de leur pays, furent successivement victimes de la guerre, et se contentèrent de poursuivre dans le cabinet ou dans la chaire un ennemi, devant lequel ils n'osoient se hasar-

der en campagne. Tous esclaves de l'Autrichien ou du Bavarois, ils disparoissoient auprès de Maximilien, et leurs forces réunies dans ses mains commencèrent pour la première fois à devenir redoutables.

La Monarchie formidable que Charles-Quint et son fils formèrent des Pays-Bas, du Milanois, des Deux-Siciles et de ces contrées immenses dans les Indes orientales et occidentales, cette puissance monstrueuse pencha déjà vers sa chute sous Philippe III et Philippe IV. Enflée tout-à-coup par un or stérile, on vit cette monarchie se consumer dans une langueur insensible, parce qu'elle manquoit du nerf des états, l'agriculture. Les conquêtes d'Amérique avoient jeté l'Espagne dans la misère, pour enrichir tous les marchés de l'Europe; et les banquiers d'Anvers, de Venise et de Gênes spéculoient d'avance sur les trésors qui reposoient encore dans les mines du Pérou. On avoit dépeuplé pour les Indes les provinces d'Espagne; on avoit dissipé les trésors des Indes dans la guerre contre la Hollande, dans la tentative chimérique de changer la succession au trône de France, enfin dans l'entreprise malheureuse contre l'Angleterre. Mais la fierté de cette cour avoit survécu à sa grandeur; la haine de ses ennemis à sa puissance; et l'antre abandonné par le lion répandoit encore l'effroi au-

tour de son enceinte. La méfiance des Protestans prêta au ministère de Philippe III la politique dangereuse de son père; et la confiance des Catholiques allemands reposoit encore sur les secours d'Espagne, comme celle des Catholiques religieux reste attachée aux os des martyrs. Un faste extérieur cachoit les plaies profondes de cette monarchie; on conservoit la même opinion de ses forces, parce qu'elle soutenoit le ton élevé de ses jours de gloire. Esclaves chez eux, étrangers sur leur propre trône, ces ombres de Rois maîtrisoient les Princes de leur sang en Allemagne; et il est permis de douter, si les secours qu'ils prêtèrent, méritoient cette dépendance honteuse, dont les Empereurs allemands furent contraints de les payer. Des moines ignorans, des favoris artificieux tramoient derrière les Pyrénées les destinées de l'Europe. Mais, dans son plus profond affaissement, on devoit encore redouter une puissance, qui ne le cédoit à aucune autre en étendue; qui conservoit, sinon par la fermeté de sa politique, du moins par habitude, une fidélité invariable à son ancien système; qui avoit à ses ordres des armées aguerries et des généraux excellens: qui, partout où les moyens militaires ne suffisoient pas, recouroit au poignard des scélérats, et savoit employer comme incendiaires ses Ambassadeurs reconnus. Ce qu'elle avoit perdu sur trois autres

points, elle cherchoit à le regagner vers l'Orient; et l'Europe étoit enveloppée par elle, si elle réussissoit dans son projet, dès long-tems préparé, de s'ouvrir un chemin entre les Alpes et la mer adriatique, pour porter ses frontières jusqu'aux pays autrichiens.

Cette puissance inquiétante avoit jeté l'alarme parmi les différens états d'Italie en y pénétrant, et sa fureur continuelle de conquêtes faisoit trembler pour leurs possessions tous les Princes voisins. Le Pape, que les Vice-Rois espagnols tenoient au milieu d'eux entre Naples et Milan, se trouvoit dans la position la plus critique. La république de Venise étoit resserrée entre le Tyrol autrichien et le Milanois espagnol; la Savoye se voyoit pressée entre ce pays et la France. De-là cette politique inconstante et équivoque, qui, depuis Charles-Quint, fut celle des états d'Italie. Le double caractère dont les Papes étoient revêtus, les retenoit toujours incertains entre deux systêmes politiques absolument contradictoires. Si le successeur de St.-Pierre voyoit, dans les Princes espagnols, les plus dociles de ses enfans, les plus fermes défenseurs de son Siége, le Prince des états de l'Eglise avoit à redouter en eux les plus méchans de ses voisins, les plus dangereux de ses adversaires. Si le premier n'avoit pas d'intérêt plus pressant que de voir les Protestans exterminés

et les armes autrichiennes victorieuses, le dernier devoit bénir les armes des Protestans, qui mettoient son voisin hors d'état de devenir dangereux pour lui. L'un ou l'autre système conservoit la prépondérance, suivant que les Papes s'inquiétoient plus ou moins de leur puissance temporelle ou de leur souveraineté ecclésiastique; mais, en général, la politique de Rome se dirigeoit toujours d'après le péril le plus imminent; et l'on sait si la crainte de perdre un bien effectif, ne détermine pas plus puissamment nos résolutions, que le desir de recouvrer un bien déjà perdu. Il est donc facile de concevoir, comment le Chef de l'Eglise pouvoit conjurer la perte des Hérétiques avec la maison d'Autriche, et avec les Hérétiques la perte de cette maison. L'histoire du monde s'enchaîne d'une manière admirable. Que serait devenue la réforme, que serait devenue la liberté des Princes allemands, si l'Evêque de Rome et le Prince de Rome eussent eu constamment un même intérêt.

La France avoit perdu avec son Henri toute sa grandeur et tout son poids dans la balance politique de l'Europe. On vit une minorité orageuse anéantir tous les bienfaits du Gouvernement énergique qui l'avoit précédée. Des ministres incapables, créatures de la faveur et de l'intrigue, dissipèrent dans peu d'années les

trésors que l'économie de Sully et les épargnes de Henri IV avoient amassés. A peine en état par leur puissance subreptice de se maintenir contre les factions de l'intérieur, il fallut qu'ils renonçassent à diriger le vaisseau de l'Europe. La même guerre civile, qui arma l'Allemagne contre l'Allemagne, mit aussi la France en insurrection contre la France; et Louis XIII n'entra dans sa majorité que pour combattre sa mère et ses sujets protestans. Ceux-ci, enchaînés autrefois par la politique éclairée de Henri, éveillés aujourd'hui par l'occasion, et encouragés par quelques chefs entreprenans, prennent les armes; ils forment un état particulier dans l'état même, et fixent la ville forte et puissante de la Rochelle comme point central de leur empire naissant. Trop peu homme d'état pour étouffer cette guerre civile dans son principe par une sage tolérance, bien loin cependant d'être assez maître des forces de son royaume pour les diriger avec vigueur, Louis XIII se voit bientôt réduit à la démarche la plus humiliante, et achète avec des sommes considérables la soumission des rebelles. Quoique la saine politique le sollicitât vivement de soutenir les révoltés de Bohême contre l'Autrichien, le fils de Henri IV ne put que rester pour le moment spectateur inactif de leurs désastres: trop heureux encore, à cette époque difficile, si ses

Huguenots ne cherchoient pas hors du royaume des frères qui vinssent à leur secours. Un grand génie au timon de l'état eût réduit les Protestans français à l'obéissance, et obtenu la liberté pour ceux d'Allemagne ; mais Henri IV n'étoit plus, et sa politique ne devoit reparoître qu'avec Richelieu.

Tandis que la France, du plus haut degré de sa gloire, s'affaissoit de nouveau, la Hollande devenue libre achevoit l'édifice de sa grandeur. Elle montroit encore ce courage ardent, qui, allumé par la maison d'Orange, avoit fait d'une nation de marchands un peuple de héros, et l'avoit rendue capable de soutenir contre la maison d'Espagne cette guerre sanglante où elle assura si glorieusement son indépendance. Se rappelant sans cesse combien ils étoient redevables de leur affranchissement aux secours étrangers, ces républicains brûloient de soutenir leurs frères allemands, qui combattoient le même ennemi, et dont la liberté devoit servir de rempart à celle de la Hollande. Mais une république qui luttoit encore pour son existence, qui, avec les efforts les plus dignes d'admiration, étoit à peine en état de tenir tête sur son territoire à un ennemi supérieur, cette république ne pouvoit soustraire ses forces à sa propre défense, et les prodiguer par une politique généreuse pour des états étrangers.

Quoique l'Angleterre se fût agrandie sur ces entrefaites par la réunion de l'Ecosse, elle avoit aussi perdu, sous son foible Jacques, cette influence en Europe, que le génie d'Elisabeth avoit su lui donner. Convaincue que la prospérité de son isle étoit attachée à la sûreté des Protestans, cette Reine, dans sa politique éclairée, ne s'écarta jamais de son principe et favorisa toutes les entreprises qui tendoient à affaiblir la puissance autrichienne. Son successeur manqua de génie pour saisir ce principe, et de forces pour le mettre en pratique. Si l'économe Elisabeth sut ne pas épargner ses trésors pour soutenir les peuples des Pays-Bas contre l'Espagne, et Henri IV contre les fureurs de la Ligue, Jacques abandonna filles, petits-fils et gendres à la discrétion d'un vainqueur inexorable. Tandis que ce Monarque épuisoit toute sa science pour trouver dans le ciel l'origine de la majesté royale, il laissoit décheoir la sienne sur la terre. Tandis qu'il employoit tous les ressorts de son éloquence à prouver le droit absolu des Rois, il rappeloit à la nation angloise les siens, et perdoit, par une prodigalité inutile, le droit régalien le plus important, celui de se passer de parlement, et de faire taire la voix de la liberté. Une frayeur involontaire devant une épée nue l'éloignoit de la guerre même la plus juste;

Buckingham, son favori, jouoit avec ses faiblesses, et sa vanité fournissoit à la finesse espagnole le moyen de le tromper aisément. Tandis que l'on perdoit son gendre en Allemagne, que l'on distribuoit à d'autres l'héritage de ses petits-fils, ce vieillard imbécile respiroit avec une heureuse complaisance l'encens que l'Autriche et l'Espagne faisoient fumer devant lui. Afin de détourner son attention de la guerre d'Allemagne, on lui montra une épouse pour son fils à Madrid. Mais cette épouse échappa à son fils, comme la couronne de Bohême et le bonnet électoral s'étoient évanouis pour son gendre, et la mort le déroba au danger de voir son règne pacifique terminé par une guerre, qu'il eût fallu se montrer prêt à entreprendre pour pouvoir éviter. Les orages de l'intérieur, suites de ses fautes nombreuses, éclatèrent bientôt sous son malheureux fils. Après quelques tentatives insignifiantes, Charles I. se vit contraint de renoncer aux affaires d'Allemagne, pour éteindre dans son royaume la fureur des factions, dont il finit par périr victime déplorable.

Deux Rois pleins de mérite, bien loin l'un de l'autre, il est vrai, pour la réputation personnelle, mais également puissans, également avides de gloire, faisoient respecter à cette époque les états du nord. Sous le règne long et actif de Christian IV, le Dannemark devenoit

une puissance importante. Les qualités particulières de ce souverain, une marine excellente, des troupes d'élite, des finances bien administrées, des alliances sages, tout se réunissoit pour faire fleurir cet état dans l'intérieur et lui procurer de la considération au dehors. Gustave Wasa avoit arraché la Suède à la servitude; il lui avoit donné une nouvelle existence par une sage législation, et rendu pour la première fois digne du flambeau de l'histoire cet état régénéré. Ce que ce grand Prince indiqua seulement dans une ébauche grossière, fut achevé par son petit-fils Gustave-Adolphe, encore plus grand que lui.

Ces deux royaumes, qui, dans leur réunion monstrueuse, ne formoient autrefois qu'une monarchie langnissante, s'étoient séparés violemment à l'époque de la Réforme, et cette époque fut celle de leur prospérité. Autant l'ancienne réunion avoit été nuisible aux deux états, autant l'amitié et l'harmonie leur étoient devenues nécessaires après leur séparation. L'Eglise évangélique s'appuyoit également sur l'un et sur l'autre; ils avoient les mêmes miers à surveiller, un seul intérêt eût dû les armer contre le même ennemi. Mais la haine qui avoit rompu l'assemblage des deux monarchies, se perpétua chez ces nations depuis long-temps séparées. Les Rois de Danne-

mark ne pouvoient renoncer à leur prétention sur la couronne de Suède; les Suédois ne pouvoient oublier l'ancienne tyrannie danoise. Le voisinage fournissoit à la haine nationale un aliment éternel; la jalousie inquiète de deux Rois, la concurrence inévitable du commerce dans les mers du nord, ne laissoient jamais tarir la source des divisions.

De tous les moyens par lesquels Gustave Wasa, fondateur du royaume de Suède, avoit cherché à consolider son nouvel ouvrage, la Réforme de l'Eglise fut un des plus actifs. Par une loi fondamentale du royaume, les Catholiques furent exclus de toutes les charges de l'état, et cette loi défendit aux Souverains de la Suède de toucher désormais à la religion du pays. Mais le deuxième fils de Gustave et son successeur au trône, Jean, revint à la religion romaine, et le fils de celui-ci, Sigismond, en même-temps Roi de Pologne, se permit des démarches qui tendoient au renversement de la constitution et de l'église dominante. Les états du royaume ayant à leur tête Charles Duc de Sudermanie, troisième fils de Gustave, présentèrent une opposition vigoureuse, qui produisit enfin une guerre civile entre l'oncle et le neveu, le Roi et la nation. Le Duc Charles, administrateur du royaume pendant l'absence du Roi, profita du long séjour de Sigismond en Pologne et du

mécontentement des états, pour s'attacher plus étroitement la nation, et frayer insensiblement à sa propre maison le chemin du trône. Les mauvaises mesures de Sigismond favorisèrent encore ses projets. Une assemblée générale se permit de déroger en faveur de Charles, au droit de primogéniture que Gustave Wasa avoit établi dans la succession à la couronne de Suède; on porta sur le trône le Duc de Sudermanie, qui gouverna sous le nom de Charles IX, et Sigismond en fut exclu solemnellement ainsi que toute sa postérité. Le fils du nouveau Roi fut Gustave Adolphe; mais les partisans de Sigismond le regardant comme fils d'un usurpateur, refusèrent de le reconnoître.

Gustave Adolphe n'avoit pas encore atteint sa dix-septième année, lorsque le trône de Suède vint à vaquer par la mort de son père; cependant la maturité de son esprit engagea les états à avancer en sa faveur le terme de la minorité. Il commença, par un triomphe glorieux sur lui-même, un règne qui devoit être constamment signalé par la victoire, et qu'il devoit terminer en triomphant. La jeune Comtesse de Brahe, fille d'un de ses sujets, eut les prémices de son cœur généreux, et il étoit dans la résolution sincère de l'asseoir avec lui sur le trône. Mais vaincu par le temps et les circonstances, son penchant se soumit aux de-

voirs du Monarque, et l'héroïsme reprit possession exclusive d'un cœur auquel ne pouvoit suffire le bonheur sans la gloire.

Christian IV de Dannemark, déjà Roi avant que Gustave eût vu le jour, avoit attaqué les frontières de Suède, et obtenu sur le père de ce héros des avantages importans. Gustave-Adolphe se hâta de mettre fin à cette guerre désastreuse, fit les sacrifices que lui dicta la sagesse, et sut acheter la paix, pour tourner ensuite ses armes contre le Czar de Moscovie. Jamais il ne fut séduit par cette gloire équivoque du conquérant, qui prodigue le sang de ses peuples dans des guerres injustes; mais une guerre juste le trouva toujours disposé à tout entreprendre. Ses armes furent heureuses contre la Russie, et le royaume de Suède s'accrut vers l'Est de plusieurs provinces importantes.

Cependant le Roi Sigismond de Pologne, entretenant contre le fils les sentimens d'inimitié que le père avoit fait naître, ne négligea aucun artifice pour ébranler la fidélité de ses sujets, réfroidir ses amis, et aigrir la haine de ses ennemis. Ni les grandes qualités de son adversaire, ni les gages fréquens que le Suédois donnoit de son amour à son souverain adoré, ne purent détruire chez ce Prince la folle espérance de remonter un jour sur le trône qu'il avoit perdu. Toutes les propositions de paix

faites par Gustave, furent rejettées avec dédain. Ce héros se vit, malgré lui, entraîné, contre la Pologne, dans une guerre de long cours, qui soumit successivement la Livonie et la Prusse Polonaise à la domination de la Suède. Gustave-Adolphe fut toujours vainqueur, et toujours le premier à offrir la paix.

Cette guerre entre la Pologne et la Suède, tombe au commencement de la guerre de trente ans en Allemagne, et se trouve liée avec elle. C'étoit assez que le Roi Sigismond, catholique, disputât la couronne suédoise à un Prince protestant, pour qu'il pût compter sur l'amitié de l'Espagnol et de l'Autrichien. Ce fut sur-tout la confiance en des secours aussi puissans, qui détermina le Roi de Pologne à poursuivre cette guerre, malgré les malheurs dont ses commencemens furent accompagnés; et les cours de Vienne et de Madrid prodiguèrent les promesses les plus pompeuses pour soutenir le courage de Sigismond. Tandis qu'il perdoit successivement toutes ses places en Livonie, en Courlande et en Prusse; il voyoit ses alliés en Allemagne, s'avancer, de triomphe en triomphe, vers la souveraineté absolue. Rien d'étonnant donc que son éloignement pour la paix augmentât en proportion de ses défaites. Etourdi par l'acharnement avec lequel il poursuivoit ses espérances chimériques, ce Prince ne reconnut pas

pas la politique astucieuse de son allié, qui occupoit, à ses dépens, le héros de la Suède, pour anéantir d'autant plus aisément la liberté germanique, et envahir le Nord épuisé. Mais une circonstance sur laquelle on n'avoit pas compté, la grandeur héroïque de Gustave, déchira le tissu de cette politique perfide. La guerre de Pologne qui se prolongea pendant l'espace de huit années, bien loin d'épuiser les forces de la Suède, n'avoit servi qu'à murir le génie du général dans Gustave-Adolphe, à endurcir les armées suédoises par une longue habitude des combats, et à former insensiblement ce nouvel art militaire, qui devoit leur faire opérer des prodiges sur le territoire allemand.

Après cette digression nécessaire sur la situation respective des Etats européens à cette époque, je vais reprendre le fil de l'histoire.

Ferdinand se retrouvoit en possession de ses états, mais il n'étoit pas encore indemnisé des frais de cette conquête. Quarante millions, que lui rapportèrent les confiscations en Bohême et en Moravie, auroient suffi pour le dédommager amplement ainsi que ses alliés; mais cette somme prodigieuse, abandonnée entre les mains de ses favoris, fut bientôt dissipée. Maximilien de Bavière, dont le bras vainqueur avoit, presque seul, remis Ferdinand en possession de ses états, qui sacrifioit un proche parent à sa religion et

à son Empereur, Maximilien avoit les droits les plus fondés à sa reconnoissance; et, dans un traité conclu avant le commencement des hostilités, il s'étoit réservé, par une condition expresse, des dédommagemens pour tous ses frais. Ferdinand sentoit l'étendue des obligations que lui imposoient ce traité et les services du Duc, mais il n'étoit nullement disposé à les remplir à son préjudice. Il vouloit récompenser le Duc de la manière la plus brillante, mais sans se dépouiller lui-même. Et quelle plus belle occasion de le faire qu'aux dépens d'un Prince, contre qui les loix de la guerre sembloient lui en donner le droit, et dont on pouvoit peindre les fautes d'une manière assez odieuse, pour justifier toute violence sous le nom de châtiment légitime? Frédéric dut donc être poursuivi de nouveau, Frédéric dut être perdu, afin que Maximilien fût récompensé, et une nouvelle guerre s'alluma pour payer l'ancienne.

Mais un autre motif beaucoup plus important vint donner une nouvelle force à cette résolution. Jusqu'alors, l'Empereur, en combattant pour son existence, n'avoit rempli d'autres devoirs que ceux de la défense personnelle. En ce moment où la victoire lui donnoit entière liberté d'agir, Ferdinand songea à des devoirs bien plus sacrés pour lui, et se rappela qu'à Lorette et à Rome, il avoit fait à la Sainte

Vierge, le vœu d'étendre son culte au péril de ses couronnes et de sa vie. Jamais on n'auroit pu réunir des circonstances plus favorables pour son accomplissement. Ferdinand ne manquoit ni de forces, ni d'apparences de justice pour faire passer dans des mains catholiques les pays palatins ; et les suites de ce changement étoient d'une importance incalculable pour toute l'Allemagne catholique. En récompensant le Duc de Bavière avec les dépouilles de son parent, il remplissoit le plus saint des devoirs, et écrasoit un ennemi qu'il haïssoit.

La perte de Frédéric avoit été résolue dans le cabinet de l'Empereur, long-temps avant que le sort se déclarât son ennemi ; mais on attendit ce dernier moment pour oser lancer contre ce Prince la foudre du pouvoir arbitraire. Un décret de l'Empereur, dénué de toutes les formalités que les loix exigent en pareil cas, déclara l'Electeur et trois autres Princes qui avoient pris les armes pour lui en Silésie et en Bohême, criminels de lèze-majesté impériale, perturbateurs du repos public, et en cette qualité mis au ban de l'Empire, déchus de toutes leurs dignités et dépouillés de leurs possessions. On se joua également des loix germaniques, en chargeant de l'exécution de cette sentence contre Frédéric, c'est-à-dire, de la conquête de ses

états, le Roi d'Espagne, comme souverain du cercle de Bourgogne, la Ligue et le Duc de Bavière. Si l'Union évangélique eût été digne de son nom et de la cause qu'elle défendoit, on auroit trouvé des difficultés insurmontables à l'exécution du ban de l'Empire; mais une force aussi méprisable, qui pouvoit à peine tenir tête aux Espagnols dans le Bas-Palatinat, devoit renoncer à combattre les troupes réunies de l'Empereur, de la Bavière et de la Ligue. La condamnation de l'Electeur effraya les villes impériales qui se séparèrent de l'alliance, et les Princes suivirent bientôt leur exemple. Heureux de sauver leurs propres états, ils abandonnèrent l'Electeur, autrefois leur chef, à la discrétion de Ferdinand; ils abjurèrent l'Union, et s'engagèrent à ne jamais la renouveler.

Les Princes d'Allemagne avoient abandonné honteusement le malheureux Frédéric; la Bohême, la Silésie et la Moravie avoient rendu hommage à la puissance de Ferdinand. Un seul homme, un aventurier qui avoit son épée pour toute richesse, Ernest, Comte de Mansfeld, hasarda de braver toutes les forces de l'Empereur dans la ville de Pilsen en Bohême. Après la bataille de Prague, abandonné sans secours par l'Electeur à qui il avoit dévoué ses services, ignorant même si Frédéric lui sau-

roit gré de sa persévérance, il tint encore pendant quelque temps seul contre les impériaux ; mais enfin ses troupes, pressées par le besoin d'argent, vendirent la ville de Pilsen à l'Empereur. Loin de se laisser ébranler par un pareil coup, on le vit bientôt après dans le Haut-Palatinat établir de nouvelles places de recrutement, pour recueillir les troupes licenciées par l'Union. En peu de temps, il rassembla sous ses drapeaux une armée de vingt mille hommes, d'autant plus terrible pour les pays sur lesquels elle alloit se jeter, que le pillage seul pouvoit la faire vivre. Ne sachant de quel côté cet essaim se précipiteroit, tous les évêchés voisins, dont les richesses pouvoient l'attirer, éprouvèrent les plus vives allarmes. Mais, pressé par le Duc de Bavière qui entra dans le Haut-Palatinat comme exécuteur du décret impérial, Mansfeld fut contraint d'évacuer le pays. Après avoir échappé par un heureux stratagême au général bavarois Tilly, qui le suivoit à grands pas, il parut tout-à-coup dans le Bas-Palatinat, et exerça contre les évêchés du Rhin les traitemens qu'il avoit destinés à ceux de Franconie. Tandis que les troupes bavaro-impériales inondoient la Bohême, le général espagnol Ambroise Spinola, à la tête d'une armée considérable, avoit fait une irruption dans le Bas-Palatinat, que le

traité d'Ulm permettoit à l'Union de défendre. Mais les mesures étoient si mal prises, que toutes les places tombèrent successivement entre les mains des Espagnols, et qu'enfin lorsque l'Union se fut séparée, la plus grande partie du pays resta occupée par eux. Corduba qui commanda les troupes après la retraite de Spinola, leva précipitamment le siége de Frankenthal, lorsque Mansfeld entra dans le Bas-Palatinat. Mais celui-ci, au lieu de chasser les Espagnols de cette province, se hâta de passer le Rhin, pour procurer une fête en Alsace à ses troupes affamées. Toutes les campagnes sur lesquelles se répandit cet essaim vorace, devinrent des déserts affreux, et les villes ne purent se racheter du pillage qu'avec des sommes prodigieuses. Rafraîchi par cette expédition, Mansfeld reparut sur le Rhin, pour couvrir le Bas-Palatinat.

Tant qu'un pareil bras combattoit pour l'Electeur Frédéric, ce Prince n'étoit pas perdu sans ressource. Un avenir plus consolant vint encore flatter son espoir, et l'infortune éveilla en sa faveur des amis, qui étoient restés dans l'inaction pendant sa prospérité. le Roi Jacques d'Angleterre, après avoir vu tranquillement enlever la couronne de Bohême à son gendre, sortit de son indifférence lorsqu'il reconnut le danger qui menaçoit l'existence entière de sa

fille, de ses petits-fils, et que l'ennemi triomphant hasarda une attaque sur l'électorat. Enfin, mais assez tard, il ouvrit ses trésors; et aussitôt il fournit des secours en hommes et en argent à l'Union qui défendoit encore le Bas-Palatinat, et après elle au Comte de Mansfeld. Il sollicita aussi ceux de son proche parent le Roi de Dannemark. La trève, qui alloit expirer entre l'Espagne et la Hollande, privoit en même-temps l'Empereur des renforts qu'il auroit pu attendre des Pays-Bas. Plus important que tous ces avantages, fut le secours qui arriva de Hongrie et de Transylvanie, pour l'Electeur palatin. L'armistice du redoutable Gabor avec l'Empereur étoit à peine expiré, que ce vieil ennemi de l'Autrichien inonda de nouveau la Hongrie, et se fit couronner Roi à Presbourg. Ses progrès furent si rapides, que Boucquoi se vit forcé d'abandonner la Bohême pour aller défendre l'Autriche et la Hongrie contre Gabor. Ce brave Boucquoi trouva au siége de Neuhausel la fin de sa carrière. Dampierre, aussi brave que lui, avoit déjà péri devant Presbourg. Gabor pénétra tout d'un trait jusqu'aux frontières d'Autriche. Le vieux Comte de Thurn et plusieurs fidèles Bohémiens avoient apporté à cet ennemi de leur ennemi leur haine et leur épée. Une attaque vigoureuse du côté de l'Allemagne, tandis que Gabor pressoit l'Empereur du côté de la Hongrie, auroit

pu rétablir promptement les affaires de Frédéric. Mais les Bohémiens et les Allemands avoient toujours désarmé, lorsque Gabor entroit en campagne; celui-ci étoit toujours épuisé, lorsque les autres commençoient à reprendre de nouvelles forces.

Frédéric n'avoit cependant pas dédaigné de se jeter dans les bras de Mansfeld son nouveau défenseur. Il arriva déguisé dans le Bas-Palatinat, que se disputoient Mansfeld et le général bavarois Tilly; le Haut-Palatinat étoit soumis depuis long-temps. Il voyoit luire un rayon d'espérance, lorsque de nouveaux amis sortirent pour lui des débris de l'Union. Un de ses anciens membres, le Margrave George-Frédéric de Bade, rassembloit depuis quelque temps une force militaire qui forma bientôt une armée considérable. Personne n'en savoit la destination lorsqu'il parut tout-à-coup en campagne et se joignit au Comte de Mansfeld. Avant de se déclarer, il avoit cédé ses états à son fils, afin de les soustraire par cet artifice à la vengeance de l'Empereur, si le sort ne favorisoit pas son entreprise. Le Duc de Würtemberg augmentoit aussi ses forces militaires. Ces circonstances réunies relevèrent le courage de l'Electeur palatin, qui fit tous ses efforts pour rendre l'Union à son existence. Alors Tilly fut contraint de songer lui-même à sa sûreté. Il se fit joindre en toute hâte par les

troupes du général Corduba. Mais tandis que l'ennemi réunissoit ses forces, Mansfeld et le Margrave de Bade se séparèrent, et ce dernier fut battu par le général bavarois près de Wimpfen (1622).

Un aventurier sans argent, à qui l'on contestoit même la légitimité de la naissance, s'étoit créé défenseur d'un Roi qui devoit sa perte à un de ses plus proches parens, et qui se voyoit abandonné par le père de son épouse. Un Souverain renonçoit à l'administration paisible de ses états, et tentoit les hasards de la guerre pour un Prince qui lui étoit étranger. Un nouvel aventurier, pauvre en territoire, mais riche en aïeux, prend après lui la défense d'une cause dans laquelle celui-ci désespéroit de réussir. Le Duc Christian de Brunswich, administrateur d'Halberstadt, crut avoir appris du comte de Mansfeld le secret d'entretenir, sans argent, une armée de vingt mille hommes. Présomptueux, brûlant de se faire un nom aux dépens du clergé catholique et de s'enrichir de ses dépouilles, il rassembla, dans la Basse-Saxe, une armée considérable au nom de Frédéric et de la liberté germanique. *Ami de Dieu et ennemi des Prêtres*, telle étoit l'inscription que portoient ses monnoies, faites de l'argenterie des églises, et il fut bien loin de contredire, par ses actions, l'inimitié qu'il annonçoit.

La route que suivit cette horde de brigands fut marquée, comme de coutume, par les ravages les plus effroyables. En pillant les évêchés de la Basse Saxe et de la Westphalie, ils prirent des forces pour aller piller ceux du Haut-Rhin. Chassé par les amis et les ennemis, l'administrateur s'approcha du Mein, dans les environs de la ville Mayençoise de Hœchst, et le passa après un combat sanglant contre Tilly, qui voulut s'y opposer. Ce ne fut qu'avec perte de moitié de son monde qu'il atteignit l'autre rive, et aussitôt il se joignit au Comte de Mansfeld. Poursuivis par le général Bavarois, ces essaims réunis se précipitèrent une seconde fois sur l'Alsace, pour y achever les ravages de la première irruption. Tandis que l'Electeur Frédéric erroit comme un mendiant fugitif avec l'armée qui le reconnoissoit pour son maître et se paroit de son nom, ses amis étoient occupés à le reconcilier avec l'Empereur. Ferdinand ne voulut pas encore leur ôter toute espérance de voir l'Electeur Palatin réintégré dans ses états. Aussi fin que dissimulé, il se montra disposé à entamer des négociations, espérant par là rallentir leur ardeur en campagne, et obvier au danger du moment. Le fol empressement que le Roi Jacques, toujours jouet de la ruse autrichienne, témoigna dans cette occasion, ne contribua pas peu à appuyer de pareilles mesures. Avant tout, Ferdinand exigea que Frédéric mît bas les

armes, s'il en appeloit à sa clémence; et Jacques trouva cette prétention extrêmement juste. Sur sa demande, l'Electeur Palatin congédia ses seuls vrais défenseurs, l'administrateur et le comte de Mansfeld, pour aller en Hollande attendre son sort de la pitié de l'Empereur.

Mansfeld et le Duc Christian ne furent embarrassés alors que du nouveau nom qu'ils alloient emprunter. Leur armement n'avoit pas eu pour but la cause du Comte Palatin, le congé qu'il leur donnoit, ne pouvoit leur faire quitter les armes. La guerre étoit leur objet, quelque fût celui pour lequel ils combattissent. Après que le Comte de Mansfeld eut tenté inutilement d'entrer au service de l'Empereur, ils marchèrent tous deux vers la Lorraine, et les désordres commis par leurs troupes dans cette province, répandirent l'effroi jusqu'au sein de la France. Ils y attendoient en vain un maître qui voulût les payer, lorsque les Hollandois, pressés par le général Spinola, leur offrirent du service. Après un combat sanglant livré près de Fleurus, aux Espagnols, qui voulurent s'opposer à leur passage, ils atteignirent la Hollande, où leur apparition engagea aussitôt le général Spinola à lever le siège de Berg-op-zoom. Mais la Hollande fut bientôt lasse aussi de ces hôtes malfaisans, et profita du premier moment de calme pour se débarrasser d'un secours aussi dangereux. Mansfeld

établit ses troupes dans la province fertile d'Ost-Frise, où il leur fit prendre des forces pour de nouveaux exploits. Le Duc Christian, épris de la Comtesse palatine qu'il avoit vue en Hollande, guerrier dès-lors plus ardent que jamais, reconduisit son armée dans la Basse-Saxe, le gand de cette Princesse sur son chapeau, et ses étendards portant cette devise, *Tout pour Dieu et pour elle.* Ces deux hommes n'avoient pas encore achevé leur rôle dans cette guerre.

Les états de l'Empereur étoient enfin purgés de troupes ennemies, l'Union étoit dissoute, le Margrave de Bade, Mansfeld, le Duc Christian étoient battus, et les pays palatins envahis par les troupes de l'exécution impériale. Les Bavarois occupoient Manhein et Heidelberg, et bientôt après Frankenthal fut également abandonné aux Espagnols. Frédéric attendoit dans un coin de la Hollande la permission honteuse de se jeter aux pieds de l'Empereur, et une prétendue assemblée des Electeurs à Ratisbonne devoit enfin prononcer sur son sort. Depuis long-temps sa perte étoit résolue à la cour de Vienne. Mais alors seulement les circonstances se montrèrent assez favorables, pour qu'on osât avouer ouvertement cette grande décision. D'après tout ce qui s'étoit passé entre Frédéric et l'Empereur, Ferdinand ne vit plus désormais de raccommodement à

espérer. Ce ne fut qu'en mettant le comble à la violence, que l'on crut en éviter les inconvéniens. Ce qui étoit perdu devoit donc être perdu sans retour. Frédéric ne devoit jamais revoir ses états, et un Prince sans terre et sans peuple ne pouvoit plus porter la couronne électorale. Autant l'Electeur palatin étoit coupable envers la maison d'Autriche, autant le Duc de Bavière avoit rendu à cette maison de services signalés. Si la maison d'Autriche et l'Eglise catholique devoient redouter la vengeance et la haine religieuse de la maison Palatine, elles avoient tout à espérer de la reconnoissance du Bavarois et de son zèle pour la religion. Enfin en faisant passer à la Bavière la dignité électorale palatine, on assuroit à la religion catholique la prépondérance la plus décisive dans le collège des Electeurs, et un triomphe soutenu en Allemagne.

Il ne fallut que ce dernier motif pour rendre les trois Electeurs ecclésiastiques favorables à cette innovation, et parmi les Protestans, la voix de l'Electeur de Saxe étoit la seule importante. Mais Jean-George pouvoit-il disputer à l'Empereur un droit sans lequel son propre droit à la couronne électorale devenoit incertain? Un Prince, à la vérité, que ses ayeux, sa dignité et sa puissance mettoient à la tête de l'Eglise protestante en Allemagne, auroit dû,

d'après les apparences, n'avoir rien de plus sacré que de soutenir les droits de cette Eglise contre toute attaque de la part de ses adversaires; mais il n'étoit pas tant question de savoir comment on prendroit les intérêts des Protestans contre les Catholiques, que de décider à laquelle de deux religions également détestées, du Calvinisme ou de la religion romaine, on accorderoit le triomphe sur l'autre, auquel de ces deux ennemis on devoit adjuger l'électorat palatin. Pressé entre deux obligations aussi contradictoires, il étoit bien naturel de faire pencher la balance en faveur de la haine particulière et de l'intérêt particulier. Le défenseur né de la liberté germanique et de la religion protestante engagea donc l'Empereur à procéder contre le Palatinat, conformément aux droits de sa puissance, et à ne s'inquiéter en aucune manière dans le cas où, pour la forme, l'électorat de Saxe s'opposeroit à ses mesures. Si Jean-George retira dans la suite son consentement, Ferdinand donna lieu lui-même à ce changement d'opinion, en chassant de la Bohême les Ministres évangéliques. D'ailleurs l'investiture de l'électorat palatin donnée au Bavarois, cessa d'être un acte illégal, aussitôt que l'Empereur eut consenti à céder la Lusace à l'Electeur de Saxe, pour un compte de six millions de florins provenant des frais de la guerre.

Ferdinand donna donc solemnellement, à Ratisbonne, l'investiture de l'électorat Palatin au Duc de Bavière, malgré l'opposition de toute l'Allemagne protestante, et au mépris des loix fondamentales de l'Empire, qu'il avoit jurées à son élection; néanmoins, étoit-il dit dans l'acte, sans préjudice aux droits que les descendans de Frédéric pourroient faire valoir sur cet électorat. Le malheureux prince se vit alors irrévocablement dépossédé de ses états, sans avoir été entendu par le Tribunal qui le condamnoit, justice que les loix accordent au dernier des sujets, au plus vil des scélérats.

Cette démarche violente ouvrit enfin les yeux au Roi d'Angleterre, et les négociations entamées pour le mariage de son fils avec une Princesse d'Espagne, ayant été rompues à la même époque, Jacques prit sérieusement le parti de son gendre. Une révolution dans le ministère de France, avoit mis le Cardinal de Richelieu à la tête des affaires, et ce royaume qui succomboit dans son affaissement, sentit bientôt qu'une main vigoureuse avoit saisi le timon de l'état. Les mouvemens du gouverneur espagnol de Milan pour s'emparer de la Valteline et trouver de là un point de réunion avec les pays héréditaires, réveillèrent les anciennes allarmes et avec elles la politique de Henri le grand. Le mariage du Prince de Galles

et de Henriette de France, forma entre ces deux couronnes une alliance à laquelle accédèrent la Hollande, le Dannemarck et quelques états d'Italie. On convint de forcer, par les armes, l'Espagnol à la restitution de la Valteline, et l'Autrichien à la réintégration de Frédéric, mais on ne montra quelqu'activité que pour la première de ces résolutions. Jacques I mourut, et Charles I, luttant sans cesse contre son Parlement, ne put donner aucune attention aux affaires d'Allemagne. La Savoie et Venise retinrent les secours qu'elles avoient promis; et le Ministre français crut devoir soumettre les Huguenots dans sa patrie, avant de se hasarder à défendre les Protestans d'Allemagne contre l'Empereur. Ainsi s'évanouit l'espoir brillant que l'on avoit conçu de cette alliance.

Le Comte de Mansfeld, dénué de secours, étoit inactif sur le Bas-Rhin, et le Duc Christian de Brunswick se vit, après une campagne malheureuse, chassé encore une fois du territoire Germanique. Une nouvelle irruption de Bethlen-Gabor en Moravie, aussi infructueuse que toutes les précédentes, parce qu'il ne fut pas secondé du côté de l'Allemagne, s'étoit terminée par une paix formelle avec l'Empereur. L'Union n'existoit plus, aucun Prince protestant n'étoit sous les armes; et cependant, vers les frontières de la Basse-Allemagne, le général

général Bavarois Tilly, à la tête d'une armée toujours victorieuse, s'établissoit sur le territoire protestant. Les mouvemens du Duc Christian de Brunswick l'avoient attiré dans ce pays, et jusque dans le cercle de Basse-Saxe, où il s'empara de Lippstadt, place d'armes de l'Administrateur. La nécessité d'observer cet ennemi, et de prévenir de nouvelles irruptions, pouvoit encore justifier à cette époque, le séjour de Tilly sur ce territoire. Mais Mansfeld et Christian avoient licencié leurs troupes faute d'argent, et l'armée du général Bavarois n'appercevoit plus un seul ennemi autour d'elle. Pourquoi donc surcharger encore le pays où elle se trouvoit ?

On distingue difficilement la vérité au milieu des cris et de la fureur des partis; mais il étoit inquiétant de voir la Ligue rester en armes, et l'allégresse prématurée des Catholiques ne pouvoit qu'augmenter la consternation. Ferdinand et la Ligue, armés et vainqueurs en Allemagne, ne voyoient aucune puissance qui pût s'opposer à eux, s'ils vouloient attaquer les états protestans, et même renverser la paix de religion. En supposant que l'Empereur ne songeât à rien moins qu'à abuser de ses victoires, la foiblesse des Protestans devoit lui en faire naître l'idée. Des traités usés par le tems ne pouvoient servir de frein à un Prince qui croyoit tout devoir à

sa Religion, et regardoit comme sainte chaque violence commise dans une intention religieuse. La Haute-Allemagne étoit soumise, et la Basse-Allemagne pouvoit seule arrêter sa toute-puissance. Là, les Protestans jouissoient d'une force prépondérante, et la plupart des fondations ecclésiastiques y avoient été enlevées à l'église romaine; mais l'époque parut enfin être arrivée de remettre à l'Eglise ses anciennes possessions. Cette multitude de bénéfices saisis par les Princes de la Basse-Allemagne ne faisoit pas une faible partie de leur puissance, et en restituant à l'Eglise ce qui lui appartenoit, on trouvoit tout-à-la-fois un excellent prétexte pour affoiblir ces différens Princes.

Rester inactif dans une position aussi dangereuse eût été une indolence impardonnable. Le souvenir des violences exercées dans la Basse-Saxe par l'armée de Tilly étoit encore trop récent, pour ne pas engager les Etats à s'occuper de leur propre défense. Le cercle de Basse-Saxe s'arma aussi promptement que possible. Des impôts extraordinaires furent levés sur-le-champ; on enrôla des troupes, on pourvut les magasins. Des subsides furent négociés avec Venise, la Hollande et l'Angleterre. On délibéra pour savoir quel Souverain seroit mis à la tête de l'Alliance. Les Rois du Sund et de la Baltique, alliés naturels de ce cercle, ne

pouvoient voir avec indifférence que l'Empereur y entrât en conquérant, et devînt leur voisin sur les côtes de la mer du Nord. Le double intérêt de la religion et de la politique leur commandoit de mettre des bornes aux progrès de ce Monarque dans la Basse-Allemagne. Christian IV étoit lui-même membre de ce cercle, en sa qualité de Duc de Holstein. Des motifs également impérieux, engageoient Gustave-Adolphe à embrasser cette alliance.

Les deux Rois briguèrent à l'envi l'honneur de défendre le cercle de Basse-Saxe, et de combattre la puissance formidable de l'Autrichien. Chacun d'eux offrit de fournir une armée, et de la commander en personne. Des campagnes glorieuses contre les Moscovites et les Polonois servoient de garants aux promesses du Roi de Suède, toutes les côtes de la Baltique étoient remplies du nom de Gustave-Adolphe. Mais le Roi de Dannemark ne pouvoit supporter la gloire de ce rival, et plus il voyoit, dans cette campagne, de lauriers à cueillir, moins il pouvoit prendre sur lui de les abandonner au voisin qu'il jalousoit. Tous les deux soumirent au ministère anglais leurs offres et leurs conditions, et Christian IV l'emporta enfin sur son compétiteur. Gustave-Adolphe, voulant assurer une retraite à ses troupes en cas de revers, demandoit l'abandon de quelques

places fortes en Allemagne, où il ne possédoit pas un pouce de terrein. Christian IV, au contraire, pouvoit se retirer dans le Holstein et le Jutland après la perte d'une bataille.

Pour gagner son rival de vîtesse, le Roi de Dannemark se hâta de paroître en campagne. Nommé chef du cercle de Basse-Saxe, il eut bientôt sur pied une armée de soixante mille hommes. L'Administrateur de Magdebourg, les Ducs de Brunswick, de Mecklenbourg, embrassèrent son parti. L'appui que l'Angleterre lui avoit fait espérer enfloit son courage, et à la vue des forces qui l'environnoient, il se flatta de terminer cette guerre dans une seule campagne. On assura la cour de Vienne que les préparatifs avoient uniquement pour but la défense du cercle, et le maintien de la tranquillité dans le pays. Mais les négociations avec la Hollande, l'Angleterre, même avec la France, les efforts extraordinaires du cercle, et l'armée formidable que l'on mettoit sur pied, sembloient présenter quelque chose de plus qu'un simple projet de défense; tout annonçoit celui de rétablir l'Electeur Palatin dans ses droits, et d'humilier l'Empereur devenu trop puissant.

Ferdinand ayant épuisé inutilement les négociations, les remontrances, les menaces et les ordres pour déterminer le Roi de Dannemark et le cercle de Basse-Saxe à poser les armes, on

commença les hostilités, et la Basse-Allemagne devint le théâtre de cette guerre désastreuse. Le Comte de Tilly suivit la rive gauche du Weser, et s'empara de tous les défilés jusqu'à Minden. Après une attaque infructueuse sur Nienbourg, et son passage du Weser, il se jeta dans la principauté de Calemberg, qu'il fit occuper par ses troupes. Le Roi qui agissoit sur la rive droite du fleuve, s'étendit dans le pays de Brunswick; mais il avoit affoibli son armée par de trop forts détachemens, et ne put rien exécuter d'important avec ce qui lui restoit. Certain de la supériorité de son adversaire, il évitoit aussi soigneusement une bataille décisive, que le général de la Ligue la recherchoit avec ardeur.

Jusqu'alors l'Empereur n'avoit combattu en Allemagne qu'avec les armes de la Bavière et de la Ligue, si on en excepte les troupes auxiliaires des Pays-Bas espagnols, qui envahirent le Bas-Palatinat. Maximilien faisoit la guerre comme chef de l'exécution impériale, et Tilly, qui la commandoit, étoit officier bavarois. L'Empereur devoit toute sa supériorité en campagne aux armes de la Bavière et de la Ligue; celles-ci avoient donc, dans leurs mains, sa fortune et la mesure de son autorité. Mais cette dépendance ne s'accordoit pas avec les vastes projets qu'un début aussi brillant fit bientôt concevoir.

Autant la ligue avoit mis d'empressement à

prendre la défense de l'Empereur, défense qui assuroit son propre salut, autant on devoit désespérer que cet empressement s'étendît, à l'avenir, jusqu'aux plans ambitieux de la Cour Impériale. Ou si la Ligue se décidoit à conquérir, on pouvoit craindre qu'elle ne partageât avec l'Empereur que la haine générale, pour recueillir seule tous les avantages de la guerre. Il falloit donc une force militaire respectable, levée par lui-même, si Ferdinand vouloit se soustraire à cette dépendance du Bavarois, et se mettre en état de soutenir son ancienne prépondérance en Allemagne. Mais la guerre avoit trop épuisé les pays de l'Empereur pour qu'ils pussent supporter les frais immenses de pareils préparatifs. Dans de telles conjonctures, rien ne pouvoit être mieux accueilli de Ferdinand, que la proposition avec laquelle un de ses officiers vint le surprendre.

Ce fut le Comte de Wallenstein, officier de mérite, le plus riche gentilhomme de la Bohême. Il avoit servi, dès sa première jeunesse, la maison impériale, et s'étoit distingué de la manière la plus brillante dans plusieurs campagnes contre les Turcs, les Vénitiens, les Bohémiens, les Hongrois et les Transylvains. Colonel à la bataille de Prague, il avoit battu depuis, comme Général-Major, une armée hongroise en Moravie. La reconnoissance de l'Empereur égala

ses services, et une partie considérable des biens confisqués après la révolte de Bohême, fut sa récompense. Possesseur d'une fortune immense, la tête échauffée par des projets ambitieux, plein de confiance en son heureuse étoile, et encore plus dans le résultat de ses réflexions sur les conjonctures, il offrit à Ferdinand de lever et d'équipper complettement une armée à ses frais, ou à ceux de ses amis; il proposa même d'épargner à l'Empereur les soins de l'entretenir, pourvu qu'on lui permît de la porter jusqu'à cinquante mille hommes. Il n'y eut personne qui ne regardât une offre aussi extravagante comme la production chimérique d'une tête exaltée. Mais il pouvoit ne remplir qu'une partie de ses promesses, et la cour trouvoit encore cette tentative assez richement récompensée. On lui abandonna donc quelques districts en Bohême pour places de recrutement, et on y ajouta la permission de nommer lui-même aux emplois de son armée. Dans l'espace de quelques mois, il rassembla vingt mille hommes avec lesquels il abandonna les frontières des pays autrichiens. Bientôt après, il parut à la tête de trente mille combattans sur celles de la Basse-Saxe. L'Empereur, pour tout cet armement n'avoit donné que son nom. La réputation du Général, la perspective de l'avancement et l'espoir du butin, attirèrent sous ses

drapeaux des aventuriers de toutes les contrées de l'Allemagne; des Princes régnans même, entraînés par l'amour de la gloire ou par leur avidité, offrirent alors de lever des régimens au service de l'Autrichien.

Ainsi, pour la première fois dans cette guerre, on vit paroître une armée Impériale en Allemagne: objet terrible pour les Protestans, et qui le fut aussi pour les Catholiques. Wallenstein avoit ordre de réunir son armée aux troupes de la Ligue, et d'attaquer le Roi de Dannemark de concert avec le général Bavarois. Mais, jaloux depuis long-temps de la réputation militaire de Tilly, il ne se montra nullement disposé à partager avec lui les lauriers de cette campagne, et à voir les exploits de son rival éclipser toute la gloire des siens. Son plan pouvoit soutenir les opérations du général Bavarois, mais il s'isola entièrement pour l'exécuter. Comme les sources qui fournissoient aux besoins des troupes de Tilly, manquoient aux siennes, il s'occupoit sur-tout de conduire son armée dans des pays opulens et garantis jusqu'alors des calamités de la guerre. Ainsi, sans faire sa jonction avec le général de la Ligue, Wallenstein s'avança sur le territoire d'Halberstadt et de Magdebourg, et s'empara de l'Elbe près de Dessau. Les deux rives de ce fleuve se trouvèrent alors ouvertes à ses exactions; il

pouvoit delà tourner le Roi de Dannemark, et s'il étoit nécessaire, se frayer un chemin dans ses états même.

Christian IV sentit tout le danger de sa position entre deux armées aussi formidables. Il avoit déjà attiré à lui l'Administrateur d'Halberstadt, revenu depuis peu de Hollande; alors il se déclara aussi pour le Comte de Mansfeld, qu'il avoit désavoué jusqu'à cette époque, et le soutint de tout son pouvoir. Mansfeld reconnut ce service de la manière la plus signalée. Il occupa seul sur l'Elbe toutes les forces de Wallenstein, et empêcha que ce général, de concert avec Tilly, ne détruisît l'armée du Roi. Le brave Mansfeld s'approcha même du pont de Dessau, malgré la supériorité de l'ennemi, et hasarda de se retrancher aussi vis-à-vis les redoutes des Impériaux. Mais, pris à dos par toutes les forces de Wallenstein, il se vit contraint de céder à la supériorité du nombre et d'abandonner son poste avec perte de trois mille hommes. A la suite de cette défaite, Mansfeld se retira dans la marche de Brandebourg. Bientôt renforcé de nouvelles troupes, il tourna tout-à-coup vers la Silésie, pour delà pénétrer en Hongrie, et, uni à Bethlen-Gabor, porter la guerre au cœur même des états autrichiens. Comme les pays héréditaires de l'Empereur se trouvoient sans défense contre

un ennemi aussi formidable, Wallenstein reçut précipitamment l'ordre de perdre de vue le Roi de Dannemark et de s'opposer, s'il étoit possible, à la marche de Mansfeld par la Silésie.

La diversion opérée par Mansfeld sur les troupes de Wallenstein, permit au Roi de détacher une partie de son armée en Westphalie pour y occuper les évêchés de Munster et d'Osnabrück. Tilly voulant s'y opposer, abandonna précipitamment le Wéser; mais les mouvemens du Duc Christian qui fit mine de pénétrer par la Hesse dans les pays de la Ligue, le rappelèrent bientôt de Westphalie. Afin d'entretenir sa communication avec les états catholiques et de prévenir la réunion dangereuse du Landgrave de Hesse et de l'ennemi, Tilly s'empara à la hâte de toutes les places tenables sur la Werrha et la Fuld, et s'assura de la ville de Münden, située à l'entrée des montagnes de la Hesse, au confluent des deux rivières dans le Wéser. Bientôt après il prit Gœttingue, la clef des pays de Brunswick et de Hesse; il avoit les mêmes projets sur Nordheim, mais le Roi s'avança avec toutes ses forces pour s'y opposer. Ce Prince, après avoir pourvu la place de tout ce qui pouvoit la mettre en état de soutenir un siége de longue durée, chercha à s'ouvrir une nouvelle

entrée dans les pays de la Ligne par le Eichsfeld et la Thuringe. Déjà il s'étoit avancé au-delà de Duderstadt, mais Tilly, par des marches forcées, l'avoit gagné de vîtesse. Christian, trop inférieur en nombre, se retira vers le pays de Brunswick pour éviter la bataille; Tilly qui vouloit l'y forcer, le poursuivit sans relâche; enfin après trois jours d'escarmouches, le Roi fut contraint de faire face à l'ennemi près du village de Lutter vers le Barenberg. Les Danois attaquèrent avec la plus grande bravoure, et trois fois le valeureux Prince les ramena à la charge, mais il fallut enfin céder à un ennemi mieux exercé, plus nombreux, et le général bavarois remporta une victoire complette. Soixante drapeaux, toute l'artillerie, les bagages et les munitions furent perdus. Beaucoup de braves Officiers restèrent sur la place, environ quatre mille soldats; trente compagnies d'infanterie, qui, pendant la déroute s'étoient jetées dans la maison du baillage à Lutter, mirent bas les armes et se rendirent au vainqueur.

Le Roi échappa avec sa cavalerie et ne tarda pas à rallier ses troupes après ce terrible échec. Tilly poursuivit sa victoire, s'empara du Wéser, du pays de Brunswick, et poussa le Roi jusque sur le territoire de Brême. Intimidé par sa défaite, celui-ci ne voulut agir que

défensivement et s'opposer sur-tout au passage de l'Elbe. Mais il avoit jetté des garnisons dans toutes les places susceptibles de défense, et il ne put que demeurer inactif avec des forces ainsi divisées. Les corps détachés furent dispersés ou détruits par l'ennemi. Les troupes de la Ligue, maîtresses de tout le Wéser, s'étendirent au-delà de l'Elbe et de l'Havel, et les Danois se virent chassés successivement de tous leurs postes. Tilly lui-même avoit passé l'Elbe et poussé ses armes victorieuses jusque dans le Brandebourg, tandis que le général de l'Empereur pénétroit d'un autre côté sur le territoire du Holstein, afin de porter la guerre dans les états du Roi même.

Vallenstein revenoit alors de Hongrie, où il avoit poursuivi le Comte de Mansfeld, sans pouvoir arrêter sa marche, ni empêcher sa réunion avec le Prince de Transylvanie. Toujours persécuté par la fortune et toujours supérieur à son sort, Mansfeld, en traversant la Silésie et la Hongrie au milieu des plus grandes difficultés, avoit heureusement opéré sa jonction avec Bethlen-Gabor dont il fut assez mal reçu. Se fiant sur les secours de l'Angleterre et sur une puissante diversion en Basse-Saxe, Gabor avoit de nouveau rompu la trève avec l'Empereur; mais au lieu de cette diversion, Mansfeld lui attiroit sur les bras toutes les

forces de Wallenstein; au lieu de lui apporter de l'argent, il en demandoit. Ce défaut d'harmonie dans le parti protestant refroidit le zèle de Gabor, et il se hâta, comme de coutume, de se soustraire par une paix précipitée aux forces supérieures de Ferdinand. Fermement résolu de la rompre au premier rayon d'espérance, mais voulant avant toutes choses que Mansfeld se pourvût d'argent, il adressa le Comte à la république de Venise.

Sans communication avec l'Allemagne et dans l'impossibilité absolue d'entretenir en Hongrie le foible reste de ses troupes, Mansfeld vendit son artillerie, ses attirails de guerre, et licencia ses soldats. Lui-même avec une suite peu nombreuse prit la route de Venise par la Bosnie et la Dalmatie. De nouveaux projets enflammoient son audace, mais sa carrière étoit achevée. Le sort dont il fut le jouet pendant toute sa vie, l'attendoit en Dalmatie pour y terminer ses jours. La mort le surprit non loin de Zara (1626). Son fidèle compagnon de fortune, le Duc Christian de Brunswick, étoit mort peu de temps auparavant. Deux hommes dignes de l'immortalité, s'ils s'étoient élevés au-dessus de leur siècle comme ils s'élevèrent au-dessus de leur sort.

Le Roi de Dannemarck, avec la totalité de ses troupes, n'avoit pu tenir tête au seul Tilly;

comment auroit-il lutté contre ces deux généraux, après l'affoiblissement de ses forces? Les Danois abandonnèrent donc tous leurs postes sur le Wéser, l'Elbe et l'Havel, et l'armée de Wallenstein se répandit avec la rapidité d'un torrent sur le Brandebourg, le Mecklenbourg, le Holstein et le Sleswic. Ce Général, trop orgueilleux pour pouvoir supporter un collègue, avoit envoyé Tilly au-delà de l'Elbe, sous prétexte d'y observer les Hollandois; mais en agissant ainsi, son but véritable étoit de terminer la guerre avec le Roi et de recueillir seul les fruits des victoires remportées par Tilly. Christian avoit perdu toutes les places fortes de ses états d'Allemagne, excepté Gluckstadt; ses armées étoient battues ou dispersées, il ne voyoit point de secours à espérer d'Allemagne, peu de consolation du côté de l'Angleterre, et ses alliés étoient livrés en Basse-Saxe à la vengeance du vainqueur. Tilly avoit forcé le Landgrave de Hesse-Cassel de renoncer à l'alliance du Dannemarck. Wallenstein qui parut subitement devant les portes de Berlin, détermina par ce coup terrible l'Electeur de Brandebourg à la soumission, et le contraignit de reconnoître Maximilien de Bavière pour Electeur légitime. La plus grande partie du Mecklenbourg étoit envahie alors par les troupes impériales. Les deux

Ducs, comme partisans du Roi de Dannemarck, furent mis au ban de l'Empire et chassés de leurs états. Ils avoient défendu la liberté germanique contre des entreprises illégales, et cette conduite fut traitée comme un crime qui entraînoit après lui la perte de toutes possessions et toutes dignités. Et ce n'étoit cependant que le prélude des violences encore plus criantes qui devoient suivre bientôt.

Alors parut le secret de Wallenstein sur la manière dont il songeoit à remplir ses promesses extravagantes. Il l'avoit appris du Comte de Mansfeld, mais l'écolier surpassa son maître. D'après le principe que la guerre doit se nourrir de la guerre, Mansfeld et le Duc Christian avoient fourni aux besoins de leurs troupes par les contributions qu'ils levoient indistinctement chez les amis et les ennemis. Mais cette existence étoit accompagnée de tous les désagrémens et tous les périls attachés à la vie de brigands. Comme des voleurs sans asile, ils étoient contraints de se dérober à travers des ennemis vigilans, de fuir d'une extrémité de l'Allemagne à l'autre, d'épier l'occasion dans des transes continuelles, et d'éviter précisément les pays les plus riches, parce qu'ils étoient le mieux défendus. Mansfeld et le Duc Christian, toujours en lutte contre ces obstacles terribles, avoient fait des choses étonnantes; que

ne devoit-on donc pas se promettre, si ces obstacles disparoissoient, si l'armée que l'on mettoit sur pied étoit assez nombreuse pour faire trembler séparément l'état le plus puissant de l'Allemagne, si le nom de l'Empereur assuroit l'impunité à tous les actes arbitraires, enfin si, sous la première autorité de l'Empire et à la tête d'une force militaire prépondérante, on poursuivoit le même plan que ces deux aventuriers avoient su exécuter à leurs propres périls et avec des bandes rassemblées à la hâte ?

C'étoit ce que Wallenstein avoit en vue, lorsqu'il fit à l'Empereur sa proposition hardie, et maintenant on n'y trouvera rien d'invraisemblable. Plus l'armée se renforçoit, moins on devoit être inquiet de son entretien, car alors elle augmentoit la terreur dans les états opposans. Plus les violences étoient révoltantes, plus on pouvoit les exercer impunément. Elles avoient une apparence de justice contre les états de l'Empire qui tenoient pour l'ennemi; le prétexte de la nécessité les justifioit à l'égard de ceux qui restoient fidèles. Le partage inégal de cette oppression empêchoit une union dangereuse entre les Princes ; l'épuisement de leurs pays leur ôtoit en même-temps les moyens d'y porter remède. L'Allemagne entière devint donc un magasin ouvert aux armées de l'Empereur, et rien ne l'empêcha d'user de tout le territoire

territoire germanique comme de ses propres domaines. Un cri universel s'éleva jusqu'au trône de Ferdinand pour demander justice. Mais tant que les Princes maltraités imploroient la justice, on étoit rassuré sur leur vengeance. Le mécontentement public se partageoit entre l'Empereur qui prêtoit son som à ces cruautés, et le général qui, en outrepassant ses pouvoirs, abusoit aussi ouvertement de l'autorité de son maître. On prit le parti de s'adresser à Ferdinand pour obtenir protection contre son général; mais aussitôt que Wallenstein, assuré de ses troupes, s'étoit vu tout puissant, il avoit aussi renoncé à l'obéissance envers son Souverain.

L'épuisement de l'ennemi pouvoit, avec vraisemblance, faire espérer la paix, et cependant Wallenstein continuoit de renforcer l'armée impériale, qu'il porta enfin jusqu'à cent mille hommes. Des brevets, sans nombre, de colonels et d'officiers, un faste royal, une prodigalité excessive envers ses créatures (jamais il ne donnoit moins de mille florins), des sommes incroyables employées à corrompre la cour de l'Empereur, pour y maintenir son influence, rien de tout cela ne fut à charge à son maître. Les contributions levées sur les provinces de la Basse-Allemagne, fournirent à ces prodigalités. Aucune distinction entre les amis et les ennemis,

des marches, des cantonnemens arbitraires, ordonnés également chez tous les Souverains, par-tout mêmes exactions et mêmes violences; tel étoit le secret de sa conduite. Si on osoit ajouter foi à un calcul extravagant des contemporains, Wallensteiu, pendant sept années de commandement, auroit levé soixante millions d'écus en contributions sur une moitié de l'Allemagne. Plus les exactions étoient énormes, mieux son armée se trouvoit pourvue, et plus on s'empressoit d'accourir sous ses drapeaux. Le monde entier vole à la fortune. Ses armées se grossissoient, tandis que tous les pays exposés à leur marche tomboient dans le dépérissement. Que lui faisoient les malédictions des provinces, et les lamentations des Souverains? ses soldats l'adoroient, et le crime même lui fournissoit les moyens d'en dédaigner les conséquences.

Ce seroit être injuste envers l'Empereur, que de lui attribuer tous les désordres commis par ses troupes. Si Ferdinand eût su d'avance devoir faire, de tous les Etats germaniques la proie de son général, il auroit vu nécessairement le danger qu'il couroit lui-même avec un homme investi de pareils pouvoirs. Plus le lien se resserroit entre l'armée et un chef de qui seul découloient toute fortune, tout avancement, plus ce lien devoit se relâcher entre eux et l'Empereur. On agissoit à la vérité au nom de

Ferdinand, mais Wallenstein n'employoit la majesté du chef suprême de l'Empire qu'à écraser toute autre autorité en Allemagne. Delà le principe réfléchi qu'adopta cet homme d'abaisser sensiblement les Princes de l'Empire, de détruire tous les degrés, tous les rapports fixés entre eux et leur chef suprême, et de donner à l'autorité impériale une extension sans bornes. Si l'Empereur étoit la seule puissance législative en Allemagne, qui pouvoit alors atteindre le Visir, dont il avoit fait l'exécuteur de sa volonté? L'élévation à laquelle le portoit Wallenstein, surprit l'Empereur lui-même. Mais comme la grandeur du maître étoit l'ouvrage de son officier, cette création de Wallenstein devoit retomber dans le néant aussitôt que la main de son créateur viendroit à lui manquer. Ce n'étoit pas en vain qu'il soulevoit tous les Princes d'Allemagne contre l'Empereur. Plus leur haine envers Ferdinand étoit excessive, moins celui-ci pouvoit se passer de l'homme qui seul pouvoit l'enchaîner. Wallenstein aspiroit évidemment à ce que son maître n'eût plus à craindre en Allemagne que celui à qui il devoit sa toute-puissance.

Il fit déjà un pas vers ce but, en demandant le duché de Mecklenbourg, comme gage provisoire des avances faites par lui à l'Empereur pendant la campagne précédente. Ferdinand, dans l'intention sans doute de donner à son gé-

néral une prérogative de plus sur celui du Bavarois, l'avoit déjà nommé Duc de Friedland; mais une récompense ordinaire ne pouvoit satisfaire l'ambition d'un Wallenstein. En vain plusieurs voix protestèrent, dans le conseil même de l'Empereur, contre cette nouvelle concession, qui se faisoit aux dépens de deux Princes de l'Empire; en vain les Espagnols, que sa fierté blessoit depuis long-tems, s'opposèrent aussi à son élévation. Le parti puissant que Wallenstein avoit acheté parmi les conseils de l'Empereur, triompha de tous les obstacles. Ferdinand vouloit, de quelque manière que ce fût, s'attacher un serviteur aussi nécessaire. Le léger oubli dont les Ducs de Mecklenbourg s'étoient rendus coupables, fit donc exclure de leur héritage les descendans d'une des plus anciennes maisons régnantes d'Allemagne, pour revêtir de leurs dépouilles une créature de la faveur (1628).

Wallenstein commença bientôt après à s'intituler Généralissime de l'Empereur sur terre et sur mer. On s'empara de la ville de Wismar, ce qui procura un établissement sur les côtes de la Baltique. On demanda des vaisseaux à la Pologne et aux villes anséatiques, pour se porter au-delà de la mer, poursuivre les Danois jusqu'au sein de leur pays, et arracher une paix qui devoit frayer le chemin à des conquêtes encore

plus importantes. L'ensemble que formoient les états de la Basse-Allemagne avec les royaumes du Nord étoit détruit, si l'Empereur réussissoit à s'établir entre eux, et à envelopper l'Allemagne dans une chaîne de pays non interrompue, depuis la mer Adriatique jusqu'au Sund (1). Telles étoient effectivement les vues de l'Empereur; mais Wallenstein en avoit de particulières pour suivre le même plan. Des possessions sur la Baltique étoient destinées à fournir les bases d'une puissance dont l'idée repaissoit depuis long-temps son ambition, et qui devoit le mettre en état de se passer de son maître.

Pour un projet aussi hardi, il étoit de la dernière importance d'occuper la ville de Stralsund sur la Baltique. Son port excellent, sa proximité des côtes de Suède et de Dannemarck, la rendoient plus que toute autre, propre à faire une place d'armes dans une guerre contre ces deux puissances. Cette ville, la sixième de la ligue anséatique, jouissoit des plus grands privilèges sous la protection du Duc de Poméranie; et hors de toute liaison avec le Dannemarck, elle n'avoit pris aucune part à cette guerre qui la menaçoit alors. Mais ni sa neutralité, ni ses privi-

(1) Il tenoit dans sa dépendance la Pologne qui seule formoit un intervalle.

lèges ne purent la mettre à l'abri des prétentions de Wallenstein.

Le magistrat de Stralsund avoit rejeté, avec une fermeté digne des plus grands éloges, la proposition faite par ce Général de recevoir garnison impériale, ainsi que la demande insidieuse du passage pour ses troupes. Wallenstein se disposa alors à former le siège de la place.

Il étoit également important, pour les deux Rois du Nord, de soutenir Stralsund dans une indépendance, sans laquelle la liberté de navigation sur la Baltique, ne pouvoit être maintenue. Le danger commun triompha enfin de la jalousie particulière, qui divisoit depuis long-temps les deux Rois. Dans un traité conclu à Copenhague (1628), ils convinrent de réunir leurs forces pour la défense de Stralsund, et d'éloigner, en commun, toute puissance étrangère qui paroîtroit menacer la mer Baltique. Christian IV jeta aussitôt dans Stralsund une garnison suffisante, et alla en personne visiter les habitans pour affermir leur courage. Quelques vaisseaux que le Roi Sigismond de Pologne envoya au secours du général de l'Empereur, furent coulés bas par la flotte danoise, et la ville de Lubeck, ayant refusé les siens, le Généralissime impérial sur mer n'eut pas assez de vaisseaux pour bloquer un seul port.

Rien ne paroît plus extraordinaire, que de vouloir s'emparer d'une place maritime, fortifiée de toutes parts, sans bloquer son port. Wallenstein, qui n'avoit jamais éprouvé de résistance, voulut aussi vaincre la nature. Stralsund, libre du côté de la mer, continuoit à se procurer des vivres et à se renforcer de nouvelles troupes; Wallenstein cependant l'investit de l'autre côté, et chercha, par des menaces pompeuses, à remplacer le défaut de ses moyens. « Je veux, disoit-il, emporter cette place, fût-» elle enchaînée avec le ciel ». L'Empereur même, qui pouvoit se repentir d'une entreprise dont il ne se promettoit aucune issue honorable, profita avec empressement de la soumission apparente et de quelques offres acceptables des habitans, pour ordonner à son Général de faire sa retraite. Wallenstein méprisa ces ordres et continua de harceler les assiégés par des assauts continuels. La garnison danoise étoit déjà considérablement diminuée, le reste ne pouvoit suffire à des travaux toujours soutenus, et le Roi se trouvoit hors d'état de hasarder un plus grand nombre de ses troupes pour le salut de cette ville. Alors Stralsund, avec le consentement de Christian, se jeta dans les bras du Roi de Suède. Le Commandant danois abandonna la place pour la céder à l'Officier suédois, qui la défendit avec le

succès le plus heureux. Le bonheur de Wallenstein échoua devant cette ville, et pour la première fois son orgueil survécut à l'humiliation de renoncer à une entreprise, après avoir perdu un temps précieux et sacrifié douze mille hommes. Mais la nécessité où il mit cette place, de recourir à la protection de la Suède, occasionna entre Gustave-Adolphe et Stralsund une étroite alliance qui facilita beaucoup dans la suite l'entrée des Suédois en Allemagne.

Jusqu'alors le bonheur avoit accompagné les armes de l'Empereur et de la Ligue, et Christian IV vaincu en Allemagne, fut contraint d'aller se cacher dans son isle; mais la Baltique mit une borne à des succès aussi brillans. Le vainqueur dénué de vaisseaux, forcé ainsi de renoncer à la poursuite du Roi, se vit même exposé au danger de perdre ses conquêtes. C'étoit sur-tout la réunion des deux Rois du nord qui inquiétoit la cour de Vienne. Si cette réunion continuoit d'exister, elle ôtoit à l'Empereur ou à son Général la possibilité de jouer un rôle sur la Baltique, ou de faire en Suède aucune descente. Si on réussissoit au contraire à séparer la cause de ces deux Princes, et à s'assurer en particulier l'amitié du Danois, on pouvoit espérer alors subjuguer d'autant plus aisément la Suède abandonnée à elle-même. La crainte de l'intervention de quelques puissances

étrangères, les mouvemens séditieux des Protestans dans ses propres états, les frais énormes de la guerre, et encore plus l'orage que l'on étoit sur le point d'élever dans l'Allemagne protestante, tous ces motifs réunis disposèrent l'Empereur à la paix; et son général dirigé par des vues entièment opposées, mit le plus grand zèle à satisfaire ce desir. Loin de souhaiter une paix qui, du faîte du pouvoir et de la grandeur, le jetoit dans l'état obscur d'un simple particulier, il ne vouloit que changer le théâtre de la guerre, et prolonger la confusion par cette paix séparée. L'amitié du Dannemarck, dont il se trouvoit être le voisin comme Duc de Mecklenbourg, lui devenoit très-importante pour l'exécution de ses vastes projets, et il résolut de s'attacher ce Monarque, au mépris même des intérêts de son maître.

Christian IV s'étoit engagé dans le traité de Copenhague à ne conclure aucune paix séparée avec l'Empereur sans l'adhésion de la Suéde, malgré cette promesse, il accepta avec empressement la proposition que lui fit alors Wallenstein. On tint donc à Lubeck (1629) un congrès d'où le Duc de Friedland renvoya avec le dédain le plus insultant les Ambassadeurs suédois qui vinrent intercéder pour le Mecklenbourg; mais les Danois plus heureux furent remis en possession de tous les pays conquis sur

leur Souverain, par les troupes impériales. Il n'en coûta à Christian IV, pour acheter cette paix nécessaire, que l'honneur de sa couronne. On lui enjoignit de ne pas s'immiscer à l'avenir dans les affaires d'Allemagne, plus qu'il n'y étoit autorisé en sa qualité de Duc de Holstein; de ne plus faire valoir, sous quelque nom que ce fût, de nouvelles prétentions sur les biens ecclésiastiques de la Basse-Allemagne, et d'abandonner à leur sort les Ducs de Mecklenbourg. Christian avoit entraîné lui-même ces deux Princes dans la guerre contre l'Empereur : en ce moment il les sacrifioit pour se faire un mérite auprès de l'usurpateur de leurs états. De tous les motifs qui le déterminèrent à cette guerre contre Ferdinand, la réintégration de son parent l'Electeur palatin n'avoit pas été un des moins importans : il ne fut pas non plus dit un seul mot de ce Prince à la paix de Lubeck, et dans un article même du traité, on alloit jusqu'à reconnoître la légitimité du Bavarois. Ce fut avec aussi peu de gloire que Christian IV disparut de la scène.

Ferdinand eut pour la seconde fois dans ses mains le repos de l'Allemagne, et il pouvoit faire de la paix avec le Dannemarck une paix générale. De toutes les Provinces de l'Empire s'élevoient les cris des malheureux qui le supplioient de mettre fin à tant de calamités; les

horreurs commises par ses soldats, l'avidité de ses Généraux avoient passé toutes les bornes. L'Allemagne ravagée alternativement par les essaims destructeurs de Mansfeld et de Christian de Brunswick, par les armées encore plus terribles de Tilly et de Wallenstein, languissoit ensanglantée, et ne soupiroit qu'après le repos. Tous les états de l'Empire faisoient les vœux les plus ardens pour la paix; jusqu'à l'Empereur lui-même, qui étoit engagé en Italie dans une guerre avec la France, épuisé par la guerre d'Allemagne, et tremblant devant les comptes qui l'attendoient. Mais malheureusement les conditions auxquelles les deux partis consentoient à poser les armes étoient trop contradictoires. Les Catholiques vouloient sortir de cette guerre avec avantage; les Protestans prétendoient ne pas s'en tirer avec perte. L'Empereur, au lieu de réunir les adversaires par une sage modération, se déclara pour un parti; et l'Allemagne fut plongée de nouveau dans les horreurs d'une guerre effroyable.

Dès la fin des troubles de Bohême, Ferdinand avoit commencé la contre-Réforme dans ses pays héréditaires; et par égard, cependant, pour quelques états évangéliques, on avoit usé de modération. Mais les victoires de ses Généraux dans la Basse-Allemagne lui donnèrent assez de confiance, pour qu'il crût pouvoir se

dégager de cette contrainte. Il fit donc annoncer à tous les Protestans dans ses pays héréditaires, qu'ils eussent à quitter leur religion ou leur patrie. Choix amer et terrible qui occasionna des révoltes affreuses parmi les paysans de l'Autriche. Aussitôt après l'expulsion de Frédéric V, le culte réformé fut aussi aboli dans les pays palatins, et l'on chassa les docteurs de cette religion de l'université d'Heidelberg.

Ces changémens n'étoient que le prélude de plus grandes innovations. Dans une assemblée d'Electeurs à Mulhausen, les Catholiques s'adressèrent à l'Empereur pour le prier de faire remettre à leur Eglise tous les archevêchés, évêchés, abbayes et couvens médiats et immédiats, saisis par les Protestans depuis la paix de religion à Augsbourg, et de dédommager ainsi les membres de la Ligue des pertes et des maux qu'ils avoient éprouvés dans cette guerre. Un Prince catholique aussi rigoureux que Ferdinand ne pouvoit laisser tomber une idée de cette nature, mais il trouva qu'il étoit encore trop tôt pour risquer de soulever toute l'Allemagne protestante par une mesure aussi hasardeuse. On ne comptoit pas un seul Prince protestant, à qui cette restitution des biens ecclésiastiques n'enlevât une partie de ses domaines. Par-tout où leurs revenus n'avoient pas été

destinés entièrement à des usages temporels, on les avoit appliqués au profit de l'Eglise protestante. Plusieurs Princes devoient à ces acquisitions une grande partie de leurs revenus et de leur puissance. Tous indistinctement ne pouvoient que se soulever à la nouvelle de la restitution. La paix de religion ne les privoit pas de leur droit sur ces biens ecclésiastiques, de même qu'elle ne les rendoit pas incontestables. Mais une longue possession, une possession de près d'un siècle pour un grand nombre, le silence de quatre Empereurs, pouvoient être allégués comme les titres les plus valables. Outre la perte effective qu'ils éprouvoient par cette restitution dans leur jurisdiction et leur puissance, outre l'extrême confusion qui devoit en être la suite, ce n'étoit pas un léger désavantage pour eux, que les Evêques réintégrés allassent de nouveau renforcer de toutes leurs voix le parti catholique à la diète de l'Empire. Un coup aussi sensible pour les Evangéliques fit craindre à l'Empereur la plus vive opposition; et avant que le feu de la guerre fût appaisé en Allemagne, il ne voulut pas soulever mal à propos contre lui tout un parti redoutable par sa réunion, et qui avoit un appui important dans la personne de l'Electeur de Saxe. Il se contenta donc de tenter par un essai cette mesure décisive. Quelques villes impériales de la Haute-

Allemagne et le Duc de Würtemberg reçurent des mandats de restitution relatifs à plusieurs de ces biens ecclésiastiques saisis par eux.

L'état des choses en Saxe lui fit risquer un pas encore plus hardi. Dans les Evêchés de Magdebourg et d'Halberstadt, les Chanoines protestans n'avoient pas hésité à se donner des Evêques de leur religion. Les deux Evêchés, excepté la seule ville de Magdebourg, étoient envahis alors par les troupes de Wallenstein. Le hasard voulut que le siége d'Halberstadt se trouvât vacant par la mort de l'Administrateur le Duc Christian de Brunswick, et l'archevêché de Magdebourg par la déposition de Christian Guillaume, Prince de la maison de Brandebourg. Ferdinand profita de ces circonstances pour donner Halberstadt à un Evêque catholique, et de plus, Prince de sa maison. Dans la crainte d'essuyer la même violation de ses droits, le chapitre de Magdebourg se hâta d'élire Archevêque, un fils de l'Electeur de Saxe. Mais le Pape, qui, en vertu de sa puissance, s'ingéra dans cette affaire, conféra aussi au Prince autrichien l'archevêché de Magdebourg; et on ne put s'empêcher d'admirer l'adresse de Ferdinand qui, toujours animé du zèle le plus saint pour la religion romaine, n'oublioit cependant pas les intérêts de sa maison.

La paix de Lubeck avoit mis l'Empereur hors d'inquiétude du côté du Dannemarck ; les Protestans paroissoient totalement abattus en Allemagne, mais la Ligue prenoit chaque jour un ton plus élevé et plus pressant. Alors Ferdinand signa l'*Edit de restitution*, fameux par tant de malheurs (1629), après l'avoir présenté auparavant à l'acceptation des quatre Electeurs catholiques. Il débute dans cet Edit par s'attribuer, en vertu de sa toute-puissance impériale, le droit d'éclaircir le sens de la paix de religion, dont les interprétations contradictoires avoient donné lieu à toutes les erreurs, et d'intervenir entre les deux partis comme arbitre et juge suprême. Il fonde ce droit sur l'observance de ses ayeux, et le consentement donné autrefois par des Etats protestans même. L'Electeur de Saxe avoit effectivement accordé ce droit à l'Empereur, et l'on vit alors combien cette cour avoit fait de tort à la cause commune par son attachement au parti de l'Autrichien. Mais si le texte de la paix de religion étoit réellement susceptible d'interprétations différentes, comme les dissentions entre les deux partis le prouvèrent suffisamment pendant un siècle, la décision d'une querelle entre des Etats catholiques et protestans ne pouvoit néanmoins appartenir en aucune manière à l'Empereur, qui étoit lui-même ca-

tholique ou protestant, et par conséquent partie intéressée. En se l'attribuant, il enfreignoit l'article le plus essentiel de la paix de religion: il ne pouvoit être juge dans sa propre cause, sans faire un vain fantôme de la liberté germanique.

En vertu donc du droit qu'il s'arrogea d'interpréter la paix de religion, Ferdinand décida alors : « que toute saisie de biens ecclésiastiques » médiats ou immédiats, faite par les Protes» tans depuis l'époque de cette paix, étoit con» traire au sens de son texte, et révoquée » comme une infraction au même traité ». Il décida de plus qu'aucun Prince catholique n'étoit tenu par la paix de religion, d'accorder autre chose aux sujets protestans, que la libre sortie de ses états. D'après cette sentence, il fut ordonné, sous peine du ban de l'Empire, à tous les possesseurs illégitimes de biens ecclésiastiques, ainsi donc à tous les Etats protestans, sans distinction, de remettre sur le champ aux commissaires impériaux ces biens injustement acquis.

Il n'y avoit rien moins que deux archevêchés et douze évêchés sur la liste, outre un nombre infini de couvens que la nouvelle Eglise s'étoit appropriés. Cet édit fut un coup de foudre pour toute l'Allemagne protestante. Déjà terrible en lui-même par la perte effective qu'il faisoit éprouver,

éprouver, il étoit encore plus effrayant par les maux inévitables dont on le considéroit comme un simple avant-coureur. Les Protestans regardèrent alors que la perte de leur religion étoit résolue par l'Empereur et la Ligue catholique, et que la liberté de l'Allemagne la suivroit de près. On n'eut égard à aucune représentation ; les Commissaires furent nommés, et des troupes nombreuses chargées de leur assurer l'obéissance. On commença par Augsbourg, où la paix avoit été conclue. La ville retourna sous la jurisdiction de son Evêque, et on y ferma sur-le-champ six églises protestantes. Le Duc de Wurtemberg fut de même contraint de restituer ses couvens. Cette rigueur effraya tous les Etats évangéliques de l'Empire, mais sans pouvoir les porter à la résistance. La crainte des forces impériales agissoit trop vivement sur eux, et déjà une grande partie commençoit à pencher pour la soumission. L'espérance d'arriver à leur but par les voies de la douceur engagea les Catholiques à retarder d'un an l'exécution de l'édit, et ce délai sauva les Protestans. Avant qu'il fût expiré, le bonheur des armes suédoises avoit changé totalement la face des choses.

Dans une assemblée d'Electeurs à Ratisbonne, où Ferdinand assista lui-même (1630), on devoit travailler sérieusement au repos de l'Alle-

magne, et au redressement de tous les griefs. Ces griefs n'étoient guères moindres du côté des Catholiques que des Protestans, quoique l'Empereur crût avec confiance s'être attaché tous les membres de la Ligue par l'édit de restitution, et particulièrement leur chef par le don de la dignité électorale et de la plus grande partie des pays palatins. Depuis l'apparition de Wallenstein, la bonne intelligence entre l'Empereur et les Princes de la Ligue s'étoit sensiblement altérée. Accoutumé à jouer le rôle de législateur en Allemagne, à tenir même dans ses mains le sort de l'Empereur, le fier Bavarois cessa tout-à-coup d'être nécessaire; il vit disparoître son ancienne importance en même-temps que le crédit de la Ligue. Un autre arrivoit maintenant pour recueillir le fruit de ses victoires, et ensevelir dans l'oubli ses services passés. Le caractère altier du Duc de Friedland, dont le triomphe le plus doux étoit d'insulter à la majesté des Princes, et de donner à l'autorité de son maître une extension odieuse, contribua beaucoup à augmenter le ressentiment de l'Electeur. Mécontent de Ferdinand, plein de méfiance en ses intentions, il étoit entré avec le ministère françois dans une alliance dont les autres Princes de la Ligue se faisoient également soupçonner. La crainte qu'inspiroient les vues ambitieuses de

l'Empereur, l'indignation produite par les malheurs de l'Allemagne, avoient étouffé chez les Princes tout sentiment de reconnoissance. Les exactions de Wallenstein étoient parvenues au dernier excès. Brandebourg faisoit monter ses pertes à vingt millions, la Poméranie à dix, la Hesse à sept, et les autres états à proportion. Les cris des malheureux qui imploroient du secours étoient instans et universels. Comme Wallenstein n'avoit aucun égard aux représentations, ne faisoit aucune différence entre Catholiques et Protestans, tous n'avoient qu'une seule voix. On assaillit l'Empereur d'une foule d'adresses dirigées contre son général; on l'étonna par les récits affreux des violences commises sur le territoire germanique. Ferdinand n'étoit pas un barbare. Sans être innocent des horreurs que son nom exerçoit en Allemagne, il en ignoroit cependant l'excès, et satisfit sur-le-champ aux demandes des Princes, en licenciant dix-huit mille hommes de cavalerie dans ses armées. Au moment de cette réforme, les Suédois se préparoient déjà à leur entrée en Allemagne, et la plus grande partie des impériaux licenciés accourut sous leurs étendards.

Cette condescendance de Ferdinand ne servit qu'à accroître les prétentions de l'Electeur de Bavière. Le triomphe sur l'autorité de l'Empereur étoit imparfait tant que le Duc de Fried-

land conservoit le commandement en chef. Les Princes tirèrent alors une vengeance terrible de la fierté de ce général, que tous indistinctement avoient éprouvée. Sa destitution fut demandée par tout le collège des Electeurs, par les Espagnols même, avec un accord, une chaleur qui étonnèrent Ferdinand. Mais cette unanimité, cette passion avec laquelle les envieux de l'Empereur insistoient sur le renvoi de Wallenstein, ne pouvoient que le convaincre de l'importance de cet officier. Wallenstein, instruit des cabales formées à Ratisbonne contre lui, ne négligea rien auprès de Ferdinand pour lui ouvrir les yeux sur les véritables intentions de l'Electeur de Bavière. Il parut lui-même à Ratisbonne, mais avec une pompe qui éclipsoit celle de l'Empereur, et qui fournit un nouvel aliment à la haine de ses adversaires.

Ferdinand ne pouvoit se décider. On exigeoit de lui un sacrifice douloureux. Il devoit sa supériorité au Duc de Friedland, et sentoit toute l'étendue de sa perte, s'il le sacrifioit à la haine des Princes. Mais malheureusement, à cette époque même, la bonne volonté de l'Electeur lui étoit nécessaire. Il s'agissoit de faire passer la couronne impériale à son fils Ferdinand déjà élu Roi de Hongrie, et le consentement de Maximilien devenoit indispensable en pareil cas. Cette affaire lui importoit

plus que toute autre, et il ne craignit pas de sacrifier le plus intéressant de ses serviteurs, pour s'attacher Maximilien de Bavière.

A cette assemblée d'Electeurs, il se trouvoit aussi des envoyés de France munis de pleins pouvoirs pour régler des difficultés qui menaçoient d'allumer une guerre en Italie, entre l'Empereur et leur maître. Le Duc Vincent de Mantoue et de Montferrat étoit mort sans enfans. Son plus proche parent, Charles, Duc de Nevers, avoit aussitôt pris possession de cet héritage, sans rendre à l'Empereur l'hommage qu'il lui devoit comme au Seigneur suzerain de ces principautés. S'appuyant sur les secours de Venise et de la France, il refusa constamment de remettre, comme on l'exigeoit, ces pays aux commissaires impériaux, jusqu'à ce qu'on eût prononcé sur la validité de ses droits. Ferdinand prit les armes, animé par les Espagnols qui, possesseurs de Milan, trouvoient trop dangereux le voisinage d'un vassal françois, et qui saisirent l'occasion d'envahir cette partie de l'Italie avec le secours de l'Empereur. Le Pape Urbain VIII chercha, dans son épouvante, à éloigner la guerre de ces contrées; mais malgré tous ses efforts, Ferdinand envoya au-delà des Alpes une armée allemande, dont l'apparition inattendue répandit l'effroi parmi tous les états d'Italie.

Ses armes triomphoient dans l'Empire lors de cet événement, et la peur qui grossit tout, crut voir revivre à l'instant l'ancien projet de monarchie universelle. Les horreurs de la guerre s'étendirent aussi sur les campagnes heureuses arrosées par le Pô; Mantoue fut escaladé, et tout le territoire éprouva les excès d'une multitude sans frein. Les malédictions de l'Italie contre l'Empereur se joignirent alors aux imprécations qui retentissoient par toute l'Allemagne, et le conclave même commença à élever dans le silence ses vœux vers le ciel pour le bonheur des armes suédoises.

Effrayé de la haine universelle que lui avoit attiré cette campagne d'Italie, fatigué de l'intérêt pressant avec lequel les Electeurs appuyoient les demandes du ministère françois, l'Empereur se prêta aux propositions de la France, et promit l'investiture au nouveau Duc de Mantoue.

Ce service important, de la part du Bavarois, méritoit de la France un service réciproque. Le traité une fois conclu, les envoyés de Richelieu purent alors, comme ils le desiroient, entourer l'Empereur de leurs intrigues pendant son séjour à Ratisbonne, aigrir le mécontentement des Princes, et diriger à son désavantage toutes les opérations de cette assemblée. Richelieu avoit choisi pour

cela un agent parfait dans la personne du Père Joseph, capucin, placé auprès de l'Ambassadeur comme un suivant sans conséquence. Une de ses premières instructions étoit de poursuivre avec chaleur le renvoi de Wallenstein. Avec le Général qui les avoit menées à la victoire, les troupes autrichiennes perdoient la meilleure partie de leurs forces. Des armées entières ne pouvoient remplacer la perte de ce seul homme. Ainsi, au moment où un Monarque victorieux, maître absolu de ses opérations, s'avançoit contre l'Empereur, un coup de maître en politique étoit d'enlever aux armées impériales le seul Général qui eût autant que Gustave d'expérience et d'autorité. Le père Joseph, d'intelligence avec Maximilien, entreprit de vaincre l'irrésolution de Ferdinand que les Espagnols et tout le collège des Electeurs ne cessoient d'assiéger. « Il seroit bien » fait, à son avis, d'acquiescer en cela aux » desirs des Princes, afin d'obtenir d'autant » plus promptement leurs suffrages pour l'é» lection de son fils. L'orage une fois dissipé, » Wallenstein se trouveroit toujours assez tôt » pour reprendre son ancien poste ». Le rusé Capucin connoissoit trop le Duc de Friedland pour hasarder quelque chose par un pareil motif de consolation.

La voix d'un moine étoit auprès de Ferdi-

et où il l'étoit effectivement par la force des armes. Plus pauvre de dix-huit mille hommes, plus pauvre d'un Général qui lui valoit une armée, il quitta Ratisbonne sans avoir rempli l'objet pour lequel il fit tous ces sacrifices. Avant que les Suédois le battissent en campagne, Maximilien de Bavière et le père Joseph lui avoient porté un coup mortel. Dans cette assemblée mémorable de Ratisbonne, la guerre contre la Suède fut résolue, et on y termina celle de Mantoue. Les Princes y avoient employé inutilement leurs bons offices auprès de l'Empereur, en faveur des Ducs de Mecklenbourg. Des Ambassadeurs anglois y avoient mendié avec aussi peu de succès un traitement annuel pour le malheureux Frédéric.

Wallenstein dominoit sur une armée de près de cent mille hommes, dont il était adoré, au moment où on devoit lui annoncer sa destitution. La plupart des Officiers étoient ses créatures, les moindres signes du Général autant d'arrêts du destin pour le simple soldat. Son ambition étoit sans bornes, sa fierté inflexible, et son esprit impérieux incapable de supporter une mortification sans vengeance. Un seul instant devoit alors le précipiter de l'excès du pouvoir dans le néant de la vie privée. Exécuter une pareille sentence contre un pareil criminel, paroissoit exiger presqu'au-

tant d'art qu'il en avoit fallu pour l'arracher au Juge. Aussi eut-on la précaution de choisir deux des plus intimes amis de Wallenstein pour porteurs de cette mauvaise nouvelle ; et ils devoient encore l'adoucir, autant que possible, par les assurances les plus flatteuses de la faveur toujours soutenue de sa Majesté Impériale.

Wallenstein connoissoit depuis long-temps l'objet de leur mission lorsque les Envoyés de l'Empereur parurent devant lui. Tous ses traits étoient calmes, et son visage annonçoit la sérénité, tandis que la rage déchiroit son cœur. Mais il avoit résolu d'obéir. Cet arrêt le surprit avant que les circonstances eussent atteint leur degré de maturité, et que ses dispositions fussent faites pour hasarder un grand coup. Ses biens immenses se trouvoient dispersés en Bohême et en Moravie, et l'Empereur pouvoit, en les confisquant, attaquer trop dangereusement le nerf de sa puissance. Il attendit satisfaction de l'avenir, et fut affermi dans cet espoir par les prophéties d'un Astrologue Italien, qui menoit comme un enfant cet esprit indompté. Seni, c'étoit son nom, avait lu dans les astres que la carrière brillante de son maître n'était pas achevée, et que l'avenir lui réservoit une fortune encore plus éclatante. On n'avoit pas besoin de fatiguer les astres pour prédire, avec

vraisemblance, qu'un ennemi tel que Gustave-Adolphe ne laisseroit pas long-temps inutile un Général tel que Wallenstein.

« L'Empereur est trahi, répondit Wallen-» stein aux Envoyés, je le plains, mais je lui » pardonne. Il est clair que l'esprit altier du » Bavarois le domine. Je suis peiné, il est vrai, » de ce qu'il m'abandonne avec cette facilité, » mais je veux obéir. » Il congédia les Députés avec des présens dignes d'une tête couronnée, et pria l'Empereur, par une humble supplique, de ne pas lui retirer ses bonnes grâces, et de le maintenir dans les dignités qu'il avoit acquises. Les murmures de l'armée furent universels, lorsqu'on y apprit la destitution du Général, et la meilleure partie de ses Officiers quitta aussi-tôt le service de l'Empereur. Un grand nombre suivit Wallenstein dans ses terres en Bohême et en Moravie; il s'en attacha d'autres par des pensions considérables, afin de pouvoir les employer aussi-tôt que l'occasion s'en présenteroit.

Son projet n'étoit rien moins que de rester inactif, lorsqu'il rentra dans le silence de la vie privée. La pompe d'un monarque l'entouroit au milieu de cette solitude, et sembloit insulter à l'arrêt de son humiliation. Six portes conduisoient au palais qu'il habitoit à Prague, et cent maisons furent abattues pour dégager

la place du château. Il construisit de semblables palais sur ses nombreuses possessions. Des Gentils-hommes des meilleures maisons se disputoient l'honneur de le servir, et l'on vit des Chambellans de l'Empereur remettre la clef-d'or, pour exercer cette même charge auprès de Wallenstein. Il entretenoit soixante pages instruits par les meilleurs maîtres; cinquante gardes occupoient continuellement son antichambre. Sa table ordinaire n'était jamais audessous de cent couverts, et il avait pour Maître-d'hôtel un homme de la première qualité. Dans les voyages, ses bagages et sa suite étoient portés sur cent voitures à quatre et six chevaux; sa cour l'accompagnoit dans soixante carosses, avec cinquante chevaux de main. Le luxe des livrées, l'éclat des équipages, la richesse des appartemens répondoient à cette magnificence. Six Barons, autant de Chevaliers devoient se tenir constamment auprès de sa personne pour obéir au moindre signe du maître. Douze patrouilles faisoient la ronde autour du château et empêchoient jusqu'au bruit le plus léger. Le silence étoit nécessaire à sa tête toujours en travail. Aucun roulement de voiture ne devoit se faire entendre auprès de sa demeure, et il arrivoit fréquemment que l'on fermoit les rues avec des chaînes. Sa société étoit morne comme les avenues qui condui-

soient à lui. Sombre, taciturne, impénétrable, il étoit plus économe de ses paroles que de son or, et proféroit d'un ton repoussant le peu de mots qui sortoient de sa bouche. Il ne rioit jamais ; la froideur de son sang résistoit aux attraits du plaisir. Toujours occupé, toujours agité par de vastes projets, il se refusoit à toutes ces vaines dissipations, au milieu desquelles d'autres prodiguent une vie précieuse. Il soignoit lui-même une correspondance répandue par toute l'Europe, et écrivoit de sa propre main la plupart de ses mémoires, afin de se confier aussi peu que possible à la discrétion des autres. Il étoit maigre, d'une haute stature ; il avoit le teint jaunâtre, les cheveux rouges et courts, les yeux petits mais étincelans. Une austérité effrayante siégeoit sur son front, et l'excès de ses récompenses pouvoit seul retenir la troupe tremblante de ses serviteurs.

Dans cette pompeuse obscurité, Wallenstein toujours actif attendoit en silence le moment de reparoître avec éclat et de se venger. Bientôt le cours rapide des victoires de Gustave-Adolphe lui apporta le pressentiment de cet heureux jour. Il ne renonça à aucun de ses plans ; l'ingratitude de l'Empereur avoit délivré son ambition d'un frein qui lui étoit à charge. L'éclat éblouissant de sa vie

privée trahissoit l'essort orgueilleux de ses projets ; et prodigue comme un monarque, il sembloit déjà compter parmi ses possessions les biens que lui montroient ses espérances.

Après le renvoi de Wallenstein et la descente de Gustave-Adolphe, il fallut songer à nommer un nouveau Généralissime. En même-temps il parut nécessaire de réunir dans une seule main le commandement, jusqu'alors séparé, des troupes Impériales et de la Ligue. Maximilien de Bavière aspiroit à ce poste important qui pouvoit mettre l'Empereur dans sa dépendance; mais par cette raison même, Ferdinand travailla, de son côté, en faveur du Roi de Hongrie, le plus âgé de ses fils. Cependant pour éloigner les deux compétiteurs, et ne mécontenter entièrement aucun parti, on remit le commandement à Tilly, Général de la Ligue, qui passa du service Bavarois à celui de l'Empereur. Les armées que Ferdinand avoit sur le territoire germanique, se montoient, depuis la défection successive des soldats de Wallenstein, environ à quarante mille hommes ; les forces militaires de la Ligue n'étoient guères moindres ; les unes et les autres commandées par des Officiers excellens, exercées par des campagnes nombreuses et enorgueillies par une longue suite de triomphes. Avec de pareilles forces on crut avoir d'autant moins à redouter

l'approche du Roi de Suède, que l'on occupoit la Poméranie et le Mecklenbourg, les deux seuls points par lesquels il pût pénétrer en Allemagne.

Après la tentative malheureuse qu'avoit faite le Roi de Danemarck pour arrêter les progrès de l'Empereur, Gustave-Adolphe était le seul Prince en Europe, de qui la liberté mourante pût espérer son salut; le seul en même-temps qui y fut conduit par de fortes raisons politiques, autorisé par des offenses, et que ses qualités personnelles rendissent capable de cette entreprise hasardeuse. Des motifs puissans, qui lui étoient communs avec le Dannemarck, l'avoient engagé, avant le commencement de la guerre en Basse-Saxe, à offrir sa personne et ses armées pour la défense de l'Allemagne; le Roi de Dannemarck l'éloigna alors pour son propre malheur. Depuis cette époque, l'insolence de Wallenstein et la fierté despotique de l'Empereur lui avoient fourni assez de griefs, qui ne pouvoient que l'irriter comme homme et le déterminer comme Roi. Des troupes Impériales avoient été envoyées au secours du Roi de Pologne Sigismond, pour défendre la Prusse contre les Suédois. Gustave se plaignit de ces hostilités à Wallenstein: « L'Empereur » a des soldats de trop, répondit ce Général, » il doit en aider ses amis. » Ce même Wal-

lenstein avoit éconduit avec une fierté insultante les Ambassadeurs Suédois du congrès de Lubeck ; ceux-ci n'en paroissant pas intimidés, il les menaça d'un traitement qui blessoit le droit des nations. Ferdinand avoit fait insulter le pavillon suédois, et intercepter des dépêches du Roi pour la Transylvanie. Il continuoit de mettre des entraves à la paix entre la Pologne et la Suède, d'appuyer les prétentions de Sigismond à la couronne Suédoise, et de refuser à Gustave-Adolphe le titre de Roi. Il avoit dédaigné les représentations réitérées de Gustave, et ajouté même de nouvelles insultes, au lieu d'accorder satisfaction pour les anciennes

Tant de motifs personnels renforcés par les sollicitations pressantes de l'Allemagne, durent nécessairement faire impression sur un Prince d'autant plus jaloux de sa dignité royale que l'on paroissoit plus disposé à la lui disputer, flatté à l'excès de la gloire de défendre les opprimés, et qui aimoit la guerre avec passion comme l'élément de son génie. Mais avant qu'une trève ou une paix avec la Pologne le mît en état d'agir, il étoit impossible de songer sérieusement à une guerre aussi périlleuse.

Le Cardinal de Richelieu eut le mérite de ménager cette trève importante. Ce grand homme d'état dirigeoit d'une main le vaisseau de

de l'Europe, tandis que de l'autre il écrasoit les factieux, et abaissoit les prétentions des grands dans l'intérieur du royaume. Au milieu des orages de son administration, il poursuivit avec une persévérance inébranlable ses projets contre la maison d'Autriche; il travailla sans relâche à arrêter cette puissance dans son cours orgueilleux. Mais tout ce qu'il voyoit autour de lui ne présentoit pas de légers obstacles à son plan; car le plus grand homme même ne pouvoit insulter impunément aux préjugés de son siècle. Ministre d'un Roi catholique, Prince de l'Eglise romaine par la pourpre qu'il portoit, il n'osa encore hasarder de s'allier ouvertement avec l'ennemi de son Eglise, pour attaquer une Puissance qui, aux yeux de la multitude, avoit su, sous le nom de religion, donner un caractère sacré à ses vues ambitieuses. Le ménagement avec lequel Richelieu dut traiter les idées rétrécies de ses contemporains, arrêta son activité politique; il se borna donc à agir secrètement, et se servit d'une main étrangère pour l'exécution de ses vastes desseins. Après s'être efforcé inutilement d'empêcher la paix du Dannemarck avec l'Empereur, il eut recours à Gustave-Adolphe le héros de son siècle. Rien ne fut épargné pour déterminer ce monarque, et lui faciliter en même-temps les moyens d'agir. Charnassé,

négociateur du Cardinal, parut dans la Prusse Polonoise où Gustave-Adolphe faisoit la guerre contre Sigismond, et ne cessa de se porter alternativement vers ces deux Princes pour ménager entre eux une paix ou une suspension d'armes. Gustave-Adolphe y étoit préparé depuis long-temps, et le Ministre françois réussit enfin à ouvrir les yeux de Sigismond sur ses véritables intérêts et la politique trompeuse de Ferdinand. Il fut conclu entre les deux Rois une trève de six ans, par laquelle Gustave demeura en possession de ses conquêtes, et obtint la liberté attendue depuis si long-temps, de tourner ses armes contre l'Empereur. Charnassé lui offrit pour cette entreprise l'alliance de son maître et des secours pécuniaires qui n'étoient pas à dédaigner. Mais Gustave-Adolphe craignit, non sans fondement, de se mettre par son acceptation dans une dépendance du Ministère françois qui l'entraveroit peut-être au milieu du cours de ses victoires, et d'éveiller la méfiance des Protestans en s'alliant avec une puissance catholique.

Si cette guerre étoit pressante et juste, les conjonctures donnoient encore au Roi les plus grandes espérances. Le nom de l'Empereur étoit, à la vérité, rédoutable, ses ressources étoient immenses, ses armées jusqu'alors invincibles; une entreprise aussi périlleuse eût effrayé tout autre

que Gustave-Adolphe. Il vit les obstacles et les dangers, mais il vit aussi les moyens qui lui donnoient l'espoir de les vaincre. Ses troupes n'étoient pas nombreuses, mais bien disciplinées, endurcies par un climat rigoureux, par une suite de campagnes, et formées à la victoire dans la guerre de Pologne. La Suède, pauvre d'hommes et d'argent, avoit fait, pendant une guerre de huit années, des efforts au-dessus de ses moyens, mais elle étoit animée pour son Roi d'un enthousiasme qui promettoit d'avance que ses états mettroient le plus grand empressement à le soutenir. En Allemagne, le nom de l'Empereur étoit au moins aussi détesté qu'il étoit craint. Les Princes protestans paroissoient n'attendre que l'arrivée d'un libérateur pour secouer le joug insupportable du tyran, et se déclarer en faveur de la Suède. Les Etats catholiques même ne pouvoient voir avec déplaisir paroître un adversaire qui alloit diminuer la prépondérance de l'Empereur. La première victoire remportée en Allemagne devoit être décisive pour sa cause; elle devoit entraîner les Princes irrésolus, affermir le courage de ses partisans, augmenter l'affluence sous ses drapeaux, et lui ouvrir des sources abondantes pour la continuation de la guerre. Si la plus grande partie des Etats germaniques avoit éprouvé tous les maux de l'oppression,

les villes anséatiques étoient demeurées intactes au sein de leur opulence, et ne pouvoient se refuser à un sacrifice modéré pour prévenir une ruine totale. Les armées Impériales qui ne vivoient qu'aux dépens des pays sur lesquels elles s'établissoient, devoient nécessairement se fondre à mesure qu'elles en seroient chassées. En envoyant mal-à-propos des troupes en Italie et dans les Pays-Bas, on avoit sensiblement diminué les forces de l'Empereur. L'Espagne affoiblie par la perte de ses gallions d'Amérique, occupée par une guerre opiniâtre dans les Pays-Bas, ne pouvoit lui prêter que de foibles secours. La Grande-Bretagne au contraire promettoit au Roi de Suède des subsides considérables, et la France, qui faisoit à cette époque la paix avec elle-même, venoit au devant de son entreprise avec les offres les plus avantageuses.

Mais le plus sûr garant du succès, Gustave-Adolphe le trouvoit en lui-même. La prudence exigeoit qu'il s'assurât de toutes les ressources extérieures, pour mettre son entreprise à couvert du reproche de témérité; dans son ame seule il trouva sa confiance et son courage. Gustave-Adolphe étoit sans contredit le premier général de son siècle, et le plus brave soldat d'une armée qu'il avoit créée lui-même. Familiarisé avec la tactique des Grecs et des Romains, il avoit in-

venté un nouvel art militaire, qui, depuis, servit de modèle aux plus grands généraux. Il diminua les escadrons, incommodes par leur étendue, pour rendre les mouvemens de la cavalerie plus faciles et plus prompts; ce fut dans le même but qu'il plaça les bataillons à des distances plus considérables entre eux. Son armée ne formoit ordinairement qu'une seule ligne de bataille; il la rangea sur deux lignes, de sorte que la seconde pût avancer lorsque la première étoit forcée à la retraite. Il sut suppléer au défaut de cavalerie, en distribuant des fantassins entre les cavaliers, ce qui décida très-souvent la victoire. L'Europe apprit de lui, pour la première fois, l'importance de l'infanterie dans les batailles. L'Allemagne entière a admiré la discipline qui distingua si glorieusement les armées suédoises sur son territoire. Toutes les fautes y étoient punies avec la plus grande sévérité, mais principalement le blasphême, le vol, le jeu et le duel. La simplicité étoit recommandée par les lois militaires de Suède; aussi dans tout le camp, sans en excepter la tente du roi, on n'appercevoit ni or ni argent. L'œil du général veilloit avec autant de soin sur les mœurs des soldats que sur leur bravoure. Chaque régiment devoit se former en cercle autour de son ministre à la prière du matin et du soir, et s'acquitter en plein air de cet

acte religieux. Le législateur servoit en tout de modèle. Une piété vive et sans affectation élevoit le courage qui animoit son grand cœur. Exempt de l'incrédulité grossière qui laisse sans frein les mouvemens farouches du barbare, exempt aussi de la momerie rampante d'un Ferdinand, qui s'avilit comme un insecte devant l'être suprême, et marche avec dédain sur l'humanité qu'il opprime, dans l'ivresse de son bonheur il fut toujours homme et chrétien, mais aussi dans sa religion toujours héros et toujours Roi. Supportant, comme le dernier de ses soldats, toutes les incommodités de la guerre, présent par-tout, oubliant la mort qui l'environnoit, il se montroit toujours sur le chemin du péril. Sa valeur naturelle lui fit trop souvent perdre de vue ce qu'il devoit au général, et la mort d'un simple soldat termina la vie d'un Roi. Mais le lâche comme le brave suivoit un tel guide à la victoire, et à son regard attentif n'échappoit aucune des actions héroïques que son exemple avoit fait naître. La gloire d'un tel souverain alluma dans sa nation un sentiment élevé d'elle-même qui doubla son ardeur; fier d'un pareil monarque, le paysan de la Finlande et de la Gothie se dépouilla gaiement de ce que lui laissoit sa misère, le soldat répandit son sang avec joie, et l'essor élevé que donna à la nation le génie d'un seul homme, survécut encore long-temps à son créateur.

Si l'on ne doutoit pas de la nécessité de la guerre, on n'en étoit pas moins incertain sur la manière dont elle devoit être faite. Une guerre offensive paroissoit trop hasardeuse au brave chancelier Oxentiern lui-même. Il trouvoit que son Roi plein d'honneur et de délicatesse, mais pauvre d'argent, avoit de trop foibles ressources en comparaison d'un despote qui disposoit de l'Allemagne entière comme de sa propriété. La politique plus vaste du héros réfuta ces timides objections du ministre. « Si nous attendons l'en-
» nemi en Suède, dit Gustave, tout est perdu
» avec une seule défaite; tout est gagné si nous
» remportons les premiers avantages en Alle-
» magne. La mer est grande, et nous avons des
» côtes étendues à surveiller. Que la flotte enne-
» mie nous échappe, ou que la nôtre soit battue,
» en vain voudrions-nous alors nous opposer à
» une descente. Nous devons tout faire pour la
» conservation de Stralsund. Tant que ce port
» nous sera ouvert, nous soutiendrons l'hon-
» neur de notre pavillon dans la Baltique, et
» nous entretiendrons une libre communication
» avec l'Allemagne. Mais, pour protéger Stral-
» sund, loin de nous cacher en Suède, il faut
» passer avec une armée en Poméranie. Ne me
» parlez donc plus d'une guerre défensive,
» qui nous feroit perdre nos plus précieux avan-
» tages. La Suède ne doit voir aucun étendard

» ennemi, et si nous sommes vaincus en Alle-
» magne, on pourra toujours recourir à votre
» plan ».

Il fut donc résolu de passer en Allemagne et d'y attaquer l'empereur. Les préparatifs furent poussés avec la plus grande vivacité, et les mesures de Gustave-Adolphe n'annoncèrent pas moins de prévoyance que sa résolution ne témoigna de grandeur et d'audace. Avant tout, il étoit nécessaire, pour une guerre aussi éloignée, de mettre la Suède en sûreté contre des voisins équivoques. Dans une entrevue personnelle avec le Roi de Dannemarck à Markarœd, Gustave s'assura l'amitié de ce monarque; les frontières furent mises à couvert du côté des Moscovites; on pouvoit, d'Allemagne, en imposer à la Pologne, s'il lui prenoit envie de violer la trève. Falkemberg, négociateur Suédois, qui se rendit en Hollande, et parcourut de là les états d'Allemagne, donna à son maître les plus flatteuses espérances de la part de plusieurs Princes protestans, quoiqu'aucun d'eux n'eût encore assez de courage et de désintéressement pour lui proposer formellement leur alliance. Les villes de Hambourg et de Lubeck se montrèrent disposées à avancer des secours pécuniaires et à prendre du cuivre de Suède en paiement. Des personnes affidées furent également envoyées auprès du Prince de Transylva-

nie, pour engager cet ennemi irréconciliable de l'Autrichien à prendre les armes contre l'Empereur.

Cependant on commença à enrôler pour la Suède dans les Pays-Bas et en Allemagne; les régimens furent complettés, de nouveaux se formèrent; on rassembla des vaisseaux, la flotte fut équipée; on se procura des vivres, des munitions et autant d'argent que possible. Trente vaisseaux de guerre se trouvèrent en peu de temps prêts à mettre à la voile; quinze mille hommes furent armés pour l'expédition, et deux cents bâtimens de transport destinés à les embarquer. Gustave-Adolphe ne voulut pas porter en Allemagne un plus grand nombre de troupes; leur entretien eût surpassé alors les forces de son Royaume. Mais si cette armée étoit peu nombreuse, le choix des troupes étoit excellent pour la discipline, la bravoure et l'expérience; elle pouvoit servir de noyau à une force militaire plus considérable, lorsqu'il auroit atteint le territoire Germanique, et que la fortune auroit favorisé ses premières opérations. Oxentiern, tout-à-la-fois général et chancelier, étoit avec dix mille hommes en Prusse, pour protéger cette province contre la Pologne. Quelques troupes réglées, et un corps de milice nombreux qui servoit de pépinière à la principale armée, demeurèrent en Suède, afin d'em-

pêcher qu'un voisin parjure ne surprît le royaume sans défense.

Ainsi, toutes les mesures se trouvèrent prises pour la sûreté du Royaume. Gustave-Adolphe ne mit pas moins d'attention dans ses réglemens d'administration intérieure. La régence fut confiée au Sénat, les finances échurent au comte Palatin Jean Casimir, beau-frère du Roi; mais quelque tendresse qu'il eût pour son épouse, elle fut éloignée de toutes les affaires du gouvernement, parce que son peu de capacité exigeoit cette précaution. Il régla sa maisou comme un mourant. Le 20 Mai 1630 toutes ses mesures étant prises, tout étant disposé pour le départ, le Roi parut à Stockolm dans l'assemblée des états pour leur dire un adieu solemnel. Il prit dans ses bras sa fille Christine, âgée de quatre ans, il la montra aux états comme leur future souveraine, telle qu'elle avoit été reconnue dès le berceau, et leur fit renouveller le serment de rester fidèles à cette princesse dans le cas où il ne reviendroit jamais; il ordonna ensuite la lecture des réglemens relatifs à la régence du Royaume pendant son absence ou la minorité de sa fille. Toute l'assemblée fondoit en larmes, et le Roi lui-même fut long-temps à se remettre de son trouble avant de pouvoir prononcer son discours d'adieux.

« Ce n'est pas avec légéreté, dit-il, que je » me précipite ainsi que vous dans une nou- » velle guerre, et une guerre aussi périlleuse. » Le Tout-Puissant m'est témoin que je ne » combats pas pour mon plaisir. L'Empereur » m'a offensé de la manière la plus cruelle dans » la personne de mes Ambassadeurs, il a sou- « tenu mes ennemis, il poursuit mes amis et » mes frères, il foule aux pieds ma religion » et tend les mains vers ma couronne. Les » Etats d'Allemagne opprimés demandent ins- » tamment du secours, et s'il plaît à Dieu, » nous leur en donnerons.

» Je connois les périls auxquels ma vie sera » exposée. Je ne les évitai jamais, et j'échap- » perai difficilement à tous. Jusqu'ici, il est » vrai, le Tout-Puissant m'a garanti d'une ma- » nière miraculeuse, mais je finirai cependant » par périr en défendant ma patrie. Je vous » remets à la protection du Ciel. Soyez justes, » intègres, que votre conduite soit irrépro- » chable, et nous nous reverrons dans l'é- » ternité. »

« Sénateurs, je m'adresse d'abord à vous. » Que Dieu vous éclaire et vous remplisse de » sa sagesse, afin que par vos conseils vous « dispensiez constamment le bonheur sur mon » royaume. Vous, brave Noblesse, je vous re- » commande à la protection divine. Que l'on

» reconnoisse toujours en vous les descendans » de ces Goths valeureux qui écrasèrent l'an- » cienne Rome. Vous, Ministres de l'Eglise, » je vous exhorte à la douceur et à la con- » corde ; soyez vous-mêmes les modèles des » vertus que vous prêchez, et n'abusez pas » auprès de mon peuple de votre empire sur » les cœurs. Vous, Députés de la Bourgeoisie » et des campagnes, je vous souhaite la béné- » diction du Ciel ; qu'une riche moisson récom- » pense vos travaux ! que vos greniers se rem- » plissent ! puissiez-vous jouir de l'abondance » dans tous les biens de la vie ! Pour vous » tous présens et absens, j'adresse au Ciel mes » vœux les plus sincères. Je vous fais mes » tendres adieux. Je vous les fais peut-être » pour toujours. »

L'embarquement se fit à Elfsnaben où la flotte étoit à l'ancre, et le peuple accourut en foule pour y jouir de ce spectacle qui étoit aussi magnifique que touchant. Les spectateurs éprouvoient les sensations les plus différentes, suivant qu'ils s'arrêtoient à la grandeur de l'entreprise ou à celle de l'homme. Parmi les Officiers supérieurs qui commandoient dans cette armée, Gustave Horn, le Rheingrave Otto-Louis, Henri Matthieu Comte de Thurn, Ortenbourg, Baudissen, Banner, Teufel, Tolt, Mutsenfahl, Falkenberg, Kniphausen et d'autres ont illustré

leurs noms. La flotte retenue par les vents contraires ne put mettre à la voile que dans le mois de Juin, et atteignit le 24 du même mois l'île de Rugen sur la côte de Poméranie.

Gustave-Adolphe fut le premier qui descendit à terre, et en présence de ceux qui l'accompagnoient, il se jeta à genoux sur le territoire Germanique, pour rendre grâces à l'Etre-Suprême de la conservation de sa flotte et de son armée. Il débarqua ses troupes dans les îles de Wollin et d'Usedom. A son approche, les garnisons Impériales abandonnèrent leurs retranchemens et prirent la fuite. Son entrée en Allemagne fut une conquête. Il parut devant Stettin avec la rapidité d'un éclair, pour s'assurer de cette place importante avant les Impériaux. Bogisla XIV, Duc de Poméranie, Prince foible et inconstant, étoit depuis long-temps las des vexations que les troupes Impériales avoient exercées dans son pays et qu'elles y exerçoient encore; mais hors d'état de leur résister, il avoit cédé en murmurant à la supériorité des forces. L'apparition de son libérateur, au lieu de relever son courage, ne fit que redoubler sa frayeur et son incertitude. Son pays désolé par les impériaux saignoit encore de toutes parts, mais ce Prince ne pouvoit se décider à attirer sur lui la vengeance de l'Empereur, en pre-

nant ouvertement le parti des Suédois. Gustave-Adolphe campé sous le canon de Stettin somma cette ville de recevoir garnison. Bogisla parut lui-même dans le camp du Roi pour l'en détourner par ses prières. « Je viens auprès de » vous comme ami et non comme ennemi, ré- » pondit Gustave, je ne fais pas la guerre à la » Poméranie, je ne la fais pas à l'Empire ger- » manique, mais seulement à ses ennemis. Ce » duché doit être remis entre mes mains comme » un dépôt sacré, et il vous sera rendu par » moi après la campagne, plus sûrement que » par aucun autre. Voyez les traces des troupes » impériales dans votre pays, voyez les traces » des miennes à Usedom, et choisissez lequel » des deux, de l'Empereur ou de moi, vous » voulez avoir pour ami? Qu'attendez-vous si » l'Empereur s'empare de votre capitale? Vous » traitera-t-il avec plus de bonté que je ne » veux le faire? Ou bien prétendez-vous mettre » des bornes à mes triomphes? L'affaire est pres- » sante; prenez une résolution, et ne me forcez » pas à employer des moyens plus efficaces ».

L'alternative étoit douloureuse. D'un côté le Roi de Suède avec une armée formidable aux portes de sa capitale, de l'autre, la vengeance inévitable de l'Empereur, et l'exemple terrible de tant de Princes allemands qui erroient dans la misère, victimes de cette vengeance. Le dan-

ger le plus pressant dicta sa résolution. Les portes de Stettin furent ouvertes au Roi, les troupes suédoises y entrèrent et prévinrent ainsi les impériaux qui déjà s'avançoient à grands pas. L'occupation de Stettin établit le Roi en Poméranie, lui assura la navigation de l'Oder et une place d'armes pour son armée. Le Duc voulant écarter, auprès de l'Empereur, le reproche de trahison, ne tarda pas à excuser sa conduite sur la nécessité; mais il connoissoit l'humeur implacable de ce Monarque, et s'allia avec son nouveau protecteur, pour se mettre, par l'amitié du Suédois, à l'abri de la vengeance de l'Autrichien. Le Roi, au moyen de cette alliance avec la Poméranie, obtint sur le territoire germanique un ami important, qui assuroit ses derrières et entretenoit sa communication avec la Suède.

Gustave-Adolphe avoit été attaqué le premier en Prusse par Ferdinand; il se crut donc dispensé envers lui des formalités reçues, et commença les hostilités sans déclaration de guerre. Sa conduite fut justifiée auprès des Princes de l'Europe par un manifeste particulier, dans lequel il exposoit les motifs qui l'engageoient à prendre les armes. Cependant il continuoit ses progrès en Poméranie, et voyoit chaque jour grossir le nombre de ses troupes. Des Officiers et des

soldats qui avoient combattu sous Mansfeld, le Duc Christian de Brunswick, le Roi de Dannemarck et Wallenstein, venoient par bandes se ranger sous ses drapeaux victorieux.

L'invasion du Roi de Suède fut bien loin d'être honorée à la cour impériale de l'attention qu'elle parut mériter bientôt après. La fierté autrichienne, portée à son comble par des succès inouis, jetta un regard de mépris sur un Prince sorti avec une poignée de monde d'un coin obscur de l'Europe, et qui, d'après l'opinion du jour, ne devoit sa réputation militaire qu'à la maladresse d'un ennemi encore plus foible que lui. La peinture humiliante que Wallenstein avoit faite, non sans intention, de la puissance suédoise, augmenta encore la sécurité de l'Empereur; comment auroit-il pu estimer un ennemi que son Général se faisoit fort de chasser à coups de verges? Les progrès rapides de Gustave-Adolphe en Poméranie ne purent même vaincre entièrement ce préjugé qu'alimentoient chaque jour les plaisanteries des courtisans. On ne le nommoit à Vienne que la *majesté de neige*, dont le froid du nord entretenoit la solidité, mais qui fondroit à vue d'œil en approchant du midi. Les Electeurs même, assemblés à Ratisbonne, ne daignèrent pas écouter ses représentations, et par une complaisance aveugle envers

envers Ferdinand, ils allèrent jusqu'à lui refuser le titre de Roi. Tandis qu'on le plaisantoit à Vienne et à Ratisbonne, il s'emparoit successivement de toutes les places fortes de la Poméranie et du Mecklenbourg.

Malgré un pareil mépris, Ferdinand avoit paru disposé à terminer par la voie des négociations ses démêlés avec la Suède; il avoit même envoyé en conséquence des Plénipotentiaires à Dantzig. Mais on vit bientôt, à leurs instructions, combien il étoit éloigné d'agir sérieusement dans cette circonstance, puisqu'il continuoit de refuser à Gustave le titre de Roi. Son dessein parut être uniquement d'éviter l'odieux de l'attaque, afin de pouvoir compter d'autant plus promptement sur l'appui des états de l'Empire. Ce congrès de Dantzig se sépara donc, comme on avoit dû s'y attendre, sans avoir produit le moindre résultat; et l'animosité des deux partis fut portée à son comble par la violence des écrits qu'ils s'adressèrent mutuellement.

Sur ces entrefaites, un Général de l'Empereur, Torquato Conti, qui commandoit l'armée en Poméranie, avoit fait d'inutiles efforts pour enlever Stettin aux Suédois. Les Impériaux furent chassés successivement de toutes les places; Damm, Stargard, Camin, Volgast, tombèrent bientôt au pouvoir de Gustave. Pour se venger de Bogisla, le Général de l'Empereur fit exercer

pendant la retraite de ses troupes, les violences les plus criantes sur les habitans de la Poméranie qui, depuis long-tems, avoient éprouvé les effets de son avarice. Sous le prétexte d'affamer l'armée suédoise, tout fut pillé et ravagé; souvent même les Impériaux, ne pouvant plus se maintenir dans une place, la réduisoient en cendres. Mais de pareilles barbaries servirent uniquement à faire paroître dans un plus grand jour la conduite opposée des Suédois, et à gagner tous les cœurs au Monarque ami de l'humanité. Le soldat suédois, exact envers l'habitant, ne touchoit sur son passage à aucune propriété étrangère. Aussi dans les villes et les campagnes on reçut à bras ouverts les armées du Roi; tous les Impériaux qui tombèrent entre les mains des paysans, furent massacrés sans miséricorde. Beaucoup de Poméraniens entrèrent au service suédois, et les états de ce pays si épuisé convinrent avec joie d'accorder à Gustave une contribution de cent mille florins.

Torquato Conti, excellent Général, malgré la dureté de son caractère, ne pouvant chasser le Roi de Stettin, chercha au moins à lui en rendre la possession inutile. Il se retrancha à Gartz, au-dessus de Stettin, sur l'Oder, pour être maître du fleuve, et couper à cette ville sa communication par eau avec le reste de l'Allemagne. Rien ne put le déterminer à combattre

le Roi de Suède, qui avoit l'avantage du nombre ; celui-ci renonça également à emporter les retranchemens formidables des Impériaux. Torquato, trop dénué d'argent et de troupes pour agir offensivement contre Gustave Adolphe, vouloit, par ce plan d'opérations, donner au Comte de Tilly le tems d'arriver, et réuni à ce général, fondre avec toutes leurs forces sur le Roi de Suède. Il profita même un jour de l'absence momentanée de ce Prince, pour chercher à s'emparer de Stettin par une attaque imprévue; mais les Suédois ne se laissèrent pas surprendre. L'attaque impétueuse des Impériaux fut repoussée avec vigueur, et Torquato disparut après avoir essuyé une perte considérable. On ne peut nier que Gustave ne fût redevable de cet heureux début autant au hasard qu'à son expérience militaire. Depuis la retraite de Wallenstein, les troupes impériales en Poméranie étoient réduites à l'état le plus déplorable. Elles trouvoient alors dans leurs désordres une punition terrible, et le pays désolé ne leur offroit plus aucune subsistance. Toute discipline, tout respect pour les ordres des officiers avoient disparu; ces troupes fondoient à vue-d'œil par la grande désertion et par une mortalité générale, effet d'un climat rigoureux auquel elles n'étoient pas accoutumées. Dans une pareille situation, le Général de l'Empereur ne desiroit rien tant

pour son armée, que les quartiers d'hiver; mais il combattoit un ennemi pour lequel il n'y avoit point d'hiver sous le ciel d'Allemagne. Gustave avoit eu la prévoyance de munir ses soldats de peaux de mouton, et pouvoit ainsi tenir la campagne dans la saison même la plus rigoureuse. Les envoyés impériaux, qui vinrent négocier une suspension d'armes, reçurent cette réponse désolante pour eux: « Les Suédois, » leur dit-on, étoient soldats en hiver comme » en été, et n'avoient pas l'intention d'épuiser » plus long-tems le pauvre cultivateur. Les Im- » périaux pourroient se comporter comme ils » voudroient, mais pour eux ils étoient décidés » à ne pas rester dans l'inaction ». Torquato Conti se démit bientôt après d'un commandement où il y avoit peu de gloire à acquérir, et point d'argent à gagner.

Une pareille inégalité devoit nécessairement mettre l'avantage du côté des Suédois. Les Impériaux furent inquiétés sans relâche dans leurs quartier d'hiver; Greifenhagen, place importante sur l'Oder, fut prise d'assaut, et les ennemis finirent par abandonner les villes de Garz et de Piritz. De toute la Poméranie il ne restoit entre leurs mains que Greifswalde, Demmin et Colberg, et le Roi fit sur-le-champ les dispositions les plus vigoureuses pour assiéger ces trois places. L'ennemi en déroute se dirigea sur la

marche de Brandebourg, et essuya une perte considérable en hommes, artillerie et bagages qui tombèrent au pouvoir des Suédois.

Gustave, en occupant les passages auprès de Ribnitz et de Damgarden, s'étoit ouvert l'entrée du Mecklenbourg, dont les habitans furent invités, par un manifeste, à retourner sous la domination de leurs Souverains légitimes, et à chasser tout ce qui étoit du parti de Wallenstein. Mais les Impériaux se mirent, par ruse, en possession de Rostock, et cet événement arrêta les progrès du Roi, qui n'étoit pas dans l'intention de diviser ses forces. Envain les Ducs de Mecklenbourg, chassés de leurs états, avoient fait intercéder auprès de l'Empereur par les Princes assemblés à Ratisbonne ; envain ils avoient cherché à gagner ce Monarque, en protestant de leur soumission, en se refusant à l'alliance de la Suède, et à toutes les voies de résistance personnelle. Exaspérés par le refus opiniâtre de l'Empereur, ils prirent alors ouvertement le parti du Roi, levèrent des troupes, et en confièrent le commandement au Duc François Charles de Saxe Lauenbourg. Celui-ci s'empara en effet de quelques places fortes sur l'Elbe, mais il se les vit bientôt enlever par Pappenheim, Général de l'Empereur, qui fut envoyé contre lui. Peu de tems après, assiégé par ce même Général dans la ville de Ratz-

bourg, il tenta de s'échapper, mais inutilement, et fut contraint de se rendre prisonnier avec toutes ses troupes. Ainsi disparut de nouveau pour ces malheureux Princes, l'espérance de rentrer dans leurs états; il étoit réservé au bras victorieux de Gustave Adolphe, de leur rendre cette justice éclatante.

Les bandes fugitives de l'Empereur s'étoient jetées dans la marche de Brandebourg, qui devint alors le théâtre de leurs excès. Non contens de lever les contributions les plus arbitraires, d'opprimer le citoyen par les logemens forcés, ces monstres fouilloient encore l'intérieur des maisons, enfonçoient, brisoient tout ce qui étoit fermé, pilloient les provisions, maltraitoient horriblement tout ce qui hasardoit de faire résistance, et déshonoroient les femmes jusque dans les lieux saints. Et ce n'étoit pas en pays ennemi que s'exerçoient toutes ces cruautés; c'étoit contre les sujets d'un Prince de qui l'Empereur n'avoit reçu aucune offense, et qu'au mépris d'un pareil traitement, il encourageoit encore à prendre les armes contre le Roi de Suède. Les Généraux de l'Empereur, sans autorité, sans moyens pécuniaires, étoient forcés de tolérer ces désordres effroyables, mais un pareil spectacle excita chez eux-mêmes le mécontentement, et leur Commandant en chef, le Comte de Schaumbourg, rougissant de tant

d'excès, voulut donner sa démission. L'électeur de Brandebourg, trop pauvre en hommes pour défendre son pays, abandonné de l'Empereur qui ne répondoit que par son silence aux représentations les plus instantes, fut enfin obligé d'avoir recours à des moyens plus efficaces; il publia un édit qui ordonnoit à ses sujets de repousser la force par la force, et de tuer sans ménagement tout soldat impérial qui seroit surpris à piller. Au point où étoient montées l'horreur des vexations et la misère du gouvernement, il ne restoit au Souverain que le remède désespéré d'imprimer le sceau de la loi à la vengeance personnelle.

Les Impériaux avoient attiré les Suédois dans la marche de Brandebourg, et le refus que fit l'Electeur de donner passage aux troupes du Roi par la citadelle de Custrin, put seul empêcher Gustave d'assiéger Francfort sur l'Oder. Il retourna sur ses pas pour achever la conquête de la Poméranie par la prise de Demmin et de Colberg. Cependant le Feld-Maréchal de Tilly s'avançoit pour défendre la marche de Brandebourg.

Ce Général, qui pouvoit se vanter de n'avoir jamais perdu de bataille, vainqueur de Mansfeld, de Christian de Brunswick, du Margrave de Bade et du Roi de Dannemark, devoit trouver aujourd'hui dans Gustave un adversaire

digne de lui. Tilly descendoit d'une famille noble du pays de Liége, et s'étoit formé dans la guerre des Pays-Bas, l'école des Généraux à cette époque. Bientôt après, sous l'Empereur Rodolphe II, il trouva occasion de se faire connoître en Hongrie, où il s'éleva d'un grade à l'autre avec la plus grande rapidité. A la paix il entra au service de Maximilien de Bavière, qui le nomma Commandant-Général de ses troupes avec plein pouvoir. Tilly, par ses sages réglemens, fut le créateur de l'armée Bavaroise, et si Maximilien avoit eu jusqu'alors la supériorité en campagne, c'étoit à lui sur-tout qu'il en étoit redevable. Après la guerre de Bohême, il obtint le commandement des troupes de la Ligue, et depuis la retraite de Wallenstein, on venoit de lui confier celui de toute l'armée impériale. Aussi sévère pour ses troupes, aussi sanguinaire pour l'ennemi, d'un caractère aussi sombre que Wallenstein, il lui fut bien supérieur par son désintéressement et sa modestie. Un zèle religieux qu'il suivoit aveuglément, joint à un esprit de persécution et à la férocité naturelle de son caractère, en faisoit l'effroi des Protestans. Un extérieur bisarre et hideux répondoit à son humeur. Petit, maigre, avec des joues abattues, un long nez, un front large et ridé, une forte moustache et un visage effilé, il se montroit ordi-

nairement vêtu d'un pourpoint espagnol de de satin verd à manches fendues, et coëffé d'un petit chapeau à haute-forme qu'il ornoit d'un panache rouge flottant jusque sur ses épaules. Son extérieur en entier rappeloit le Duc d'Albe, ce *correcteur* des Flamands, et il s'en falloit de beaucoup que sa conduite effaçât cette impression. Tel étoit le Général qui marchoit dans ce moment contre le héros du Nord.

Tilly étoit bien loin de mépriser son adversaire. « Le Roi de Suède, dit-il hautement » dans l'assemblée des Electeurs à Ratisbonne, » est un ennemi aussi habile que brave, à la » fleur de son âge, et endurci au métier des » armes. Ses mesures sont excellentes, ses » ressources rien moins que foibles; on sait » que les états de son Royaume lui ont té- » moigné la meilleure volonté. Son armée, » composée de Suédois, d'Allemands, de Li- » voniens, de Finlandais, d'Ecossais et d'An- » glais, ne fait qu'une seule et même nation » par son obéissance aveugle; c'est un joueur, » ajouta-t-il, contre lequel on a déja infiniment » gagné, lorsqu'on n'a pas perdu ».

Les progrès du Roi de Suède, dans le Brandebourg et en Poméranie, ne laissoient au nouveau généralissime aucun moment à perdre, et les Généraux qui commandoient sur

les lieux, demandoient instamment sa présence. Il se hâta donc de rappeler auprès de lui les troupes impériales répandues par toute l'Allemagne; mais il fallut se pourvoir de munitions dans des provinces ravagées, et on perdit un tems précieux avant d'y réussir. Enfin, au milieu de l'hiver, Tilly parut à la tête de vingt mille hommes devant Francfort sur l'Oder, où il fit sa jonction avec le reste des troupes de Schaumbourg. Après avoir remis à ce Général la défense de Francfort avec une garnison suffisante, il voulut marcher lui-même en Poméranie pour sauver Demmin, et délivrer la ville de Colberg, qui étoit réduite, par les Suédois, à la dernière extrémité. Mais avant sa sortie du Brandebourg, Demmin, très-mal défendu par le Duc Savelli, s'étoit déja rendu au Roi, et Colberg capitula aussi faute de vivres après cinq mois de siége. Comme tous les passages qui conduisoient à la Poméranie antérieure, étoient occupés, et que le camp du Roi auprès de Schwedt pouvoit défier toute attaque, Tilly renonça à son premier plan offensif, et se retira sur l'Elbe pour assiéger Magdebourg.

Par la prise de Demmin, le Roi pouvoit pénétrer sans obstacle dans le Mecklenbourg, mais une entreprise plus importante l'attira d'un autre côté. Tilly avoit à peine com-

mencé sa retraite, que Gustave leva brusquement son camp de Schwedt, et marcha avec toutes ses forces contre Francfort sur l'Oder. Cette ville mal fortifiée étoit défendue par une garnison de huit mille hommes, composée en grande partie des débris de ces bandes furieuses, qui avoient ravagé la Poméranie et le Brandebourg. L'attaque fut vive, et, dès le troisième jour, la ville fut emportée d'assaut. L'ennemi battit deux fois la chamade, mais les Suédois, assurés de la victoire, rejettèrent toute capitulation pour exercer le droit terrible de représailles, auquel ils se croyoient autorisés. A peine arrivé dans le pays, Tilly avoit enlevé à Neubrandebourg une garnison suédoise qui étoit restée en arrière, et, irrité de sa vigoureuse résistance, il l'avoit fait passer, jusqu'au dernier homme, au fil de l'épée. Les Suédois se rappelèrent alors cette barbarie. *Quartier de Neubrandebourg!* répondoit-on à chaque soldat impérial qui demandoit la vie, et on le massacroit sans miséricorde. Plusieurs milliers furent tués ou pris, beaucoup périrent dans l'Oder, le reste se sauva vers la Silésie; toute l'artillerie tomba entre les mains des Suédois. Enfin, pour céder à l'ardeur de ses soldats, Gustave Adolphe fut obligé de permettre un pillage de trois heures.

Tandis que ce Monarque marchoit de triomphe en triomphe, que les succès de ses armes relevoient le courage des états Protestans, dont la résistance devenoit tous les jours plus vive, l'Empereur persistoit à leur égard dans ses prétentions exagérées ; il exécutoit à la rigueur l'édit de restitution, et poussoit ainsi leur patience à bout. La nécessité lui faisoit suivre alors les voies oppressives que sa présomption lui avoit tracées dans le principe. Pour se tirer des embarras où l'avoient jeté ses procédés arbitraires, il ne voyoit que des moyens arbitraires. Mais dans un corps politique aussi artificiellement organisé que l'est le corps germanique, et qu'il le fut toujours, la main du despotisme devoit opérer des déchiremens infinis. Les Princes virent avec épouvante la constitution de l'Empire minée insensiblement, et cette violation de toutes les loix les conduisit à la résistance personnelle, seul moyen de salut qui fût en leur pouvoir. Les démarches ouvertes de Ferdinand contre l'Eglise évangélique, avoient enfin arraché à l'Electeur de Saxe le bandeau qui lui cacha si long-tems la politique astucieuse de l'Empereur. Ferdinand l'avoit personnellement offensé, en excluant son fils de l'Archevêché de Magdebourg; et le Feld-Maréchal d'Arnhein, son nouveau favori et son ministre, ne négligea rien pour aigrir son ressentiment. Ci-devant

Général dans les armées impériales, sous le commandement de Wallenstein, dont il étoit encore l'ami le plus dévoué, il cherchoit à le venger de Ferdinand, et à se venger lui-même. Pour y réussir, il s'occupa d'abord de détacher l'Electeur de Saxe des intérêts de l'Autriche. L'apparition des Suédois en Allemagne, devoit lui en offrir les moyens. Gustave Adolphe devenoit invincible aussitôt que les états Protestans se réunissoient à lui, et rien ne causoit à l'Empereur de plus vives alarmes. L'exemple de l'Electeur de Saxe pouvoit faire déclarer tous les autres états, et le sort de Ferdinand sembloit, en quelque sorte, reposer entre les mains de Jean George. L'adroit favori présenta à l'ambition de son maître toute l'importance de sa position, et lui conseilla d'effrayer l'Empereur, en le menaçant d'une alliance avec la Suède, pour obtenir de ce Monarque par la crainte, ce qu'on ne pouvoit attendre de sa reconnoissance. Il étoit cependant d'avis de ne pas conclure d'alliance positive, afin de ne rien perdre de son importance et de sa liberté. Il lui inspira le projet hardi (auquel il ne manqua qu'une main plus habile pour l'exécuter) d'attirer à lui en entier le parti des Protestans, de former une troisième puissance en Allemagne, et placé entre l'Autrichien et le Suédois, de conserver dans ses mains le coup décisif.

Ce plan devoit d'autant plus flatter l'amour-propre de Jean George, qu'il lui étoit également insupportable de tomber dans la dépendance de la Suède, ou de demeurer plus longtems sous la tyrannie de l'Empereur. Il ne pouvoit voir avec indifférence qu'un Prince étranger lui enlevât la conduite des affaires en Allemagne; et quelque peu de capacité qu'il eût pour jouer le premier rôle, sa vanité n'était nullement disposée à se contenter du second. Il résolut donc de tirer des succès du Roi, tous les avantages possibles, et de suivre son plan dans une indépendance absolue de ce Monarque. En conséquence, il s'aboucha avec l'Electeur de Brandebourg, chez qui les mêmes motifs entretenoient la même méfiance contre la Suède, et le même mécontentement contre l'Empereur. Après s'être assuré dans une diète convoquée à Torgau de la bonne volonté des états Saxons, dont le suffrage lui étoit indispensablement nécessaire, il invita tous les états évangéliques de l'Empire à une convention générale qui devoit s'ouvrir à Leipzig, le 6 février 1631. Brandebourg, Hesse-Cassel, plusieurs Princes, Comtes, états de l'Empire, Evêques Protestans, parurent eux-mêmes, ou se firent représenter dans cette assemblée, que le prédicateur de la cour de Saxe, D. Hoe de Hohenegg ouvrit, par le discours le plus violent. L'Empereur avoit fait

envain tous ses efforts pour empêcher cette assemblée illégale, dont l'objet évident étoit la résistance personnelle, et que la présence des Suédois en Allemagne rendoit de la dernière conséquence. Les Princes assemblés, animés par les progrès de Gustave Adolphe, soutinrent courageusement leurs droits, et se séparèrent au bout de deux mois, après avoir pris un arrêté remarquable, qui causa à Ferdinand les plus vives inquiétudes. Il portoit que l'on insisteroit vivement auprès de l'Empereur, dans un écrit fait au nom de tous, pour qu'il eût à casser l'édit de restitution, à retirer ses troupes de leurs résidences et de leurs forteresses, à suspendre les exécutions et à réformer les anciens abus. Mais on y ajouta la clause importante, que l'on mettroit préalablement sur pied une armée de quarante mille hommes pour se faire droit soi-même, si l'Empereur rejetoit leurs réclamations.

Une nouvelle circonstance vint encore ajouter à la fermeté des Princes Protestans. Le Roi de Suède avoit enfin vaincu les difficultés qui l'empêchoient de s'unir plus étroitement avec la France, et le 13 janvier de cette année 1631, il étoit entré dans une alliance formelle avec cette couronne. Après une discussion très-sérieuse sur le traitement futur des Princes Catholiques de l'Empire, que la France prit sous sa protec-

tion, et auxquels Gustave Adolphe vouloit faire éprouver le droit de représailles; après une contestation moins importante, sur le titre de Majesté, que l'orgueil Français refusoit à la fierté Suédoise, Richelieu céda enfin sur le second article, Gustave sur le premier, et le traité d'alliance fut signé à Beerwald dans la nouvelle marche. Les deux puissances s'engagèrent à se soutenir mutuellement et à main armée, à défendre leurs amis communs, à réintégrer dans leurs états les Princes dépossédés, et à rétablir les choses telles qu'elles étoient avant la guerre, sur les frontières comme dans l'intérieur de l'Allemagne. La Suède devoit pour cela entretenir à ses frais une armée de trente mille hommes sur le territoire Germanique, la France, de son côté, payer à la Suède quatre cents mille écus de subsides annuels. Si la fortune se déclaroit en faveur de Gustave, la Religion Catholique et les lois de l'Empire devoient être sacrées pour lui dans les places conquises, et aucune entreprise ne pourroit être faite contre elles. Tous les états et Princes, même Catholiques, en Allemagne comme au-dehors, devoient être libres d'accéder à cette alliance; aucune partie ne pourroit faire avec l'ennemi de paix séparée, sans la connoissance et l'aveu de l'autre; l'alliance devoit durer cinq ans.

Autant

Autant il en avoit coûté au Roi de Suède pour accepter une solde de la France et renoncer ainsi à une liberté absolue dans la conduite des opérations militaires, autant cette alliance étoit décisive pour ses affaires en Allemagne. Alors, pour la première fois, les Etats de l'Empire, le voyant soutenu par la première puissance de l'Europe, commencèrent à accorder quelque confiance à une entreprise dont les suites les avoient fait trembler, non sans raison, jusqu'à cette époque. Pour la première fois, enfin, il devint redoutable à l'Empereur. Les Princes catholiques même, qui desiroient l'abaissement de l'Autrichien, furent moins alarmés des progrès de Gustave, depuis que son alliance avec une puissance catholique lui commandoit le ménagement envers leur religion. Si l'apparition de Gustave Adolphe en Allemagne soutenoit la Religion évangélique et liberté contre la prépondérance de l'Empereur, l'intervention de la France pouvoit maintenant protéger la Religion catholique et la liberté de l'Allemagne contre ce même Gustave, dans le cas où l'ivresse du bonheur viendroit à l'entraîner au-delà des bornes de la modération.

Le Roi ne tarda pas à instruire de ce traité les Princes qui formaient la convention de Leipzig, et à les inviter en même-tems à une union plus étroite avec lui. La France appuya vivement cette invitation du Monarque sué-

dois, et n'épargna aucune représentation pour déterminer l'Electeur de Saxe. Gustave Adolphe se contentoit d'un appui secret, si les Princes trouvoient encore trop hasardeux de se déclarer ouvertement en sa faveur. Plusieurs d'entr'eux lui firent espérer leur acquiescement aussitôt qu'ils verroient jour à se déclarer. Jean George, jaloux du Roi de Suède, toujours se méfiant de ce Monarque, toujours fidèle à sa politique intéressée, ne sut prendre aucune résolution définitive.

L'arrêté de la convention et l'alliance entre la France et la Suède furent pour l'Empereur deux nouvelles également affligeantes. La première le fit recourir à la foudre de sa toute puissance impériale, et il ne lui manqua qu'une armée pour donner à la France des preuves de son ressentiment. On adressa à tous les partisans de la convention des lettres de remontrance qui leur défendoient expressément de lever des troupes. Ils répondirent par des plaintes amères, justifièrent leur conduite par le droit naturel, et continuèrent de se mettre en défense.

Cependant le défaut de troupes et d'argent ne laissoit aux Généraux de l'Empereur que le choix périlleux de perdre de vue le Roi de Suède ou les Princes allemands, n'étant pas en état de leur tenir tête à-la-fois avec des

forces divisées. Les mouvemens des Protestans attiroient leur attention dans l'intérieur de l'Allemagne; les progrès du Roi qui menaçoit déjà les pays héréditaires de l'Empereur par ses succès dans la marche de Brandebourg, exigeoient instamment qu'ils tournassent leurs armes de ce côté. Après la prise de Francfort, Gustave avoit marché contre Landsberg sur la Warte, et Tilly ayant essayé, mais trop tard, de sauver cette place, retourna vers Magdebourg pour en continuer le siége.

Le riche archevêché dont la ville de Magdebourg étoit la résidence, avoit appartenu depuis long-temps à des Princes évangéliques de la maison de Brandebourg, qui y établirent leur religion. Le dernier Administrateur Christian Guillaume avoit encouru le ban de l'Empire à cause de ses liaisons avec le Dannemarck; ce qui détermina le chapitre à le dépouiller formellement de ses dignités, pour ne pas attirer sur l'archevêché la vengeance de Ferdinand. Les Chanoines proposèrent à sa place le Prince Jean-Auguste, deuxième fils de l'Electeur de Saxe; mais il fut bientôt exclu par l'Empereur qui donna cet archevêché à son propre fils Léopold. L'Electeur adressa des plaintes impuissantes à la cour impériale; Christian-Guillaume prit d'autres mesures. Sûr du dévouement du peuple et des Magistrats de Magdebourg, la

tête pleine d'espérances chimériques, il se crut en état de vaincre tous les obstacles que l'édit de restitution, la sentence du chapitre, la concurrence de deux rivaux puissans, opposoient à sa réintégration. Il fit un voyage en Suède, et chercha par la promesse d'une puissante diversion en Allemagne à s'assurer les secours de Gustave. Ce Monarque le congédia, non sans lui faire espérer un appui vigoureux, mais en lui recommandant surtout d'agir avec prudence.

A peine Christian Guillaume eut-il appris la descente de son protecteur en Poméranie, qu'il se glissa, à l'aide d'un déguisement, dans Magdebourg, parut tout-à-coup au conseil, rappela aux Magistrats toutes les vexations que la ville et le pays avoient éprouvées de la part des troupes impériales, et leur exposa enfin les desseins pernicieux de Ferdinand et les dangers trop évidens de l'Eglise évangélique. Après ce début, il leur découvrit que l'époque de leur délivrance étoit arrivée, et que Gustave-Adolphe leur offroit son alliance et le plus ferme appui. Magdebourg, une des villes les plus opulentes de l'Allemagne, jouissoit, sous le gouvernement de ses Magistrats, d'une liberté républicaine qui inspiroit à ses citoyens une fermeté héroïque. Ils en avoient déjà donné des preuves glorieuses contre Wallenstein qui,

attiré par l'appas de leurs richesses, voulut exiger d'eux des sacrifices exorbitans; une vigoureuse résistance leur valut alors le maintien de leurs droits. Tout le territoire de Magdebourg avoit essuyé, il est vrai, le ravage de ses troupes, mais la ville même échappa à sa vengeance. Il ne fut donc pas difficile à l'Administrateur de gagner des esprits encore vivement frappés du souvenir de ces vexations. La ville et le Roi conclurent une alliance par laquelle Magdebourg accordoit à ce Monarque la liberté de passage et de recrutement sur son territoire et dans ses murs. Le Roi s'engageoit, en retour, à défendre scrupuleusement la religion et les privilèges de cet archevêché.

Aussitôt l'Administrateur rassembla des troupes et commença les hostilités, avant même que Gustave fût assez près pour le soutenir. Il réussit à enlever quelques corps d'impériaux dans le voisinage, fit quelques conquêtes, à la vérité peu importantes, et surprit la ville de Halle. Mais l'approche d'une armée impériale le força bientôt de reprendre en toute hâte et avec perte le chemin de Magdebourg. Gustave-Adolphe, quoique mécontent de cette précipitation, lui envoya Dietrich de Falkenberg, officier expérimenté, pour diriger les opérations militaires et aider l'Administra-

bitans de Magdebourg. Enfin le 30 mars 1631, Tilly reparut de nouveau pour pousser dès ce moment le siége avec vigueur.

En peu de temps tous les ouvrages extérieurs furent emportés. Falkenberg avoit même retiré les postes que l'on ne pouvoit plus sauver, et fait rompre le pont de l'Elbe. Comme il manquoit des troupes nécessaires pour défendre aussi les faubourgs de cette forteresse étendue, ceux de Sudenbourg et de Neustadt furent abandonnés à l'ennemi, qui aussitôt les réduisit en cendres. Pappenheim se sépara de Tilly et passa l'Elbe près de Schœnebeck pour attaquer la ville de l'autre côté.

La garnison, diminuée par les combats qu'on avoit livrés précédemment dans les ouvrages extérieurs, ne se montoit plus qu'à deux mille hommes d'infanterie et quelques cents chevaux, nombre beaucoup trop faible pour une place aussi grande et de plus irrégulière. On tâcha d'y remédier en armant les bourgeois: ressource désespérée qui produisit plus de maux qu'elle n'en prévint. Les bourgeois, soldats déjà très-médiocres, perdirent la ville par leur désunion. Le pauvre voyoit avec peine que l'on rejetât sur lui toutes les charges, qu'on l'exposât à toutes les fatigues, à tous les périls, tandis que le riche envoyoit ses valets et se livroit à ses loisirs. Le mécontentement

produisit enfin des murmures universels; l'indifférence prit la place du zèle, le dégoût et la négligence, celle de la vigilance et de l'activité. Cette division dans les esprits, jointe aux progrès de la disette, fit naître peu à peu la réflexion et le découragement. Déjà plusieurs commencèrent à s'effrayer de la témérité de leur entreprise, et à trembler devant la toute puissance de l'Empereur, contre lequel ils avoient pris parti. Mais le fanatisme religieux, l'amour ardent de la liberté, la répugnance invincible pour le nom d'Empereur, l'espérance d'un prompt secours, éloignèrent toute idée de capitulation; et quelque divisé que l'on fût sur le reste, tous, sans exception, tenoient pour une défense désespérée.

L'espoir d'être secouru étoit fondé sur la plus haute vraisemblance. Les assiégés connoissoient l'armement de la convention. Ils étoient instruits de l'approche du Roi de Suède. Le salut de Magdebourg importoit également à l'un et à l'autre, et quelques jours de marche pouvoient amener Gustave-Adolphe sous leurs murs. Le Comte de Tilly n'ignoroit aucune de ces circonstances; aussi se hâtoit-il de prendre Magdebourg à quelque prix que ce fût. Déjà il avoit envoyé un trompette pour la sommation, avec différens écrits adressés à l'Administrateur, au Commandant et au Magistrat; mais on avoit

répondu que l'on périroit plutôt que de se rendre. Une sortie vigoureuse des bourgeois lui prouva que le courage des assiégés n'étoit rien moins que refroidi; l'arrivée du Roi à Postdam, les courses des Suédois jusqu'aux murs de Zerbst ne pouvoient que redoubler ses inquiétudes, et donner aux habitans de Magdebourg les plus grandes espérances. Alors il expédia un second trompette, et le ton plus mesuré de son style affermit encore leur confiance, mais pour les jeter dans une indolence d'autant plus profonde.

Cependant les assiégeans avoient poussé leurs approches jusqu'aux fossés de la place, et élevé des batteries qui foudroyoient les remparts et les tours. Une de celles-ci s'écroula entièrement; mais s'étant appuyée de côté sur le rempart sans tomber dans le fossé, elle ne fournit aucune facilité pour l'attaque. Malgré un bombardement soutenu, le rempart avoit peu souffert, et l'effet des boulets rouges fut prévenu par des dispositions excellentes. Mais la poudre des assiégés s'épuisa bientôt, et l'artillerie de la place cessa peu à peu de répondre aux assiégeans. Avant que l'on eût préparé de nouvelle poudre, Magdebourg devoit être délivré, ou tout étoit perdu. L'espoir des habitans étoit à son comble, les regards impatiens se tournoient tous vers le pays où l'on espéroit voir flotter les

étendards de la Suède. Gustave-Adolphe étoit assez près pour paroître le troisième jour devant la place. La sécurité naît avec l'espérance, et tout contribue à l'affermir. Le 9 mai l'ennemi cesse tout-à-coup la canonade; plusieurs batteries sont dégarnies de leurs pièces ; un silence absolu règne dans le camp impérial. Tout persuade aux assiégés que leur délivrance approche. Dès le grand matin la plupart des sentinelles, bourgeoises et militaires abandonnent leurs postes, pour se livrer une fois, après de si longs travaux, aux douceurs du sommeil; mais ce repos fut cher, et le réveil affreux.

Tilly avoit enfin reconnu qu'en poursuivant son plan d'attaque, il devoit renoncer à s'emparer de la ville avant l'arrivée des Suédois. Dans cette persuasion il résolut de lever son camp, mais de tenter encore un assaut général. Les difficultés étoient grandes; on ne voyoit aucune brèche praticable, et les ouvrages se trouvoient à peine endommagés. Cependant le conseil de guerre assemblé se déclara pour l'assaut, en s'appuyant de l'exemple de Mastricht, qui avoit été escaladé au point du jour, tandis que les soldats et les bourgeois se livroient au sommeil. L'assaut fut résolu, et l'on décida qu'on attaqueroit la place sur quatre points à-la-fois. La nuit du 9 au 10 fut entière-

ment consacrée aux dispositions. Tout étoit prêt, et l'on n'attendoit que le signal des canons convenu pour cinq heures du matin. Il eut lieu, mais deux heures plus tard; Tilly, toujours incertain du succès, avoit assemblé encore une fois le conseil de guerre. Enfin, en distribuant les derniers ordres, il commanda à Pappenheim d'attaquer les ouvrages de la ville neuve. Un rempart incliné, un fossé sec peu profond, des postes abandonnés par leurs défenseurs, des sentinelles endormies; tout favorisa son entreprise. Il ne fut donc pas difficile à ce général d'escalader le premier.

Falkenberg étonné du bruit de la mousqueterie, sort à la hâte de la maison de ville où il étoit occupé à expédier le second trompette de Tilly, et, avec le peu de monde qu'il peut ramasser, il accourt vers la porte de la ville neuve déjà au pouvoir des impériaux. Repoussé sur ce point, ce brave Général vole d'un autre côté où un second parti d'assiégeans est déjà prêt d'escalader les ouvrages. Sa résistance est inutile; dès le commencement du combat il tombe sous les coups de l'ennemi. Le feu soutenu de la mousqueterie, le son du tocsin, le tumulte qui croît à chaque instant, tirent enfin les bourgeois du sommeil, et leur apprennent le danger qui les menace. Ils se couvrent à la hâte de quelques vêtemens, prennent

les armes, et, au milieu de leur étourdissement se précipitent en aveugles au devant de l'ennemi. Il y avoit encore espoir de le repousser, mais point de cavalerie pour pénétrer dans ses rangs en désordre, le Commandant mort, point de plan d'attaque, enfin plus de munitions pour continuer le feu. Deux autres portes où tout avoit été tranquille jusqu'alors, sont dégarnies de leurs défenseurs, qu'un besoin plus pressant appelle dans l'intérieur de la ville. L'ennemi profite aussitôt du mouvement et attaque ces postes abandonnés. La résistance est vive et opiniâtre, jusqu'à ce qu'enfin quatre régimens impériaux, maîtres du rempart, prennent à dos les habitans de Magdebourg et achèvent ainsi leur défaite. Dans cette confusion générale, un brave Capitaine, nommé Schmidt, mène encore les plus déterminés à l'ennemi, et est assez heureux pour le repousser jusqu'à la porte; mais blessé mortellement, il tombe, et avec lui la dernière espérance de Magdebourg. Avant le milieu du jour tous les ouvrages sont emportés; la ville est au pouvoir de l'ennemi.

Deux portes sont ouvertes alors par les assaillans à la grande armée. L'infanterie que le Général fait entrer dans la place, occupe aussitôt les principales rues, et les canons que l'on pointe au même instant chassent les bourgeois dans

leurs demeures, pour y attendre leur sort. On ne les laissa pas long-temps dans l'incertitude: deux mots de Tilly fixent le destin de Magdebourg. Un Général, avec le moindre sentiment d'humanité, auroit recommandé la modération à ses soldats: mesure, il est vrai, peut-être infructueuse auprès de pareilles troupes; mais Tilly ne voulut même pas en faire la tentative. Devenu maître de la vie de tous les citoyens par le silence de son Général, le soldat se jette dans l'intérieur des maisons pour y assouvir à son gré la brutalité de ses desirs. On vit des Allemands attendris par les larmes de l'innocence; les wallons de Pappenheim n'écoutent que leur fureur. A peine le sang avoit coulé, que les autres portes s'ouvrirent; toute la cavalerie et les bandes terribles des Croates se précipitent contre la malheureuse ville.

Alors commença une scène de sang pour laquelle l'histoire n'a point d'expressions, ni la poésie de pinceaux. L'enfance innocente, la vieillesse abandonnée, la jeunesse, le sexe, l'état, la beauté, ne peuvent désarmer la furie du vainqueur. Des femmes sont déshonorées dans les bras de leurs époux, des filles aux pieds de leurs pères, et le déshonneur est récompensé par la mort. Aucunes places ne sont assez secrettes, aucuns lieux assez saints pour garantir des recherches de leur avidité.

Cinquante-trois femmes furent trouvées décapitées dans une église. Les Croates prenoient plaisir à jeter les enfans dans les flammes, les wallons de Pappenheim à percer ces créatures innocentes sur le sein de leurs mères. Quelques officiers de la Ligue, révoltés de ce spectacle affreux, hasardent de représenter au Comte de Tilly qu'il devroit mettre fin au massacre : « Revenez dans une heure, fut » sa réponse, alors je verrai ce que j'aurai à » faire; le soldat doit avoir quelque chose » pour ses travaux et ses périls ». Ces horreurs se continuèrent avec le même acharnement jusqu'à ce qu'enfin la fumée et les flammes mirent un terme à la rapacité. Pour augmenter la confusion et rompre la résistance des habitans, on avoit dès le commencement mis le feu en plusieurs endroits. Bientôt s'élève un vent impétueux qui étend les flammes par toute la ville avec la rapidité d'un torrent, et l'incendie devient général. On voit dans ce moment une foule horrible se presser au milieu des vapeurs embrasées, des cadavres, des armes étincelantes, à travers la chûte des débris et les ruisseaux de sang. L'atmosphère brûloit, et la chaleur insupportable força enfin ces monstres même à se sauver dans leur camp. En moins de douze heures, cette ville peuplée, forte, étendue, une des plus belles de l'Alle-

magne, est réduite en cendres, à l'exception de deux églises et de quelques masures. L'Administrateur Christian Guillaume, blessé en plusieurs endroits, fut pris avec trois Bourguemestres ; beaucoup de braves Officiers et de Magistrats avoient trouvé en combattant une mort digne d'envie. L'avarice des Officiers ennemis sauva quatre cents des plus riches bourgeois, pour leur arracher des rançons considérables. Encore ce ne furent en grande partie que des Officiers de la Ligue qui montrèrent cette humanité, et l'aveugle barbarie des soldats impériaux les fit regarder comme des anges tutélaires.

A peine la fureur de l'incendie s'étoit-elle appaisée, que les bandes impériales revinrent avec une nouvelle avidité fouiller dans les ruines et les cendres. Plusieurs de ces Impériaux périrent suffoqués par la vapeur. Beaucoup firent un butin considérable, les bourgeois ayant sauvé dans les caves ce qu'ils avoient de plus précieux. Enfin, le 13 mai, Tilly parut en personne dans la ville, après que les principales rues eurent été débarrassées des décombres et des morts. La scène qui se présentoit alors à l'humanité révoltoit l'ame et la glaçoit d'effroi. Des vivans se traînoient sous des monceaux de cadavres, pour reparoître à la lumière ; des enfans errans çà et là cherchoient avec des cris déchirans les au-

teurs de leurs jours; d'autres suçoient le sein de leurs mères, qui n'étoient déjà plus. Il fallut jeter dans l'Elbe au-delà de six mille cadavres pour décombrer les rues. Le feu avoit dévoré un nombre beaucoup plus considérable de vivans et de morts; on fait monter à trente mille la totalité de ceux qui périrent.

L'entrée du Général, qui eut lieu le 14, mit fin au pillage, et ce qui s'étoit sauvé jusqu'alors obtint la vie. Environ mille personnes furent tirées de la cathédrale, où elles avoient passé trois jours et deux nuits sans nourriture et dans la crainte continuelle du massacre. Tilly leur fit annoncer le pardon et distribuer du pain. Le jour suivant on célébra, dans cette Eglise, une Messe solemnelle, et le *Te Deum* fut chanté au milieu des salves d'artillerie. Le Général de l'Empereur parcourut la ville à cheval, afin de pouvoir rapporter à son maître, comme témoin oculaire, que, depuis la prise de Troye et de Jérusalem, on n'avoit vu aucune victoire aussi éclatante. Rien, en effet, n'étoit exagéré dans ce récit, si on considère à-la-fois la grandeur, la prospérité, l'importance de la ville qui périt, et la rage de ses détructeurs.

La nouvelle du sort affreux de Magdebourg répandit l'allégresse parmi les Catholiques, le désespoir et la crainte dans toute l'Allemagne protestante. Mais la douleur et le mécontentement

ment accusèrent universellement le Roi de Suède, qui, avec d'aussi grandes forces et aussi près de cette ville alliée, l'avoit laissé périr sans secours. Les plus raisonnables même ne pouvoient expliquer cette inaction du Roi; et Gustave Adolphe, craignant de perdre à jamais le cœur d'un peuple dont il avoit entrepris la délivrance, se vit forcé de présenter à l'Europe les motifs de sa conduite dans une défense faite par lui-même.

Il avoit attaqué Landsberg, et s'en étoit rendu maître le 16 avril, lorsqu'il apprit le danger qui menaçoit Magdebourg. Aussitôt il résolut de délivrer cette place, et marcha vers la Sprée avec toute sa cavalerie et dix régimens d'infanterie. La position de ce Monarque sur le territoire Germanique, faisoit à sa prudence une loi inviolable de ne hasarder aucune marche en avant sans avoir assuré ses derrières. Il devoit traverser, avec la circonspection la plus scrupuleuse, un pays où il étoit entouré d'amis équivoques et d'ennemis puissans, où un seul pas précipité pouvoit lui couper toute communication avec son royaume. Il avoit déjà vu l'Electeur de Brandebourg ouvrir sa forteresse de Kustrin aux Impériaux, et la fermer aux Suédois, qui étoient à leur poursuite. Si Gustave échouoit contre Tilly, ce même Electeur pouvoit admettre l'ennemi dans ses autres forteresses; et

alors le Roi, pris des deux côtés, se trouvoit perdu sans ressource. Pour ne pas courir un danger aussi évident, il demanda, avant de marcher au secours des assiégés, que les deux forteresses de Kustrin et de Spandau lui fussent remises par l'Electeur jusqu'à la délivrance de Magdebourg.

Rien ne paroissoit plus juste que cette demande. Le service important que Gustave Adolphe venoit de rendre à l'Electeur, en chassant les Impériaux du Brandebourg, sembloit réclamer un service réciproque, et la conduite des Suédois en Allemagne auroit dû gagner sa confiance. Mais en livrant ses forteresses au Roi de Suède, l'Electeur le rendoit en quelque sorte maître de son pays, il rompoit avec Ferdinand, et exposoit ses états à toute la vengeance des armées impériales. George Guillaume eut une lutte terrible à soutenir avec lui-même; mais enfin la foiblesse et l'intérêt semblèrent l'emporter. Insensible au sort de Magdebourg, à celui de la religion et de la liberté Germanique, il ne vit que le danger de sa situation, et ses inquiétudes furent portées à l'excès par son ministre Schwarzenberg, qui étoit à la solde de l'Empereur. Cependant l'armée Suédoise s'approcha de Berlin, et le Roi établit son quartier chez l'Electeur.

Lorsqu'il entendit les difficultés que lui faisoit ce Prince timide, il ne put retenir son indignation. « Je marche vers Magdebourg, dit-il, non » pour mon intérêt, mais pour celui des Evan» géliques. Si personne ne veut m'aider, je fais » sur-le-champ ma retraite; j'offre un accommo» dement à l'Empereur, et prends la route de » Stockholm. Je suis sûr que Ferdinand fera la » paix avec moi, de quelque manière que je la » desire. Mais que Magdebourg succombe, et » que l'Empereur n'ait plus rien à redouter, » voyez ce qui vous en arrivera. » Cette menace jetée à propos, peut-être aussi la présence de l'armée Suédoise, d'une armée déjà si redoutable, déterminèrent enfin l'Electeur à remettre Spandau entre les mains de Gustave.

Ce Monarque avoit alors deux chemins à suivre pour marcher vers Magdebourg, l'un à l'Ouest, à travers un pays épuisé et couvert de troupes ennemies qui pouvoient lui disputer le passage de l'Elbe, l'autre au Midi, par Dessau et Wittenberg, où il trouvoit des ponts pour passer le fleuve, et la facilité de se procurer des vivres. Mais cette marche ne pouvoit s'effectuer sans le consentement de l'Electeur de Saxe, dont il se méfioit avec raison. Avant donc de se porter en avant, il fit demander à ce Prince le passage pour ses troupes, ainsi que les munitions nécessaires

payables sur-le-champ. Sa demande fut rejettée, et aucunes représentations ne purent déterminer Jean-George à abandonner son système de neutralité. Tandis que l'on étoit encore en contestation, arriva la nouvelle du sort affreux de Magdebourg.

Tilly l'annonça à tous les états protestans avec le ton d'un vainqueur, et se hâta de mettre à profit l'effroi général. L'autorité de l'Empereur considérablement déchue depuis les progrès de Gustave, se releva plus formidable que jamais après cet événement décisif; et ce changement se manifesta bientôt par le langage impérieux qu'il employa envers les états protestans. Une sentence émanée de son plein pouvoir cassa les arrêtés de la convention de Leipzig; la convention même fut annullée par un décret impérial, et tout état opposant menacé du sort de Magdebourg. Tilly, comme exécuteur de ce décret, fit aussitôt attaquer l'Evêque de Brême, membre de la convention, et qui, de plus, avoit levé des troupes. L'Evêque, intimidé, les abandonna sur-le-champ, et signa la cassation des arrêtés de Leipzig. Une armée impériale, sous les ordres du Comte de Furstemberg qui revenoit d'Italie à cette époque, en agit de même envers l'Administrateur du Würtemberg. Le Duc fut contraint de se soumettre à l'édit de restitution, aux autres dé-

crêts de l'Empereur, et de payer un subside de cent mille écus tous les mois pour l'entretien des armées impériales. De pareilles charges furent imposées aux villes d'Ulm, de Nuremberg, et aux cercles entiers de Franconie et de Souabe. Le bras de l'Empereur écrasa l'Allemagne. La prépondérance inopinée, mais plus spécieuse que réelle, qu'il obtint par cet événement, l'entraîna au-delà des bornes précédentes de sa modération, elle l'égara dans des mesures violentes et précipitées qui triomphèrent enfin de l'irrésolution des Princes allemands, à l'avantage de Gustave-Adolphe. Ainsi quelque malheureux qu'eussent été pour les Protestans les premiers effets de la perte de Magdebourg, les suites n'en furent pas moins avantageuses. Une consternation inutile fit bientôt place à un mécontentement plus énergique; le désespoir donna des forces, et la liberté de l'Allemagne sortit des cendres de Magdebourg.

De tous les membres de la convention de Leipzig, l'Electeur de Saxe et le Landgrave de Hesse étoient évidemment les plus redoutables, et l'Empereur devoit jouir dans ces contrées d'un pouvoir mal affermi, tant qu'il n'auroit pas désarmé ces deux Princes. Tilly dirigea d'abord ses armes contre le Landgrave de Hesse et se porta immédiatement de Magdebourg vers la Thuringe. Les pays de Saxe-Ernestin et de

Schwarzbourg furent horriblement maltraités dans cette marche, Frankenhausen fut pillé impunément et mis en cendres sous les yeux de Tilly, enfin le malheureux cultivateur paya lui-même d'une manière affreuse les bonnes intentions de son Souverain pour les Suédois. La ville d'Erfurt, la clef de la Saxe et de la Franconie, fut menacée d'un siége dont elle se racheta par une somme d'argent et une livraison volontaire de vivres. Tilly dépêcha de là son envoyé au Landgrave de Hesse, pour le sommer de licencier ses troupes sur-le-champ, de renoncer à la convention de Leipzig, de recevoir des régimens impériaux dans son pays et ses forteresses, de payer des contributions, et de se déclarer ami ou ennemi. C'est ainsi qu'un Prince allemand dut se voir traiter par un Officier impérial. Mais cette sommation extravagante étoit accompagnée d'une force militaire qui lui donnoit un poids effrayant, et le souvenir récent du sort de Magdebourg devoit encore augmenter son impression. La réponse intrépide du Landgrave n'en est donc que plus digne d'éloges. « Son intention, dit-il, » n'étoit nullement de recevoir des soldats » étrangers dans ses forteresses et sa résidence. » Il avoit lui-même besoin de ses troupes, et » sauroit se défendre contre toute attaque. Si le » Général Tilly manquoit d'argent et de vivres,

» il n'avoit qu'à prendre le chemin de Munich » où il trouveroit provision de l'un et de » l'autre ». L'invasion de deux corps impériaux dans la Hesse fut le premier résultat de ce défi, mais le Landgrave sut si bien les recevoir, qu'ils ne purent rien exécuter d'important. Tilly se disposa alors à les suivre avec toutes ses forces, et la fermeté du Prince auroit coûté cher à son malheureux pays, si les mouvemens du Roi de Suède n'eussent rappelé dans ce moment critique le Général de l'Empereur.

Gustave-Adolphe avoit appris avec la plus vive douleur le sort de Magdebourg, et George-Guillaume vint encore y ajouter, en redemandant, conformément à leur convention, la forteresse qu'il avoit remise entre les mains de Gustave. La perte de Magdebourg ne pouvoit que multiplier les raisons qui rendoient si importante pour le Roi la possession de Spandau; et plus il voyoit s'approcher la nécessité d'une bataille décisive avec Tilly, plus il lui étoit pénible de renoncer au seul asyle qui lui restât en cas de revers. Après avoir épuisé inutilement les représentations et les prières auprès de l'Electeur de Brandebourg, après avoir remarqué que la froideur de ce prince augmentoit journellement envers lui, le Roi envoya enfin l'ordre à son Commandant d'évacuer

Spandau ; mais il déclara en même-temps que, dès ce jour, l'Electeur devoit être traité en ennemi.

Pour appuyer cette déclaration, il parut avec toutes ses forces devant Berlin. « Je ne veux » pas être reçu moins favorablement que les » Généraux de l'Empereur », répondit-il aux députés que l'Electeur consterné de son approche envoya dans son camp ; « Votre maître » les a admis dans ses états, a pourvu à leurs » besoins, leur a livré toutes les places qu'ils » ont paru desirer, et malgré ces complaisances, il n'a pu obtenir d'eux qu'ils traitassent son peuple avec plus d'humanité. Tout » ce que je lui demande, c'est la sûreté, une » somme d'argent médiocre et du pain pour » mes troupes. Je lui promets en revanche de » protéger ses états et d'en éloigner le théâtre de » la guerre. Mais je suis forcé d'insister sur ces » articles ; que mon frère l'Electeur se décide » donc promptement à m'accepter pour ami, » ou à voir sa capitale livrée au pillage ». Ce ton décidé fit impression sur l'Electeur, et les canons pointés contre la ville triomphèrent de toute son incertitude. Peu de jours après on signa une alliance, par laquelle George-Guillaume consentoit à un paiement de trente mille écus par mois, laissoit Spandau entre les mains de Gustave-Adolphe, et s'engageoit à

ouvrir dans tous les temps la forteresse de Custrin à ses troupes. Cette union avouée de l'Electeur de Brandebourg avec la Suède, ne fut pas mieux accueillie à la cour de Vienne, que ne l'avoit été dans le temps la même résolution du Duc de Poméranie. Mais les revers essuyés bientôt après par les troupes impériales ne laissèrent au ressentiment de leur maître que les armes de la parole.

La satisfaction du Roi au sujet de cet heureux événement, fut accrue bientôt après par la nouvelle agréable, que Greifswald, la seule place forte encore au pouvoir des impériaux en Poméranie, avoit capitulé, et que tout le pays étoit enfin purgé de cet ennemi dangereux. Il reparut en personne dans ce duché, où il eut le spectacle touchant d'une joie universelle dont il étoit l'auteur. Un an s'étoit écoulé depuis que Gustave-Adolphe avoit mis le pied en Allemagne, et cet événement fut célébré dans tout le Duché de Poméranie par un jour solemnel d'actions de graces. Peu auparavant le Czar de Moscovie l'avoit salué par ses Ambassadeurs, qui l'assurèrent encore de l'amitié de leur maître, et lui offrirent en même-temps des troupes auxiliaires. Le Roi devoit d'autant plus se féliciter de ces intentions pacifiques des Russes, qu'il étoit important pour lui de ne pas être inquiété par ses voisins dans la guerre périlleuse à

laquelle il alloit s'exposer. Peu de temps après, la Reine Marie-Eléonore son épouse débarqua avec un renfort de huit mille Suédois en Poméranie ; et l'arrivée de six mille Anglois sous les ordres du Marquis d'Hamilton doit d'autant moins être passée sous silence, qu'à cette apparition se borne tout ce que les exploits des troupes angloises offrent à l'histoire dans la guerre de trente ans.

Pendant l'expédition du Général Tilly dans la Thuringe, Pappenheim se maintint sur le territoire de Magdebourg ; mais il n'avoit pu empêcher les Suédois de passer l'Elbe à diverses reprises, de sabrer quelques détachemens d'Impériaux, et de se rendre maîtres de plusieurs places. Lui-même, inquiété par l'approche du Roi, appela instamment le Comte de Tilly, qui retourna à marches forcées vers Magdebourg. Tilly assit son camp en-deçà du fleuve à Wolmirstœdt ; Gustave Adolphe avoit le sien du même côté, près de Werben, non loin du confluent de l'Havel dans l'Elbe. L'arrivée de Tilly s'annonça sous de malheureux auspices pour ce Général. Les Suédois dispersèrent trois de ses régimens postés dans des villages, loin de la grande armée ; ils enlevèrent la moitié de leurs bagages, et brûlèrent le reste. Envain Tilly s'avança à une portée de canon du camp de Gustave, pour lui présenter la bataille ; le Roi,

plus foible de moitié que son adversaire, l'évita avec sagesse, et son camp étoit trop fort pour que l'ennemi pût tenter de le forcer. On s'en tint donc à une simple canonnade et à quelques escarmouches où les Suédois eurent toujours l'avantage. Pendant sa marche rétrograde sur Wolmirstœdt, l'armée de Tilly se diminua considérablement par la désertion. Depuis le sac de Magdebourg le bonheur s'éloigna de lui.

Dès-lors le Roi de Suède n'en fut que plus constamment accompagné. Tandis qu'il étoit dans son camp de Werben, tout le Mecklenbourg, à l'exception d'un petit nombre de places, fut conquis par son Général Tott, de concert avec le Duc Adolphe Frédéric, et Gustave goûta un plaisir digne de lui, en réintégrant les deux Princes dans les états qu'ils avoient perdus. Lui-même se rendit à Gustrow, où se fit l'inauguration, pour relever encore par sa présence un acte aussi éclatant. Les deux Ducs firent une entrée solemnelle, ayant au milieu d'eux leur libérateur, entourés d'un cortège de Princes qui applaudissoient à leur triomphe, et cette fête touchante fut encore embellie par la joie des sujets.

Peu après le retour du Roi à Werben, le Landgrave de Hesse-Cassel parut dans son camp pour s'unir à lui par une alliance offensive et défensive : premier Prince d'Allemagne qui se

déclara ouvertement et de plein gré contre l'Empereur. Entraîné à ce pas décisif par les motifs les plus impérieux, le Landgrave Guillaume s'engagea à traiter l'ennemi du Roi de Suède comme le sien, à ouvrir ses états à Gustave Adolphe, à lui fournir les vivres et tout ce que réclameroient ses besoins. Le Roi se déclara en revanche son protecteur et son ami, et promit de n'acquiescer à aucune paix sans avoir obtenu pour le Landgrave pleine satisfaction auprès de l'Empereur. Les deux parties tinrent loyalement leur parole. Hesse-Cassel persista jusqu'à la fin de cette longue guerre, dans son alliance avec la Suède, et ne put que se louer de l'amitié de cette couronne à la paix de Westphalie.

Tilly, à qui la démarche courageuse du Landgrave ne resta pas long-tems inconnue, envoya contre lui le Comte de Fugger avec quelques régimens, tandis qu'il essayoit lui-même de soulever les Hessois par des écrits séditieux. Ses écrits produisirent aussi peu d'effet que ses régimens, qui lui eussent été d'un grand secours à la bataille de Breitenfeld; et les états de Hesse n'hésitèrent pas long-tems entre le défenseur de leurs propriétés, et celui qui les ravageoit.

Mais le Général de l'Empereur appréhendoit encore bien plus des sentimens équivoques de l'Electeur de Saxe, qui continuoit ses préparatifs

malgré la défense, et maintenoit la convention de Leipzig. Aussi près du Roi de Suède, et sur le point d'en venir nécessairement à une bataille décisive, il lui parut trop dangereux de laisser l'Electeur en armes, d'autant plus que ce Prince pouvoit à chaque instant se déclarer en faveur de l'ennemi. Tilly venoit de recevoir vingt-cinq mille hommes de vieilles troupes que Furstemberg lui amena. Plein de confiance en ses forces, il crut désarmer l'Electeur par le seul effroi de sa présence, ou du moins en triompher aisément. Mais avant d'abandonner son camp de Wolmirstœdt, il le fit sommer d'ouvrir son pays aux troupes impériales et de licencier les siennes, ou de les réunir à l'armée de l'Empereur pour chasser Gustave-Adolphe. Il lui rappela que de tous les états Germaniques, son Electorat avoit été jusqu'alors traité avec le plus de ménagement, et le menaça d'un ravage affreux en cas de refus.

Tilly avoit choisi, pour cette proposition impérieuse, le moment le moins favorable. Les violences exercées sur les Protestans et les Membres de la convention de Leipzig, le sac de Magdebourg, les désordres des Impériaux dans la Lusace, tout se réunissoit pour irriter l'Electeur contre Ferdinand. La proximité de Gustave Adolphe, quelque peu de droits que Jean George dût avoir à l'appui de ce Prince,

releva son courage. Il refusa les quartiers aux Impériaux, et déclara sa ferme résolution de rester en armes. « Quelque surpris qu'il dût » être, ajouta-t-il, de voir l'armée impériale » marcher contre ses états, dans un tems où elle » avoit assez à faire de poursuivre le Roi de » Suède, il n'attendoit cependant pas qu'au lieu » des récompenses promises et bien méritées, » on le paieroit d'ingratitude en désolant son » pays. » Les envoyés de Tilly furent traités magnifiquement, et avant leur départ il leur donna une réponse encore plus intelligible. « Messieurs, dit-il, je vois bien que l'on a in- » tention de mettre enfin sur table les *confi-* » *tures de Saxe*, long-tems ménagées; mais » on sert ordinairement avec elles des noix, » et autres bagatelles qui sont dures à mordre; » prenez garde de vous y casser les dents. »

Alors Tilly sortit de son camp, s'avança jusqu'à Halle, en exerçant des ravages effroyables, et fit renouveler sa proposition à l'Electeur avec une nouvelle instance, et d'un ton encore plus menaçant. Lorsqu'on se rappelle toute la conduite de ce Prince qui, par penchant, et par les instigations d'un ministre vendu à l'Empereur, oublioit ses devoirs les plus sacrés pour se dévouer aux intérêts de la cour de Vienne; lorsqu'on songe au peu d'art qu'il avait fallu pour l'entretenir dans l'inaction, on ne peut que s'é-

tonner de l'aveuglement de l'Empereur ou de ses ministres, qui abandonnèrent leur ancienne politique, précisément à l'époque la plus difficile, et poussèrent à bout par la violence ce Prince si facile à mener. N'étoit-ce pas plutôt l'intention de Tilly? Ne cherchoit-il pas à faire d'un ami équivoque un ennemi déclaré, et à se dispenser ainsi du ménagement que les ordres secrets de l'Empereur lui avoient imposé jusqu'alors envers les sujets de ce Prince? N'étoit-ce pas peut être l'intention de Ferdinand, d'entraîner l'Electeur à des hostilités, pour s'acquitter ainsi de son obligation, et se délivrer d'une reconnoissance qui lui étoit à charge? On ne devroit pas moins s'étonner de la présomption téméraire de Tilly, qui, à la vue de Gustave Adolphe, ne craignit pas de se faire un ennemi nouveau; on ne saurait expliquer la négligence de ce Général, qui laissa tranquillement opérer une jonction aussi dangereuse.

Jean George, poussé au désespoir par l'entrée des Impériaux sur le territoire Saxon, se jetta, mais avec répugnance, dans les bras du Roi de Suède.

Aussitôt après sa réponse aux premiers envoyés de Tilly, il avoit expédié en toute hâte son Feld-Maréchal d'Arnheim dans le camp de Gustave, pour demander des secours à ce Monarque si long-tems négligé par lui. Le Roi ca-

cha la secrette satisfaction que lui causoit un dénouement attendu avec tant d'impatience. « J'en suis fâché pour l'Electeur, répondit-il au » Feld-Maréchal, avec une froideur affectée. S'il » eût fait cas de mes représentations, ses états » n'auroient point vu d'ennemis, et Magde- » bourg existeroit encore. Maintenant que la » nécessité ne laisse aucune autre ressource, on » s'adresse au Roi de Suède. Mais dites à votre » maître que je suis bien loin de vouloir me » perdre ainsi que mes alliés pour l'amour de » l'Electeur de Saxe. Et où est la garantie de sa » fidélité, lui dont le ministre est à la solde de » l'Autrichien, et qui m'abandonnera dès l'ins- » tant que l'Empereur lui fera les moindres ca- » resses et retirera ses troupes ? Tilly a grossi » son armée d'un renfort considérable, mais » rien ne m'empêchera d'aller au-devant de lui » aussitôt que j'aurai assuré mes derrières. »

Le ministre Saxon n'eût autre chose à répondre à ces reproches, sinon que le mieux étoit d'ense- velir le passé dans l'oubli. Il pressa le Roi de s'expliquer sur les conditions auxquelles il vou- loit secourir l'Electeur, et répondit d'avance du consentement de son maître. « Je demande, ré- » pondit Gustave, que l'Electeur me cède la » forteresse de Wittenberg; qu'il me remette en » ôtage le plus âgé de ses Princes; qu'il paie à » mes troupes une solde de trois mois, et me

» livre

» livre les traîtres de son conseil. Alors, je suis » prêt à le secourir. »

« Non-seulement Wittenberg, s'écria l'Elec- » teur en renvoyant son ministre dans le camp » de Gustave, non-seulement Wittenberg, » mais Torgau, mais toute la Saxe lui est ou- » verte. Il aura toute ma famille en ôtage, et si » ce n'est assez, je m'offre moi-même. Retournez » promptement, et dites-lui que je suis prêt à » lui livrer tous les traîtres qu'il me nommera, » à payer à son armée la solde qu'il desire, et à » exposer pour la bonne cause ma vie et tout ce » que je possède. »

Le Roi avoit seulement voulu éprouver les nouveaux sentimens de Jean George. Touché de cette franchise, il retira les conditions sévères qu'il avoit d'abord imposées. « La mé- » fiance, dit-il, que l'on me témoigna lorsque » j'eus l'intention de secourir Magdebourg, » avoit éveillé la mienne; aujourd'hui la con- » fiance de l'Electeur mérite que je lui rende » justice. Qu'il paie seulement à mon armée » une solde d'un mois, et j'espère le dédom- » mager de cette avance. »

Aussitôt l'alliance conclue, le Roi passa l'Elbe, et dés le jour suivant se joignit aux Saxons. Au lieu de s'opposer à cette jonction, Tilly s'étoit avancé vers Leipzig, qu'il somma de recevoir garnison impériale. Le commandant Jean de la

Pforta, dans l'espoir d'être promptement secouru, fit des préparatifs de défense, et incendia le fauxbourg de Halle. Mais le mauvais état des fortifications rendit toute résistance inutile, et dès le second jour les portes furent ouvertes. Tilly avoit pris son quartier dans la maison d'un fossoyeur, la seule qui restât du faubourg. Ce fut là qu'il signa la capitulation ; ce fut là aussi qu'on résolut d'attaquer le Roi de Suède. Des têtes et des os de morts, peints sur les murailles, décoroient la maison du propriétaire ; Tilly changea de couleur, et Leipzig, contre toute attente, éprouva un traitement favorable.

Cependant, le Roi de Suède et l'Electeur de Saxe tinrent à Torgau un grand conseil de guerre en présence de l'Electeur de Brandebourg. Il s'agissoit alors de prendre un parti qui alloit fixer irrévocablement le destin de l'Allemagne et de la religion évangélique, la fortune de plus d'un peuple et le sort de leurs Princes. L'inquiétude, dont l'agitation se fait sentir dans le sein même du héros, au moment d'une grande résolution, sembla troubler tout-à-coup l'ame de Gustave Adolphe. « Si nous » nous décidons à une bataille, dit-il, il ne s'agit » de rien moins que d'une couronne et de deux » électorats. La fortune est inconstante, et le » ciel impénétrable dans ses décrets peut à

» cause de nos péchés accorder la victoire à l'en-
» nemi. Mon royaume, à la vérité, quand il
» perdroit mon armée et moi-même, auroit en-
» core un boulevard pour lui. Situé à un grand
» éloignement, protégé par une flotte respec-
» table, garanti dans ses limites, défendu par
» un peuple belliqueux, il seroit au moins à cou-
» vert des plus grands malheurs. Mais où est le
» salut pour vous, sur qui l'ennemi tombe im-
» médiatement si la bataille est perdue! » Gustave Adolphe montra la défiance modeste d'un héros que la conscience de ses forces n'éblouit pas à la vue de la grandeur du péril, Jean George, l'assurance d'une ame foible qui sent un héros à ses côtés. Impatient de voir ses états délivrés le plutôt possible de deux armées qui lui étoient à charge, Jean George brûloit de livrer une bataille dans laquelle il n'avoit pas de lauriers à perdre. Il vouloit marcher seul avec ses Saxons contre Leipzig et se battre avec Tilly. Enfin Gustave Adolphe se rangea de son avis, et l'on convint d'attaquer l'ennemi sans délai, avant qu'il eût reçu les renforts que lui amenoient les généraux Altringer et Tiefenbach. L'armée Suédo-Saxonne passa la Mulde; l'Electeur de Brandebourg retourna dans ses états.

Le 7 septembre 1631, dès le point du jour, les armées se trouvèrent en présence. Résolu

d'attendre ses renforts, Tilly s'étoit campé près de Leipzig, dans une position avantageuse, où il pouvoit espérer de ne pas être contraint à livrer bataille. Les sollicitations continuelles de Pappenheim finirent par le déterminer à changer sa position aussitôt que les armées ennemies se mirent en mouvement. Il se porta donc sur la gauche vers les collines qui s'étendent depuis le village de Wahren jusqu'à Lindenthal; son armée, ne formant qu'une seule ligne, se déploya au pied du coteau, et son artillerie, distribuée sur les hauteurs, pouvoit balayer toute la grande plaine de Breitenfeld. L'armée Suédo-Saxonne s'avançoit de là sur deux colonnes, et avoit la Lober à passer près de Podelvitz, village situé devant le front des troupes impériales. Afin de mettre quelque obstacle au passage de ce ruisseau, Pappenheim fut détaché à la tête de deux mille cuirassiers, mais avec la plus grande répugnance de la part de Tilly, qui lui donna l'ordre exprès de ne pas engager la bataille. Malgré cette défense, Pappenheim en vint aux mains avec l'avant-garde des Suédois, et fut forcé à la retraite après une courte résistance. Pour arrêter l'ennemi, il incendia Podelwitz, ce qui, néanmoins, n'empêcha pas les deux armées de se porter en avant et de former leur ordre de bataille.

A droite se rangèrent les Suédois sur deux

lignes. L'infanterie, placée dans le milieu de chacune, étoit morcelée en petits bataillons susceptibles d'exécuter sans désordre les évolutions les plus rapides. La cavalerie, distribuée sur les aîles, se trouvoit de même répartie en petits escadrons, et entrecoupée de pelotons de fantassins; ceux-ci étoient destinés à masquer son petit nombre et à tirer sur les cavaliers ennemis. Le général Teufel commandoit au centre, à l'aîle gauche, Gustave Horn; le Roi en personne commandoit l'aîle droite vis-à-vis le Comte de Pappenheim.

Un intervalle considérable séparoit les Saxons des Suédois : disposition que justifia l'événement. L'Electeur lui-même, avec son maréchal, avoit proposé cet ordre de bataille, et le Roi s'étoit contenté de l'agréer. Il voulut, d'après les apparences, que la bravoure Suédoise pût être distinguée de celle des Saxons, et la fortune ne les confondit pas.

Au pied des hauteurs, vers le couchant, l'ennemi se déployoit sur une ligne immense qui s'étendoit assez pour déborder l'armée Suédoise; l'infanterie étoit formée en gros bataillons, la cavalerie en escadrons également nombreux et difficiles à mouvoir. En arrière, il avoit son artillerie placée sur les hauteurs, et se trouvoit ainsi commandé lui-même par ses boulets, qui décrivoient leur arc au-dessus de lui. D'a-

près la position de l'artillerie, on devroit conclure, si toutefois on peut se fier à la totalité de ce rapport, que l'intention de Tilly étoit bien plus d'attendre l'ennemi que de l'attaquer, cette disposition lui rendant impossible de pénétrer dans ses rangs, sans se jetter sous le feu de ses propres canons. Tilly en personne commandoit au centre, Pappenheim à l'aîle gauche; la droite étoit sous les ordres du Comte de Furstemberg. Les troupes rassemblées de l'Empereur et de la ligue ne montoient pas à plus de trente-quatre ou trente-cinq mille hommes; l'armée réunie des Suédois et des Saxons étoit d'égale force.

Deux millions d'hommes en présence auroient pu rendre cette journée plus sanglante, mais ni plus importante, ni plus décisive. C'étoit pour cette journée que Gustave avoit passé la Baltique, qu'il avoit cherché les périls sur une terre étrangère, et abandonné à la fortune inconstante sa couronne et sa vie. Les deux plus grands Généraux de leur tems, tous les deux invincibles jusqu'alors, doivent aujourd'hui faire leurs dernières preuves dans une lutte long-tems évitée; l'un des deux doit laisser sa réputation sur le champ de bataille. Les deux moitiés de l'Allemagne ont vu approcher avec crainte le moment de cette lutte; tous les contemporains en attendent l'issue avec inquiétude, et la postérité doit lui donner ses bénédictions ou ses larmes.

La résolution qui jusqu'alors n'avoit jamais abandonné le Comte de Tilly, lui manqua dans cette journée. Sans être décidé à combattre le Roi, il n'eut pas assez de fermeté pour éviter la bataille, et Pappenheim l'y entraîna malgré lui. Tilly sentoit intérieurement des doutes qu'il n'avoit jamais éprouvés. De noirs pressentimens obscurcissoient son front jadis toujours serein. Le génie de Magdebourg sembloit planer sur sa tête.

Une canonnade de deux heures ouvrit la bataille. Le vent souffloit de l'Ouest, et poussoit contre les Suédois la fumée de la poudre, ainsi qu'une poussière épaisse qui s'élevoit des champs nouvellement labourés. Cette remarque détermina le Roi à faire une conversion vers le Nord, et la célérité du mouvement ne laissa pas à l'ennemi le tems de s'y opposer.

Enfin Tilly abandonne les hauteurs, et hasarde la première attaque sur les Suédois. Mais, accueilli par le feu le plus vif, il se porte vers la droite, et charge les troupes Saxonnes avec une telle impétuosité, que leurs rangs se rompent au premier choc, et le désordre s'empare de toute l'armée. L'Electeur même ne revint à lui qu'une fois arrivé à Eilenbourg. Quelques régimens, à la vérité, tinrent encore assez long-tems sur le champ de bataille, et sauvèrent par leur résistance vigoureuse l'honneur des Saxons. A

peine vit-on ceux-ci en désordre que les Croates commencèrent à piller; et déjà des couriers furent dépêchés pour porter à Vienne et à Munich la nouvelle de la victoire.

De son côté, le Comte de Pappenheim fond sur l'aîle droite des Suédois avec toutes les forces de sa cavalerie, mais sans pouvoir l'ébranler. Le Roi y commandoit en personne, et sous lui le Général Banner. Sept fois Pappenheim renouvelle son attaque, et sept fois il est repoussé. Enfin il prend la fuite avec une perte considérable, abandonnant le champ de bataille au vainqueur.

Cependant Tilly avoit battu le reste des Saxons, et marchoit contre l'aîle gauche des Suédois avec ses troupes victorieuses. Aussitôt que le Roi s'étoit apperçu du désordre de l'armée Saxonne, il avoit, avec la présence d'esprit la plus prompte, envoyé à son aîle gauche trois régimens pour la renforcer, et couvrir le flanc que la fuite des Saxons laissoit sans défense. Gustave Horn, qui y commandoit, opposa aux Cuirassiers ennemis une vigoureuse résistance dans laquelle les fantassins, distribués entre les escadrons, le secondèrent de la manière la plus heureuse. Les Impériaux commençoient à foiblir lorsque Gustave Adolphe parut pour décider la victoire. Leur aîle gauche étoit battue, et les troupes du Roi, qui n'avoient plus den-

nemis devant elles, pouvoient être employées plus utilement ailleurs. A la tête de son aîle droite et du corps de bataille, il se porta donc sur la gauche pour attaquer les hauteurs où se trouvoit l'artillerie des Impériaux. Bientôt elle fut entre ses mains, et l'ennemi essuya alors le feu de ses propres canons.

Sur leur flanc le feu de l'artillerie, en avant l'impétuosité terrible des Suédois, tout concourt à la défaite des Impériaux, et l'armée jusqu'alors invincible, finit par se rompre. Tilly n'a plus d'autre ressource que de songer sur-le-champ à la retraite; mais cette retraite même ne peut s'effectuer qu'à travers les bataillons ennemis. Le désordre s'empare dans ce moment de l'armée entière, quatre régimens exceptés, dont les soldats aguerris et vieillis dans les camps n'ont jamais fui d'un champ de bataille. Serrés en masse ils percent l'armée victorieuse, gagnent, toujours combattant, un petit bois où ils font de nouveau face à l'ennemi, et résistent jusqu'à l'entrée de la nuit, jusqu'à ce qu'enfin ils se voyent réduits au nombre de six cents. Avec eux tout le reste de l'armée prend la fuite, et la bataille est décidée.

Gustave Adolphe se jetta à genoux au milieu des blessés et des morts, et, dans tout l'abandon d'une prière ardente, il adressa au ciel les premiers élans de sa joie. L'ennemi, en dé-

route, fut poursuivi par la cavalerie Suédoise, aussi loin que la profonde obscurité de la nuit put le permettre. Le son du tocsin mit en mouvement tous les habitans des villages, et malheur au soldat impérial qui tomboit entre leurs mains. Le Roi campa avec le reste de l'armée entre le champ de bataille et Leipzig, parce qu'il n'y avoit pas de possibilité d'attaquer la ville dans la nuit même. Sept mille hommes restèrent sur la place du côté de l'ennemi; plus de cinq mille furent blessés ou faits prisonniers. Toute son artillerie, tout son camp furent pris; on lui enleva plus de cent drapeaux et étendards. Les Saxons perdirent deux mille hommes, les Suédois pas au-dessus de sept cents. La défaite des Impériaux fut si complette, que Tilly, dans sa fuite sur Halle et Halberstadt, ne put rassembler au delà de six cents hommes, Pappenheim au delà de quatorze cents. Ainsi disparut cette armée formidable, qui, peu auparavant, faisoit encore trembler l'Allemagne et toute l'Italie.

Tilly même ne dut son salut qu'au hasard. Quoiqu'affaibli par un grand nombre de blessures, il refusoit de se rendre à un capitaine suédois qui l'avoit joint, et déjà celui-ci étoit sur le point de le tuer, lorsqu'un coup de pistolet étendit le Suédois sur la place. Mais les blessures de Tilly, le péril de ses jours n'égaloient pas pour lui le supplice de survivre

à sa gloire, et de perdre en un seul jour tout le travail d'une longue vie. Ses victoires passées n'étoient plus rien en ce moment où lui échappoit celle qui devoit les couronner toutes. Rien ne lui restoit de ses brillants exploits que les malédictions dont ils avoient été accompagnés. Depuis ce jour Tilly ne put reprendre sa sérénité, et le bonheur ne revint jamais à lui. Son maître le priva même de sa seule consolation, la vengeance, par la défense expresse de hasarder désormais aucune bataille décisive. C'est à trois fautes principales que l'on attribue les malheurs de cette journée: on reproche à Tilly d'avoir placé son artillerie sur les hauteurs derrière son armée, de s'être éloigné ensuite de ces hauteurs, et d'avoir laissé l'ennemi se former tranquillement en ordre de bataille; mais combien ces fautes n'auroient-elles pas été promptement réparées sans la présence d'esprit, le sang froid, sans le génie supérieur de son adversaire? Tilly se sauva précipitamment de Halle à Halberstadt où il attendit à peine la guérison de ses blessures, et marcha de là vers le Wéser pour se renforcer des garnisons impériales de la Basse-Saxe.

Jean George, aussitôt le péril passé, arriva au camp du Roi. Gustave le remercia de ce qu'il lui avoit conseillé la bataille; et l'Élec-

teur, surpris d'une pareille réception, lui promit, dans son premier transport, la couronne de Roi des Romains. Dès le jour suivant le Roi s'avança vers Mersebourg, après avoir laissé à l'Électeur le soin de reprendre Leipzig. De cinq mille Impériaux qui s'étoient ralliés, et qui tombèrent chemin faisant entre les mains de Gustave, les uns furent sabrés, d'autres faits prisonniers, et le plus grand nombre passa à son service. Mersebourg se rendit sur le champ. Halle fut emporté presqu'aussitôt ; ce fut là qu'après la prise de Leipzig, l'Électeur de Saxe eut une conférence avec le Roi, pour délibérer sur le plan des opérations ultérieures.

La victoire étoit remportée, mais il falloit en user avec sagesse pour la rendre décisive. L'armée impériale était détruite, la Saxe ne voyoit plus d'ennemis, et Tilly, dans sa retraite précipitée avoit pris le chemin de Brunswick. Le poursuivre jusques-là, c'eût été renouveller les hostilités dans la Basse-Saxe à peine rétablie de tous les maux qui l'avoient désolée. On résolut donc de marcher contre les pays ennemis. A droite, on pouvoit tomber sur les états des Princes catholiques, à gauche, pénétrer dans les pays héréditaires de l'empereur et faire trembler ce Prince jusques dans sa résidence. L'un et l'autre plans furent

arrêtés, et il ne fut plus question que de distribuer les rôles. Gustave-Adolphe, à la tête d'une armée victorieuse, eût trouvé peu de résistance depuis Leipzig jusqu'à Prague, Vienne et Presbourg. La Bohême, la Moravie, l'Autriche, la Hongrie étoient sans défense; les Protestans opprimés dans ces différens états convoitoient un changement. L'Empereur lui-même n'eût pas été en sûreté dans son palais; à la première attaque Vienne effrayé auroit ouvert ses portes. En gagnant du terrein sur l'ennemi, on tarissoit les sources destinées à fournir aux frais de la guerre, et Ferdinand eût aisément consenti à une paix qui aurait éloigné du sein de ses états un ennemi aussi redoutable. Ce plan hardi pouvoit flatter un conquérant, et être justifié par un heureux succès. Gustave-Adolphe le rejetta sans hésiter. Aussi prudent que déterminé, moins conquérant qu'homme d'état, il trouva un but plus élevé à atteindre, et ne voulut pas s'en remettre entièrement à la fortune et à la bravoure.

Si Gustave choisissoit le chemin des pays héréditaires, la Franconie et le Haut-Rhin devoient être abandonnés à l'Électeur de Saxe. Mais Tilly, avec les débris de son armée, les garnisons de la Basse-Saxe et de nouveaux renforts, commençoit à rassembler des troupes

sur le Wéser, et il était difficile qu'on ne le vît pas bientôt à leur tête pour chercher l'ennemi. A ce Général habile, on ne pouvoit opposer un Arnheim, qui avoit donné à la bataille de Leipzig des preuves très-équivoques de ses talents. Alors que servoient au Roi des progrès si rapides et si brillants en Bohême et en Autriche, si Tilly recouvroit de nouvelles forces sur le territoire de l'Empire, s'il relevoit la confiance des Catholiques par de nouvelles victoires et désarmoit les alliés de Gustave-Adolphe? Que lui servoit de chasser l'Empereur de ses États héréditaires, si Tilly conquéroit l'Allemagne pour ce même Empereur? Devoit-il espérer de mettre Ferdinand dans une situation plus critique que n'avait fait douze ans auparavant la révolte de Bohême, elle qui ne put ébranler la fermeté de ce Prince, qui ne put tarir ses ressources, et dont il ne sortit que plus redoutable?

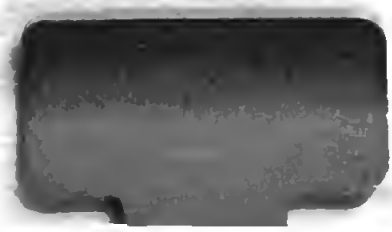
Une invasion personnelle dans les pays de la Ligue lui promettoit des avantages moins brillants mais plus solides. En arrivant à main-armée dans ces États, il portoit un coup décisif. Les Princes étaient assemblés à Francfort, relativement à l'édit de restitution, et Ferdinand faisoit jouer à cette Diète tous les ressorts de sa politique, pour engager les Protestans, encore effrayés, à un accomodement précipité

et désavantageux. L'approche de leur défenseur pouvoit seule les porter à une résistance vigoureuse, et déjouer les ruses de Ferdinand. Gustave-Adolphe triomphant pouvait espérer de réunir par sa puissance tous ces Princes mécontents, et d'enlever les autres au parti de l'Empereur par l'effroi de ses armes. Au centre de l'Allemagne, il paralysoit le nerf de la puissance Autrichienne, puissance qui ne pouvoit se soutenir sans les secours de la Ligue; il veilloit de près la France cette alliée équivoque; et si un *vœu secret* lui rendoit importante l'amitié des Électeurs catholiques, il falloit avant tout devenir maître de leur sort, pour acquérir par un ménagement généreux des droits à leur reconnaissance.

Il choisit donc pour lui le chemin de la Franconie et du Rhin, et laissa à l'Electeur de Saxe la conquête de la Bohême.

FIN DU PREMIER VOLUME.

SBN
C11.00



Google